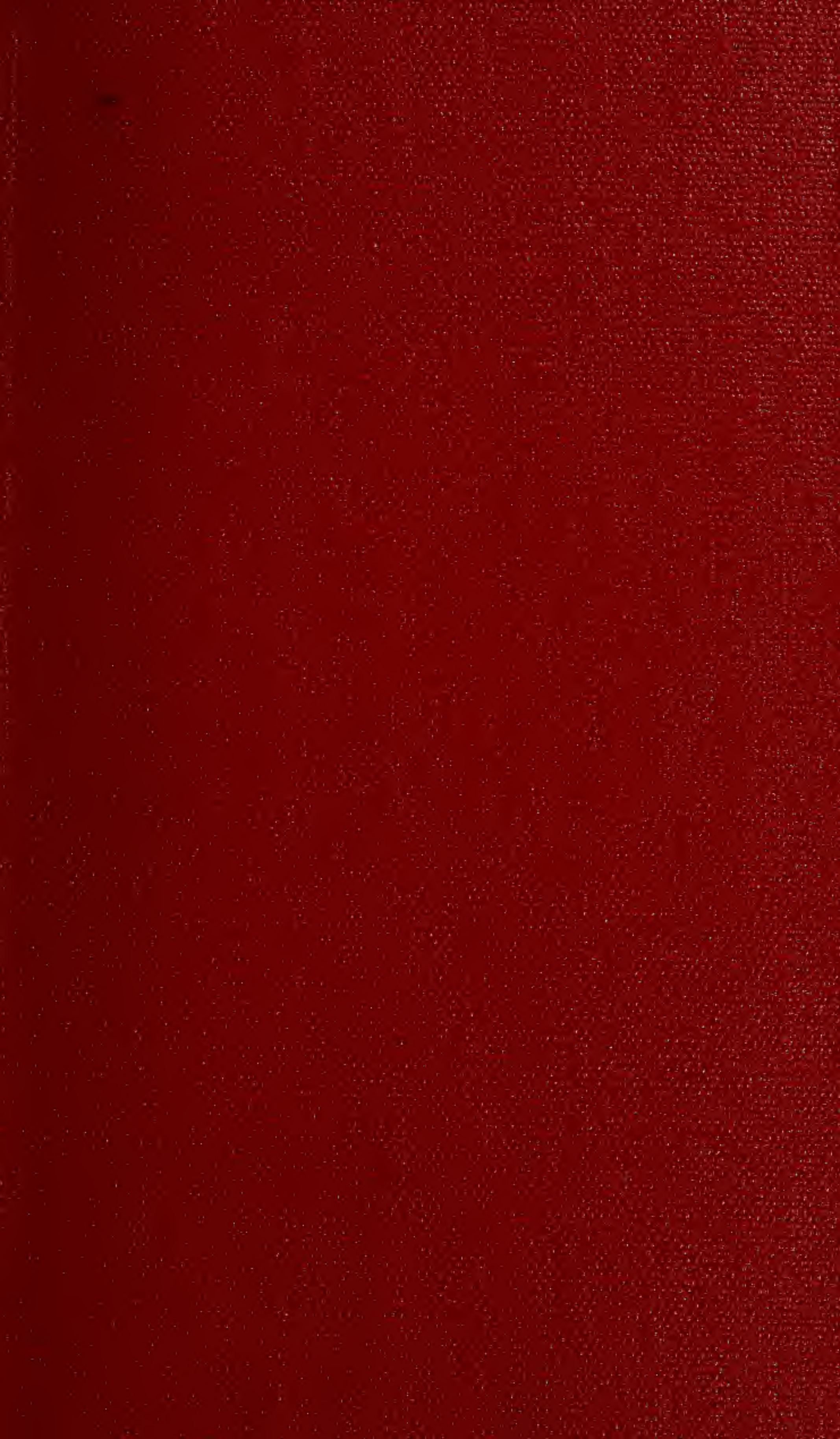


LA RÉVOLUTION

ET

LE BOLCHÉVISME

EN RUSSIE

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

N. N. Zvorykin

NICOLAS ZVORIKINE

LA RÉVOLUTION
ET
LE BOLCHÉVISME
EN RUSSIE

Préface de GEORGES BLONDEL

DERNIÈRE PÉRIODE DE L'ABSOLUTISME — TSARINE ALEXANDRA ET RASPOUTINE — ABDICATION DE NICOLAS II — GOUVERNEMENT PROVISOIRE — KERENSKY — CORRUPTION DE L'ARMÉE — COUP D'ÉTAT BOLCHÉVISTE — QU'EST-CE QUE LE BOLCHÉVISME ? — ŒUVRE DE L'ALLEMAGNE — L'ARMÉE ROUGE — LA TERREUR — EXTERMINATION DES BOURGEOIS — ORGANISATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE — LÉNINE ET SON ŒUVRE.

PARIS
LIBRAIRIE ACADÉMIQUE
PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35
1920

IL A ÉTÉ IMPRIMÉ, DE CET OUVRAGE,
Dix exemplaires numérotés sur papier vergé pur fil des Papeteries Lafuma.

PRÉFACE

La formidable guerre qui a bouleversé le monde n'a pas eu seulement pour conséquence de grands remaniements dans la carte d'Europe, elle a aussi amené des changements économiques et sociaux dont il est encore impossible de mesurer toute la portée. De nouvelles conceptions se sont fait jour et nous sommes en présence de doctrines qui tendent à un renversement complet des principes sur lesquels les sociétés humaines avaient reposé jusqu'à ce jour. La plus inquiétante de ces doctrines est celle du Bolchévisme. Elle envahit l'Europe comme une marée montante. Elle gagne le nouveau monde. C'est une menace terrible pour la civilisation.

Le péril est d'autant plus grave que l'Allemagne, ulcérée par sa défaite, se préoccupe, avec la perfidie que nous lui connaissons, de tirer parti du Bolchévisme pour la « revanche » à laquelle dès maintenant elle se prépare. Elle sait que les immenses régions de l'Europe orientale peuvent lui

fournir en abondance les matières premières et le « matériel humain » dont elle a besoin. « Quand vous aurez organisé la Russie à votre profit, écrivait naguère Sven Hedin à l'un des chefs de la *Deutsche Volkspartei*, vous redeviendrez certainement la première puissance de l'Europe. » Les Alliés se sont fait de grandes illusions en pensant qu'il suffisait de mettre fin aux hostilités sur le front occidental pour pouvoir dire qu'on avait fait la paix. Tant que l'ordre ne sera pas rétabli en Russie, tant qu'on se battra sur le front oriental, l'Europe ne peut compter sur le calme et sur les garanties d'avenir dont elle a besoin. La question russe est au fond de toutes les discussions qui se prolongent depuis si longtemps entre les Alliés. On l'a comparée à une nappe d'eau souterraine : on croit marcher sur un terrain solide; dès qu'on creuse en quelque endroit, le sol fléchit, et l'on patauge! « La politique ambiguë de l'Angleterre, écrivait dernièrement un journal américain, a fortifié les Soviets. Les événements pourraient bien se précipiter en Russie... Une révolution qui unirait Berlin à Moscou contre l'Entente aurait de terribles conséquences[1] ». Fiers des succès qu'ils ont

1. La plus grande faute commise par les Alliés depuis l'armistice, écrivait de son côté la *Washington Post* (1er décembre 1919), a été de ne pas venir en aide à la Russie. On a trop oublié qu'elle a été un des principaux membres du groupe qui a sauvé le monde... Il est triste de voir que les Alliés abandonnent aujourd'hui la Russie parce qu'elle est bouleversée, et fournissent à l'Allemagne une excellente occasion de s'assurer la haute main sur ce pays.

obtenus, les Bolchévistes en effet ne cachent pas leur désir de transformer l'Europe en une série de républiques soviétistes. Ils entendent même dominer l'Asie, et réaliser de grandes conquêtes dans les Indes, en se servant, comme ils le font depuis longtemps déjà, d'Asiatiques prêts à toutes les besognes. Ils sont les auteurs responsables (car leurs chefs sont parfaitement conscients de ce qu'ils font), du malaise qui rend la paix si précaire et l'avenir si obscur.

Nous ne saurions être trop reconnaissants envers ceux qui nous aident à comprendre le péril auquel la civilisation est exposée. Les renseignements que nous donne aujourd'hui sur les Bolchévistes un homme qui les a vus à l'œuvre, et qui est parvenu, non sans peine, à se soustraire à leur étreinte, sont très propres à nous faire saisir la gravité du danger. M. Nicolas Zvorikine a pu apprécier, au double point de vue économique et social, l'étrange gouvernement qui s'est imposé à la Russie. Président depuis onze ans de la Société des agriculteurs du Nord, fondateur de la Chambre d'agriculture de toutes les Russies, membre actif des Comités qui ont eu, pendant la plus grande partie de la guerre, à s'occuper du ravitaillement des troupes et de la population, il s'est trouvé dans des conditions favorables pour juger le peuple russe et comprendre les transformations qui se sont produites au cours des dernières années. Il a fait partie également du Comité industriel de guerre, qui s'occupait de la fourniture des

munitions et de l'équipement de l'armée par l'Association des zemstvos et des grandes usines[1].

M. Zvorikine, qui est depuis longtemps un ami de la France, n'a jamais été mêlé à la vie politique. C'est un témoin impartial, qui ne se laisse aller à aucune exagération et tient avant tout à nous raconter ce qu'il a vu. S'il a quelque indulgence pour le gouvernement du tsarisme, il juge sans faiblesse les erreurs qui ont amené sa chute, il ne cherche pas à défendre l'aristocratie, il reconnaît que la corruption dans les masses était grande, il signale les fautes de la Douma, il donne de nouveaux détails sur l'influence néfaste de Raspoutine, il montre aussi l'insuffisance de Nicolas II (sur la popularité duquel nous nous étions fait beaucoup d'illusions). La chute de ce piètre souverain n'a pas causé de regrets ; le tsarisme est tombé « comme un fruit pourri. »

Le gouvernement de Kerensky n'a pas été, malheureusement, à la hauteur de la lourde tâche qui lui était imposée. Très orgueilleux, cet homme médiocre était incapable de faire triompher le régime socialiste qui était devenu pourtant une nécessité. Imparfaitement secondé, il ne sut ni réagir contre la corruption qui avait gagné l'armée,

1. M. Zvorikine a publié en Russie, avant la guerre, un certain nombre d'ouvrages qui ont été fort appréciés. Nous citerons les quatre principaux : 1° *L'Humanité et les grandes étapes de la civilisation;* 2° *La commune rurale considérée comme une des étapes de la civilisation humaine ;* 3° *Le Métayage, la meilleure forme d'exploitation des grands domaines de Russie;* 4° *La Réforme agraire en Russie.*

ni endiguer les doctrines abominables qu'allaient si aisément submerger le pays. Les historiens diront un jour qu'il facilita grandement l'éclosion de cette oligarchie despotique (très différente du socialisme), qui a livré nos alliés d'hier à une bande d'aventuriers dépourvus de tout patriotisme et de tout scrupule. La Russie est dominée par de véritables bandits, qui ne se maintiennent que par la terreur et qui font appel aux plus vils instincts du peuple.

Le Bolchévisme est essentiellement une dictature. Les Soviets, qui ne sont pas sans analogie avec nos clubs révolutionnaires, ressemblent à des machines de guerre, destinées à broyer toute l'organisation politique et sociale d'autrefois. Ils se sont constitués à l'aide d'un mode d'élection qui est « inférieur à n'importe quel système en usage dans les autres démocraties du monde. » Il est impossible d'y voir une représentation de la volonté de la population. On ne peut même pas dire qu'ils représentent une classe sociale quelconque. Si dans quelques régions industrielles ils ont parfois la majorité, c'est par intimidation qu'ils sont arrivés à ce résultat. Il ne faudrait pas non plus s'imaginer qu'au sein de ces Soviets puisse s'engager la moindre discussion sérieuse; aucune opposition n'est permise. « Accepter la discussion, a dit un jour Trotzky, c'est s'orienter vers le « crétinisme parlementaire bourgeois. » Les Soviets ne font qu'estampiller les décisions de Lénine et de ses adjoints.

Collaborateurs de la « garde rouge » pour piller, voler et partager ce qu'ils ont pris, les Soviets locaux (communaux ou provinciaux) sont composés des pires éléments. Ils ne songent qu'à satisfaire leurs intérêts particuliers en gaspillant les fruits du travail accumulés par les générations antérieures.

C'est sur ces groupements que compte un gouvernement central dont l'autoritarisme dépasse tout ce qu'on peut imaginer et qui est composé de gens dont l'intolérance confine à la folie, de gens qui paralysent toute velléité de résistance par un terrorisme inouï. Ils ont couvert la Russie de cadavres, sans parler de tous ceux qui sont morts, de faim, de froid, de misère. L'histoire du monde n'a jamais offert le spectacle de pareilles tortures physiques et morales[1]. Les Bolchéviks ont en outre incarcéré des milliers de personnes sans enquête ni jugement. Ils ignorent la distinction du bien et du mal. Ils n'ont aucune notion de l'honneur, aucun sentiment de patriotisme et de responsabilité.

Après avoir entretenu, dès le début de la guerre, des rapports avec l'Allemagne, ils ont peu à peu ruiné l'armée nationale et lui ont enlevé toute valeur combative. L'histoire de la constitution de la garde rouge est significative : elle met en lumière les combinaisons machiavéliques auxquelles l'Allemagne a eu recours.

1. Un journal de Varsovie a prétendu que, grâce au Bolchévisme, la population de la Russie depuis 1914 a diminué de 35 millions d'habitants.

Le Bolchévisme a ruiné le commerce et l'industrie dans la plus grande partie de cette Europe orientale où il y a cependant tant de ressources. Les neuf dixièmes de la population étant agricoles, beaucoup de paysans ont pu, sans doute, continuer à vivre passablement. Quelques-uns ont accepté le Bolchévisme, dans l'espoir de mettre la main sur les grands domaines : la question agraire était si mal résolue ! Mais beaucoup ont été finalement victimes de procédés tels que « la contrainte par la faim » ou les « corvées forcées ». Tous les rouages de la production ont été faussés. On a continué à travailler dans les usines, mais au moyen de coercitions odieuses et de vexations de toute sorte. La spéculation s'est donné libre carrière. On s'est emparé du bétail et du mobilier, des outils et des machines, on en est venu à réquisitionner tous les produits du sol. Que pouvaient les propriétaires contre ces Lettons, ces Tartares, ces Chinois, ces Mandchoux armés de canons et de mitrailleuses. Le Bolchévisme n'a finalement apporté au peuple qu'un accroissement de misère et de servitude. M. Zvorikine nous trace de ce régime lamentable un tableau très précis. Comment entrer en relations avec de pareils forcenés ! Peut-on considérer comme régulier un gouvernement qui ne peut se soutenir que par la violence et la brutalité, qui a besoin pour vivre d'attaquer et de conquérir sans cesse? Le voici maintenant qui se jette sur l'Ukraine pour y prendre tout le blé qui peut s'y trouver encore. L'Ukraine est

aujourd'hui en pleine anarchie. Des régions fertiles se transforment en désert. Les terres à blé les plus riches de l'Europe, avec le produit de deux années de récolte, sont perdues pour le monde.

Comme il avait raison le vieux socialiste révolutionnaire Gorki, lorsqu'il dénonçait le péril que faisaient courir à l'humanité ceux qu'il ne craignait pas d'appeler des « sectaires insensés ». La ruine du Bolchévisme est un des devoirs les plus impérieux de l'heure présente. Tous les gens raisonnables penseront, après avoir lu le livre de M. Zvorikine, que ceux qui combattent cet odieux régime rendent au monde civilisé « un service dont la grandeur n'aura rien d'égal dans l'histoire de la civilisation. »

GEORGES BLONDEL.

LA
RÉVOLUTION ET LE BOLCHÉVISME
EN RUSSIE

PREMIÈRE PARTIE

DERNIÈRE PÉRIODE DE L'ABSOLUTISME EN RUSSIE

Personne n'émettra de doute que la révolution de 1917 en Russie ne fut que la conséquence inévitable du régime autocratique, qui l'avait préparée de longue date.

En Russie, comme dans presque tous les autres pays, l'histoire de la monarchie eut sa place glorieuse.

Les souverains, à une certaine époque, furent nécessaires aux peuples qui les adoraient et furent heureux.

Certes, c'était un état de naïveté primitive. Mais cet état de naïveté a été traversé par tous les peuples et ne fut que la suite d'une étape plus arriérée encore, celle de l'état sauvage.

Aussi dès que la civilisation pénètre en Russie, on voit que le peuple russe commence à comprendre que le régime de l'absolutisme ne lui convient plus, qu'au contraire, il entrave son évolution.

Le peuple aspire alors à plus de liberté, et son mécontentement grandit au fur et à mesure des événements qui se succédèrent, en acheminant le tsarisme vers la catastrophe finale.

Le vrai, le seul empereur de Russie a été, sans contredit, Pierre le Grand, comme le seul empereur des Français fut Napoléon Ier; on a beau affirmer que Napoléon III fut aussi un empereur. Ne fut-il pas plutôt un fantoche, et la France n'a-t-elle pas payé trop cher le caprice de se le permettre?

La Russie aussi a bien eu après Pierre le Grand des empereurs et des impératrices, qui héritèrent de son titre glorieux et lui firent plus ou moins honneur, en donnant satisfaction par leur prestance et leur apparat aux masses ignorantes et

soumises d'un peuple, à qui le tsar était aussi nécessaire que Dieu.

Si l'on remonte seulement d'un demi-siècle en arrière, on s'aperçoit que la grande généralité du peuple russe adorait encore le tsar Alexandre II et que le peu de gens qui se permettaient de critiquer certains actes de son règne attribuaient les fautes commises à son entourage et aux fonctionnaires; aux yeux des masses, le tsar était incapable de faire mal et d'ailleurs il n'y avait aucun intérêt; il aimait ses sujets comme un père et leur voulait tout le bien possible; il avait tout ce qu'il fallait pour vivre dans le plus grand luxe et paraître à son peuple dans une pompe extraordinaire; il fallait qu'il ne manquât de rien, qu'il eût absolument tout pour satisfaire ses désirs. Pourquoi, dans ces conditions, eût-il sciemment fait le mal? C'était inadmissible. On sait avec quelle indignation le peuple russe apprenait les attentats commis contre la vie d'Alexandre II et, le jour où il fut tué, combien toute la Russie le pleura. Pourtant cet homme n'avait rien d'extraordinaire, il représentait seulement le tsar de toutes les Russies, détenant le pouvoir par la grâce divine, qui n'était au fond

que la volonté du peuple. Celui-ci avait besoin d'un tsar, le voulait à tout prix et ne se figurait même pas pouvoir s'en passer.

Il suffit de relire le beau travail d'Élysée Reclus, pour se convaincre que, il y a de cela à peine quelques dizaines d'années, l'immense Russie était aux trois quarts peuplée de masses ignorantes et inertes et que, même aujourd'hui, on ne pourrait affirmer que plus de la moitié des 180 millions de ses habitants soient sortis de cet état de torpeur.

Mais voici que la civilisation du XIXe siècle touche enfin la Russie et la pénètre de part en part à travers toute son immensité; les confins des pays perdus sont réunis par un vaste réseau de chemins de fer; les centres industriels et commerciaux, des villes entières, comme par enchantement, sortent de terre, et le paysan, croupissant dans le servage pendant bon nombre de siècles, est libéré; il se réveille, sort de sa tanière et s'élance dans toutes les directions, ébloui par la beauté du monde et abasourdi par les nouvelles conditions de la vie ouvrière dans les mines et les usines. Tout cela lui ouvre l'esprit et excite en lui des désirs jusqu'alors inconnus.

La libération des serfs fut une secousse, produite dans cette énorme mare stagnante, que présentait alors la Russie, pour en déséquilibrer tous les éléments, car on ne pouvait toucher à aucun d'eux, sans renverser tous ceux qui s'y trouvaient rattachés intimement.

Toute la période de l'histoire de la Russie, à partir de l'abolition du servage (1861) jusqu'à l'abdication du tsar Nicolas II (1917), ne fut qu'une lutte du pouvoir absolu contre l'esprit du peuple russe se réveillant de sa torpeur séculaire.

Les paysans libérés furent en proie à la déception, car, au lieu de recevoir la terre, à titre gratuit, comme ils étaient en droit de l'espérer, ils furent obligés de la payer ; de plus, on leur avait octroyé trop peu de terre, et leurs descendants, qui jusqu'alors avaient, dès la naissance, le droit d'en être dotés par le propriétaire du domaine, en étaient désormais complètement dépourvus.

Si surprenant que cela paraisse, quand il est question de la vaste Russie, on peut affirmer que les paysans y vivent dans une grande misère et que bien des provinces peuvent être citées, où ils ne sont pas capables de se nourrir des produits de la terre.

Cet état s'est aggravé depuis l'année 1861, date de l'abolition du servage, d'une manière fort inquiétante, à la suite de causes qui, certainement, eussent pu être évitées, si ce beau geste d'Alexandre II eût été exécuté avec moins d'incohérence au point de vue social et économique.

Cette misère, toujours croissante, suscita un vif mécontentement des paysans contre les gouvernants.

Les propriétaires de grands domaines, de leur côté, furent aussi mécontents, car, après l'abolition du servage, ils restèrent sans main-d'œuvre, pour mettre en valeur leurs champs immenses.

Les fonctionnaires des anciens établissements de procédure, restés, par suite de la réforme judiciaire, sans emploi, après avoir perdu leurs situations, qui, grâce aux pots-de-vin, présentaient une source d'enrichissement, formèrent également une classe nombreuse de mécontents.

Enfin, il y eut encore la jeunesse universitaire, qui s'agitait et se révoltait contre les abus de la censure et ces règlements de la police, interdisant les réunions et la liberté de la presse et de la parole.

Tous ces mécontentements avaient leur raison

d'être : des complots et plusieurs attentats, contre l'empereur Alexandre II, s'ensuivirent. Finalement la catastrophe arriva : il fut mortellement blessé par une bombe lancée dans sa voiture.

Plusieurs tentatives de révolte contre l'absolutisme avaient eu lieu en Russie pendant le règne des empereurs précédents : ainsi en 1801, l'empereur Paul Ier fut étouffé dans son palais, à la suite d'un complot de personnages de son entourage, et Nicolas Ier ne put monter sur le trône en 1825 qu'après avoir impitoyablement écrasé par la force armée la révolution dite des « Décabristes » ; même, dans la suite, cet empereur ne put maintenir le pouvoir absolu, que par des mesures draconiennes, et finit sa vie (1855) en s'empoisonnant, pour ne pas survivre à l'affront de sa défaite dans la guerre de Crimée.

Mais ces révoltes, entreprises par des gens de l'aristocratie, ne visaient encore que le changement du monarque, tandis que les belles idées de la liberté du peuple et surtout de sa souveraineté, n'y jouaient qu'un rôle absolument secondaire.

Les attentats contre la vie d'Alexandre II et surtout son assassinat provoquèrent des mesures excessives de sévérité. Les restrictions de police

et de censure furent poussées à l'extrême. Les émeutes furent étouffées par la force armée et la déportation en masses des meneurs en Sibérie.

Ces moyens de sévérité ne suffisant pas, les tsars ont eu en plus recours à des moyens d'un ordre tout différent : 1° à l'influence sur l'esprit du peuple par le clergé ; 2° à l'empêchement des progrès de l'instruction et au maintien du peuple dans l'ignorance ; 3° à la corruption de la population par l'alcoolisme.

De tous temps, ce furent les serviteurs de l'Église qui instruisaient les masses inertes des peuples ignorants. La même chose se passa en Russie et, par conséquent, il est fort intéressant de se faire une idée de ce qu'est le pope (prêtre) russe, et quelle est sa situation sociale relativement à cette tâche importante.

Le clergé russe jusqu'à présent forme une caste sociale spéciale, qui transmet de père en fils la profession de serviteurs du culte religieux.

On aurait tort de supposer qu'ils reçoivent une instruction insuffisante pour l'exercice d'une fonction de cette importance : au contraire, le séminaire leur donne une instruction générale assez complète et l'Académie des Cultes leur

permet de hautes études allant jusqu'aux doctrines diverses de théologie, de théosophie et de philosophie abstraite.

Il n'est pas étonnant, par conséquent, que parmi cette caste on ait compté des gens éminents et savants, comme par exemple l'homme d'État bien connu, Pobiédonostseff, procureur général du Saint Synode, qui eut une influence prépondérante sur les empereurs Alexandre II et III.

Mais l'instruction à elle seule ne suffit pas à former de bons pasteurs.

A la sortie du séminaire russe, on classe les élèves d'après leurs capacités et leurs progrès, en leur octroyant le droit de devenir prêtres, diacres, sous-diacres ou sacristains et on les répartit entre les paroisses des villes et des villages, suivant leur fortune et leurs protections.

Ce qui est donc important pour un jeune prêtre débutant, c'est d'obtenir une paroisse riche, où il pourra organiser sa vie à son aise, ce qui n'est pas facile.

Les serviteurs du culte religieux en Russie ne reçoivent d'émoluments fixes que parvenus aux grades d'évêque et de métropolitain. Ceux qui

font partie d'un presbytère de paroisse sont abandonnés à leur propre sort, ce qui veut dire qu'ils doivent tirer les ressources pour leur existence personnelle et celle de leur famille, de la charité des paroissiens.

Et, comme les paroissiens ne présentent pas une commune où une société organisée pour entretenir le culte, le clergé se trouve ainsi à la merci des oboles, que le paroissien veut bien tirer de sa poche pour les services de baptême, de confession, de communion, de mariage et d'enterrement, auxquels il est convié.

Vivant d'offrandes, rassemblées sou par sou, ou comptant chaque œuf, chaque poignée de grains, si on ne lui donne que des denrées, — obligé de labourer son champ, d'y porter lui-même le fumier de son étable, de faucher et de moissonner, — le prêtre russe, si instruit, si empreint de belles et nobles idées qu'il soit au début de sa carrière, se transforme rapidement dans ce milieu en malheureux, oubliant les rêves du sublime et se trouvant absorbé et épuisé par l'âpre travail de la terre.

Aussi voit-on en Russie, qu'en désespoir de cause, les prêtres de campagne s'adonnent fré-

quemment à la boisson, tandis que dans les villes, ces cas sont rares.

Quoi d'étonnant si, au lieu de respect, le clergé est entouré de mépris et de moqueries? Au lieu de vénérer les prêtres, on tâche de les éviter; leur rencontre dans la rue est regardée comme un mauvais présage. La caste du clergé se renferme de plus en plus en elle-même et les effets de son instruction sur les masses ignorantes n'en deviennent que plus nuls encore.

Jusqu'à la révolution de 1917, le clergé russe fut soumis à une discipline d'une extrême rigueur. Les idées d'absolutisme devaient être cultivées par tous les moyens. Tandis que les fautes commises par les prêtres, telles que l'usure ou l'ivrognerie, étaient punies avec une certaine indulgence, une parole maladroite prononcée par un prêtre pouvait briser toute sa carrière.

On sait que Sabler, successeur de Pobiédonostseff, comme procureur général du Saint Synode, avait mis sur pied tout le clergé pendant les élections de la dernière Douma. Mais, malgré les ordres sévères qui furent donnés aux prêtres de village, les résultats de cette campagne ne répondirent pas aux espoirs qu'il avait fondés sur

eux : le clergé avait déjà perdu son autorité sur la population rurale.

Ainsi, l'éducation du peuple russe au point de vue moral, ce qui de tous temps fut l'effet bienfaisant de l'influence des serviteurs des cultes religieux, fut désastreuse en Russie, et ce fait est d'autant plus triste, que la corruption à côté de l'ignorance, au point de vue social, présente un danger dont la gravité ne peut échapper à personne.

L'autocratie russe eut bien soin de créer des obstacles au développement de l'instruction des paysans, voyant en elle un grand danger pour l'absolutisme, mais elle commit en même temps la grande faute d'annuler, comme on l'a vu plus haut, l'autorité du clergé, qui seul pouvait maintenir la mentalité saine des masses ignorantes, s'il avait été à la hauteur de sa tâche.

Les écoles primaires de l'État n'existaient pas pour ainsi dire.

Il y avait, certes, des écoles paroissiales, mais elles étaient sous la domination du clergé et l'enseignement y était strictement conforme aux instructions du gouvernement.

Il y avait encore des écoles primaires fondées

par les zemstvos (états généraux) soumises au contrôle sévère de l'inspecteur de l'État, et des écoles particulières dans les mêmes conditions.

Mais, bien que l'État n'eût presque rien à dépenser pour ces écoles, car les subsides furent toujours insuffisants, l'ouverture de celles-ci ne s'accordait que difficilement et les pétitions de ce genre traînaient dans les cartons des bureaux pendant de longues années, pour être refusées souvent sous un vague prétexte.

En Russie, cependant, plus que partout ailleurs, les gens riches s'empressaient de faire preuve de générosité, en léguant des dons importants pour des fondations d'utilité publique, telles que cliniques, hôpitaux, asiles, maisons de santé et de retraite, écoles, musées, églises, etc.

Entre autres on peut citer le prince Ténicheff, très connu dans le monde financier. Ayant constaté que le genre d'éducation et d'instruction en Russie était défectueux et ne préparait que des fonctionnaires, tandis que la plupart des directeurs des banques et des entreprises industrielles étaient des étrangers, surtout de provenance allemande, il eut l'idée de fonder une école supérieure de sciences pratiques pour y préparer des Russes,

capables de diriger les grosses affaires, qui commençaient à prendre une extension considérable. Après s'être assuré l'assentiment des ministres et des personnages influents pour la réalisation de cette idée, il se mit à l'œuvre : il édifia au centre de Pétrograd un magnifique bâtiment, spécialement aménagé pour un lycée, où les plus grands soins furent donnés aux études de physique, de chimie, de géographie, d'histoire, des mathématiques, d'économie politique et des langues étrangères et des auditoires de l'École supérieure des sciences pratiques. Le lycée fut ouvert et eut un grand succès. Quant à l'École supérieure, elle ne vit jamais le jour. Bien que ses statuts fussent approuvés par tous les ministères compétents, Nicolas II, — quand ils lui furent présentés pour y apposer sa signature, — y traça les mots suivants : « Trouvons prématuré ! »

Les écoles primaires manquaient, mais le désir d'apprendre parmi les paysans était grand; la jeunesse rurale se ruait dans les collèges (gymnases) et les Universités, au point que les collèges refusaient les élèves.

Le pire, c'est que même le peu d'instruction, qui ainsi pouvait pénétrer dans le peuple russe,

ne produisait pas dans les campagnes l'effet bienfaisant que l'on croyait pouvoir espérer; les jeunes gens, fils de paysans, qui avaient eu la grande chance de faire leurs études primaires, au lieu de retourner dans leurs foyers et de reprendre la charrue, fuyaient la maison paternelle pour les villes, qui les attiraient par des conditions de vie toutes différentes. Ils étaient, en effet, empreints de désirs inconnus jusqu'alors, éveillés par les études, qui leur firent découvrir un nouvel horizon et entrevoir le bonheur sous un autre aspect, que dans le milieu où leurs parents croupissaient dans l'inertie, la misère et la saleté. Le milieu natal leur faisait maintenant horreur et tous partaient dans les villes, soit pour continuer leurs études, soit pour se placer, comme apprentis, dans les bureaux ou le commerce.

On parlait en vain dans les journaux et à la Douma de la nécessité de l'instruction du peuple, on avait beau frapper aux portes des ministères pour demander des écoles : le gouvernement faisait la sourde oreille.

Ce fut là le grand crime social de l'autocratie, qui se transforma en tyrannie.

Le plus terrible, à cette époque de tyrannie,

fut la *corruption morale du peuple*, dans laquelle le gouvernement entrevoyait une des mesures atroces, qui devaient contribuer au maintien de la puissance du souverain.

La corruption du peuple, comme on l'a vu dans l'exemple de l'empire romain, est un fait terrible, qui lui fait perdre toutes ses qualités morales, toute sa physionomie, qui pourtant fut autrefois noble et héroïque et qui le réduit à un état de décadence, où il patauge dans la fange des jouissances matérielles, du vice et du mensonge.

L'idée du système de la corruption du peuple, comme moyen de conserver la puissance du souverain, appartient à Machiavel qui le considérait comme infaillible. Mais la paix sociale ne peut se baser que sur le respect mutuel d'autrui, et ce moyen de conserver la puissance du souverain est aussi immoral qu'inefficace; car, on sacrifie l'avenir de tout un peuple, que deux ou trois de ses générations peuvent à peine maintenir, pour sombrer dans le chaos; c'est précisément, ce qui est arrivé en Russie.

L'une des principales causes de la corruption du peuple russe fut l'intempérance, l'abus des boissons alcooliques, et surtout de l'eau-de-vie de

pommes de terre (vodka), qui joua un rôle néfaste dans le déséquilibre de son état économique et moral.

Il faut le dire tout de suite, pour être juste, que le climat rigoureux de la Russie, où les travaux des champs ne durent que cinq mois à peine, tandis que pendant l'hiver glacial et long la campagne est ensevelie dans les neiges, que ce climat contribue d'une façon toute particulière à la consommation de l'alcool.

Mais il ne s'agit pas ici de la consommation utile de l'alcool, car, à ce point de vue, l'absorption annuelle d'alcool, par tête d'habitant en Russie, malgré ses conditions de climat exceptionnel, est bien inférieure de celle de l'Angleterre et même de la France : il s'agit d'abus de boissons par une grande partie de sa population, tandis que l'autre partie s'en trouvait privée, par suite de sa misère.

Le système du monopole de l'État, pour la fabrication et la vente de l'eau-de-vie, dont l'auteur fut le ministre des Finances Witte, poursuivait deux buts, qui avaient permis de considérer cette mesure comme admirable : 1° la nécessité de faire disparaître les abus des cabaretiers, qui

favorisaient l'ivrognerie, en acceptant en paiement, non seulement l'argent, mais aussi les habits, les bottes et jusqu'aux icones (images saintes); 2° la fabrication et l'écoulement d'une eau-de-vie de bonne qualité et saine, qui n'empoisonnerait pas les consommateurs et qui en même temps créerait une nouvelle source de revenus à l'État.

Mais de ces deux buts, paraissant d'une sagesse indiscutable, il n'y eut que l'enrichissement de la caisse de l'État qui se réalisa par la corruption et la ruine du peuple.

Certes, des caisses d'épargne furent créées en grand nombre, ce qui mettait à la disposition de l'État, en dehors des sommes fournies par le monopole de l'alcool, de fortes sommes, produites par l'épargne des ouvriers qui ne se livraient pas à la boisson. Mais au fond, en comparaison du grand nombre des ouvriers et des sommes considérables que représentaient leurs salaires, les sommes versées par les rares ouvriers, observant la tempérance, étaient relativement insignifiantes. Tous les jours, et surtout pendant les fêtes, on voyait s'aligner le long des trottoirs, aux portes des nombreux débits de l'État, de longues

files de gens, attendant leur tour pour acheter de l'eau-de-vie. La consommation dans les débits n'étant pas permise, on vidait les petits flacons à la sortie, dans la rue même, après avoir enfoncé le bouchon d'un coup habile dans le flacon, que l'on renversait gloutonnement dans le gosier ; le flacon était rendu au débitant et le prix du verre, restitué.

Le service militaire obligatoire ne fit que contribuer à la corruption des masses ignorantes du peuple russe, que l'on obligeait de quitter les villages, pour se débaucher dans les villes.

Car, en effet, quelle éducation, ces jeunes conscrits pouvaient-ils recevoir dans les casernes? la discipline sévère aux heures de service et la débauche aux heures de récréation et de sortie.

Ce fut le meilleur système pour propager la corruption de la ville dans les campagnes; elle s'y répandit avec une rapidité foudroyante, et ainsi fut préparé le terrain de corruption des masses ignorantes, dont se compose la majorité de la population de la Russie.

Si cette corruption s'est effectuée aussi rapidement, c'est qu'il n'a rien existé dans le pays

qui aurait pu l'entraver ou tout au moins la ralentir.

On a vu par ce qui vient d'être dit plus haut, le rôle nul que le clergé a joué dans ce drame.

Si, au moins, les classes intellectuelles avaient pu, par leur vie raisonnable et sobre, servir de bon exemple aux masses ignorantes du peuple! Mais il n'en fut rien.

D'abord, le nombre des intellectuels en Russie ne pouvait être évalué à plus de 3 pour cent de la population, ce qui fait qu'ils se perdaient totalement dans la masse de l'ignorance. De plus, les intellectuels, à de rares exceptions, habitaient les villes et les centres industriels : la campagne ne les connaissait que fort peu, en les voyant seulement aux heures de leur service, comme médecin ou chef de police, fonctionnant pour un district de plusieurs centaines de kilomètres carrés ou un des rares maîtres d'école.

Il manquait en Russie la classe moyenne de bourgeoisie, — cette classe, qui au prix de peines et de privations, parvient à se créer une aisance modérée et bien calculée, qui trouve son bonheur dans la famille où réside la source inta-

rissable de l'éducation, où c'est la femme, la mère, qui régit le ménage et cultive les goûts d'ordre, de propreté et d'amour du foyer, — cette classe qui fait honneur à la civilisation, donne la force à la France et dont l'exemple excite les bons instincts des gens sans fortune et les pousse à faire de leur mieux pour arriver à se créer une situation semblable.

Si au moins la classe des aristocrates avait été à la hauteur de sa situation privilégiée, si leur vie et leur conduite irréprochables avaient pu servir d'exemple aux masses ignorantes.

Les exceptions furent malheureusement rares; les riches, vivant dans le luxe, — les paysans et les ouvriers végétant dans la misère, — se livraient également à la débauche, en passant les nuits à la boisson et au jeu : les restaurants luxueux s'élevaient comme des temples, éblouissant les étrangers par leur magnificence; des milliers de feux illuminaient pendant la nuit ces palais féeriques où l'argent fondait comme de la cire et le champagne coulait à flots, les poches des aristocrates se vidant, en compagnie de chanteuses et de demi-mondaines de toutes nationalités; pendant ce temps, au dehors, il gelait à

pierre fendre et les cochers de fiacre (izvostchiks), en attendant la sortie de ces heureux du monde, méditaient sur leur sort, et regardaient avec rage et envie l'aspect féerique des façades illuminées.

Les scandales dans ces débauches de nobles ne furent ni moins violents, ni moins sauvages que ceux des ivrognes de la plèbe.

Tantôt c'était un ancien grand seigneur, propriétaire de plusieurs vastes domaines, qui mangeait sa fortune et, dans un accès de fureur, rouait de coups un garçon de restaurant, et après l'avoir bien malmené, lui jetait à la figure quelques milliers de roubles.

Une autre fois, c'était un être du même genre, qui, dans un restaurant, orné d'un magnifique jardin d'hiver, demandait combien valait un beau palmier qui plaisait à une chanteuse, jetait la grosse somme et ordonnait de le couper pour l'offrir, comme un bouquet, à la fille.

Là, c'est un grand-duc, qui, s'amusant, lançait dans une grande salle remplie de soupeurs, une femme nue, déshabillée dans un cabinet particulier; les garçons, effarés, se jetaient dessus, la couvraient de serviettes et la ramenaient dans le

cabinet où la compagnie toute en joie fêtait l'héroïne en lui administrant un bain de champagne.

Voilà encore un brillant chevalier de la garde de Sa Majesté l'Empereur, qui dans une querelle, d'un coup de sabre, abat l'oreille d'un de ses camarades de table : on panse le blessé, on le calme au champagne, mais il exige qu'on lui rende son oreille qu'il va montrer, en se plaignant, à ses amis, attablés dans les divers coins de la salle.

L'état d'ébriété excessive faisait sortir les mauvais instincts de la bête humaine, encore à demi sauvage, qui couvait sous des apparences de bonne éducation et de tenue irréprochable.

C'est dans ces conditions d'ignorance et de corruption que le peuple russe eut à faire face à la première grande épreuve qui lui a été infligée pendant le règne de l'empereur Nicolas II, la guerre avec le Japon (1904-1905).

Cette guerre fut loin d'être populaire. Ses motifs d'ordre purement diplomatique furent peu connus des masses populaires ; les sacrifices qu'elle exigeait du pays et les difficultés qu'elle

présentait du côté technique, soulevaient d'autant plus de mécontentement, qu'elle n'avait d'autres raisons que la défense du prestige international du monarque et de la puissance de son absolutisme à l'intérieur du pays.

Les Japonais infligèrent aux troupes russes, dès le début de la guerre, défaites sur défaites, et après deux ans de lutte sans succès, quand les Japonais envahirent une partie importante du territoire de la Sibérie et que toute la flotte russe fut anéantie, ils furent reconnus vainqueurs et la paix fut signée à leur avantage : Port-Arthur, le meilleur port de la Russie, sur le Pacifique, ainsi qu'une grande partie du Kamtchatka, leur furent concédés.

Le prestige de l'absolutisme en Russie en fut fortement ébranlé : non seulement il essuya un affront politique, qui ne pouvait rester sans suites dans la diplomatie internationale, mais il reçut un coup irréparable en ce qui concernait sa puissance aux yeux du peuple.

Les causes de cette défaite furent dûment analysées et attribuées uniquement à l'organisation défectueuse du pouvoir. Il ne resta plus aucun doute, que la défaite humiliante de la Russie

n'était due qu'à l'ingérence des personnages se trouvant à la tête des ministères, au relâchement de tout l'appareil administratif, dont la plupart des postes les plus importants étaient confiés à des gens absolument incapables, mais pourvus de hautes protections, à la concussion et aux pots-de-vin, surtout en ce qui touchait la construction de la flotte et les opérations de l'intendance.

C'est dans ces conditions qu'éclata la Révolution de 1905. Elle fut précédée par un étrange accident, qui stupéfia les personnages les mieux placés pour pouvoir l'expliquer. Voici ce qui se passa le 6 janvier 1905, jour où l'on célébrait à Pétrograd en grande pompe l'Épiphanie, comme c'était la tradition : une magnifique chapelle était édifiée à cette occasion sur la Néva, aux portes mêmes de l'entrée principale du grand palais d'Hiver. Le tsar et toute la famille impériale, entourés d'une suite nombreuse et brillante, ainsi que le corps diplomatique au complet assistaient à cette cérémonie solennelle. Le métropolite, assisté du haut clergé, dans un entourage somptueux d'icones et de bannières religieuses, de diacres et de chantres en

habits magnifiques, étincelant d'or et de pierres précieuses, officiait le service imposant de la bénédiction des eaux. Ce tableau magnifique était encadré par les troupes de la Garde Impériale dans leurs superbes uniformes et par une foule immense, qui couvrait les rives de la Néva et le fleuve lui-même, couvert de glace. Le service était à peu près fini; on chantait déjà le *Te Deum* pour la santé du tsar, et les voix puissantes du magnifique chœur de Sa Majesté s'entremêlaient avec les salves des canons, disposés juste en face, sur les murs de la forteresse Pierre et Paul. Tout à coup, un obus, lancé d'un de ces canons, vola au-dessus des têtes de l'assistance, brisa une des fenêtres du palais et éclata à son intérieur; l'émotion indescriptible de l'assistance et de la foule fut à son comble, car le coup d'un attentat contre la vie du tsar fut évident. La fète fut interrompue, tout le monde se dispersa au plus vite. Le tsar partit immédiatement dans sa résidence à Tsarskoe-Selo, car depuis l'assassinat de l'empereur Alexandre II, le grand palais d'Hiver, ancienne habitation des empereurs, fut abandonné : Alexandre III y avait encore son appartement privé, mais Nicolas II ne

venait à Pétrograd que dans les grandes occasions et sans toutefois y passer la nuit.

Une enquête immédiate fut commencée sur les lieux, mais, après avoir duré quelques semaines, elle fut liquidée sans autres suites. Cependant, pour calmer les esprits, cet accident fut expliqué par la négligence, l'oubli d'un obus dans un canon, qui avait servi aux exercices de tir; mais personne ne fut jugé, ni puni. Naturellement, une pareille explication ne fut acceptée que sous toutes réserves et on l'attribua à la nécessité de cacher une vérité, qui aurait pu produire une émotion plus grande encore, car, dans le cas, il s'agissait de la fidélité de l'armée et de la question d'avoir confiance en elle pour la défense du souverain absolu, ce qui jusqu'à ce jour ne faisait pas le moindre doute.

Cependant le complot couvait et la révolte se préparait déjà avec une intensité qui ne pouvait échapper à la vigilance de la police et de la gendarmerie. Tous les moyens de garantie et de sécurité de la puissance absolue furent mis sur pied et les espions-provocateurs lancés aux recherches parmi les groupes révolutionnaires des ouvriers.

Parmi ces tristes personnages à la solde du ministère de l'Intérieur se trouvait un aumônier de prison, nommé Gapone, qui fut un agitateur énergique et très populaire parmi les ouvriers, ce qui le faisait apprécier particulièrement par les chefs de la police secrète et le ministre de l'Intérieur lui-même.

Jouant le rôle de dénonciateur devant les chefs de la police et très écouté par les masses ouvrières, qui voyaient en lui un homme admirablement informé pour toutes les affaires du gouvernement et par conséquent très utile et même précieux, Gapone se réservait les moyens de faire sa carrière, en se rangeant, suivant les événements, soit du côté du gouvernement, soit de celui des ouvriers révolutionnaires.

Sa conduite à l'époque en question fait supposer que Gapone avait considéré le moment propice pour se mettre du côté des masses ouvrières, qu'il croyait suffisamment préparées pour faire valoir leurs exigences d'ordre économique et politique ; l'effervescence était grande dans toutes les usines et les grèves partielles menaçaient de se transformer en grève générale. En cas de succès, il pouvait escompter une belle

carrière politique, au lieu d'être obligé de continuer son service abject de dénonciateur. Sans aucun espoir de se soustraire au moindre soupçon qui aurait pu s'éveiller contre lui, il risquait de disparaître jusqu'à la fin de ses jours, dans les caveaux sombres et humides de Schlusselbourg. Sa situation déjà était fort dangereuse.

Gapone, dans ces conditions, combina un plan qui lui paraissait avoir des chances de succès : escomptant la faiblesse de Nicolas II, il s'était imaginé que celui-ci ne pourrait résister à la prière d'une masse, représentant le peuple entier, qui lui aurait exposé ses désirs, en s'adressant à lui personnellement et dans des conditions de soumission et de pleine confiance en sa justice et sa magnanimité. Il avait cru que le monarque, dans ces conditions, serait forcé de faire des promesses solennelles de faire droit aux exigences légitimes du peuple et que cet événement serait sans exemple dans l'histoire.

Ce fut le 9 janvier 1905, un dimanche, que Gapone choisit pour mettre son plan à exécution; ce jour-là, d'après ses renseignements, Nicolas II était attendu au palais d'Hiver, à Pétrograd, pour une cérémonie quelconque.

Il commença donc les préparatifs pour organiser la manifestation pacifique. Mais, afin de ne pas éveiller les soupçons des chefs de la sûreté, il continua jusqu'à la veille à leur fournir exactement des renseignements détaillés sur les réunions houleuses des ouvriers révolutionnaires ; il dénonça même la décision prise pour effectuer le lendemain la manifestation, d'ailleurs toute pacifique, des masses ouvrières.

Mais le service de sûreté, veillant à la sécurité du monarque, était mieux organisé que ne se le figurait Gapone. Certes, il avait à son service plusieurs espions-dénonciateurs, trahissant les conspirateurs, mais il avait aussi des agents d'une autre catégorie, chargés de surveiller la conduite de ces espions et de contrôler leurs rapports, c'est-à-dire le contre-espionnage.

Fût-ce un soupçon, éveillé contre Gapone par ce moyen de contrôle, ou par une prudence extrême, qui d'ailleurs aux yeux des chefs de la sûreté ne paraissait jamais excessive, en tout cas toutes les mesures de précaution contre un danger toujours possible furent prises ; les troupes furent consignées et toute la police fut mise sur pied.

L'empereur, probablement prévenu à temps, n'alla pas à Pétrograd, mais on avait pris soin que Gapone ne le sût pas et qu'il ignorât complètement les mesures de précaution ordonnées.

Le jour attendu étant arrivé, on vit dès l'aube des masses d'ouvriers, en habits de fète, se masser aux abords de toutes les nombreuses usines de Pétrograd. Bientôt ils se formèrent en processions et, précédés d'icones saintes et de bannières, en chantant des prières pour le salut du tsar, se dirigèrent de tous les confins de la ville vers le grand palais d'Hiver.

Gapone, en chasuble, une croix à chaîne d'or sur la poitrine, tenant le crucifix dans la main, marchait devant la plus grande équipe, celle de l'usine Poutiloff, — comptant plusieurs milliers d'ouvriers.

Les chefs de la sûreté furent avertis du grand mouvement entrepris par les masses ouvrières; quand ils s'en rendirent compte, ordre fut donné aux troupes de sortir des casernes et de barrer la route aux foules, avançant vers le centre de la ville.

Mais déjà les foules ouvrières, augmentées des passants, qui, voyant les icones, se réunissaient

en grand nombre à la procession, parvenaient en masses aux abords du palais d'Hiver : toute la grande place du palais, le vaste jardin Alexandre et les quais étaient noirs de monde et l'on attendait avec anxiété comment tout cela allait finir.

La police somma à plusieurs reprises la foule de se disperser, mais personne n'obéissait. On déclarait qu'on attendait que le tsar fît son apparition sur le balcon du palais pour faire entendre sa voix au peuple ; et quand on répondait qu'il n'y était pas, on ne voulait pas y croire, car on était persuadé qu'il était là et qu'il attendait son peuple pour lui parler, et que celui-ci était venu pour l'écouter.

Les sommations se perdaient dans l'espace et n'avaient aucune portée ; la foule était immense, il y avait encore un grand nombre de spectateurs curieux, juchés sur les toits, les monuments et jusque sur les arbres du jardin ; hommes, femmes et enfants, tous contemplaient ce spectacle extraordinaire et imposant, et attendaient avec anxiété la fin.

Les sommations restant sans résultat, la police, les gendarmes et les Kozaks commencèrent à charger la foule et à malmener les gens, et quand

ces moyens furent également insuffisants, les troupes reçurent l'ordre de tirer dans la foule. Partout surgirent des bagarres, mais la foule, comptant plusieurs dizaines de milliers de personnes non armées, ne pouvait résister aux coups de knout, de sabres, de baïonnettes, de fusils et de mitrailleuses.

A la fin de la journée les masses furent dispersées et la grande place du palais, le jardin Alexandre et les rives de la Néva furent jonchés de cadavres mutilés et couverts de mares de sang.

Des désordres sanglants eurent lieu également dans tous les quartiers de la ville où les processions ouvrières furent arrêtées dans leur marche vers le palais, et partout il y eut de nombreuses victimes.

Jamais on n'a pu savoir combien de milliers de gens inoffensifs et paisibles, sans armes, ont été massacrés en ce jour; le déblaiement des places et des rues se fit aussi rapidement que possible et ce mystère restera toujours enseveli.

Gapone, qui faillit être pris au cours d'une rixe, fut arraché par ses amis des mains des gendarmes et sauvé en travesti. Il disparut pendant longtemps et ne fut retrouvé que l'année sui-

vante, pendu dans son petit logement, discrètement caché aux environs de Pétrograd ; une inscription épinglée au cadavre déjà en putréfaction expliquait qu'il était exécuté sur l'ordre du Comité révolutionnaire, comme traître et espion.

Ainsi se passa la première manifestation, purement pacifique d'ailleurs, des masses populaires, qui n'avaient pour but que le désir de s'adresser directement au monarque, pour lui faire comprendre l'urgence et la nécessité d'accorder au moins quelques garanties contre les abus de ses satrapes, exerçant en son nom le pouvoir absolu.

Le peuple naïf croyait encore que la personne sacrée du tsar était empreinte de la bonté d'un père pour ses sujets; que ce juge infaillible et magnanime n'aurait qu'à apprendre combien on le trompait, au sujet du bonheur de son peuple, pour frapper les coupables et protéger les martyrs contre les abus de pouvoir, commis à son insu. Les foules espéraient qu'en invoquant le Christ et ses Saints, dont elles portaient les images, elles étaient certaines de le convaincre de leurs bonnes intentions et de la sincérité de leur dévouement à sa puissance; que, dans ces conditions, une parole, un signe du tsar suffirait pour

trancher la question et que cette démarche des masses aboutirait à souder les liens entre le peuple, qui venait lui confirmer la soumission à sa souveraineté, d'une façon plus solide et plus étroite que jamais.

Si Nicolas II eût été un être divin, il aurait su faire face à ce geste de grandeur du peuple russe et lui répondre d'une façon digne de sa situation. Mais il ne fut qu'un simple être humain faible et pusillanime ; il préféra s'esquiver, en abandonnant le soin de sauver la situation à ses chefs de la sûreté.

D'ailleurs, avait-il autre chose à faire ? Pouvait-il accorder au peuple des garanties de liberté, tout en gardant le pouvoir absolu ? Évidemment non ; on ne pouvait nullement concéder des droits au peuple, sans léser l'absolutisme, et du moment qu'il ne songeait nullement à s'en séparer, il n'avait aucune raison de s'en entretenir avec le peuple et d'exposer sa précieuse personne au danger du mécontentement des foules, qui serait le résultat fatal.

Cette démonstration en foule, aux yeux du monarque absolu, fut déjà par elle-même une atteinte à son pouvoir, et la tentative audacieuse

de vouloir parler au souverain directement fut considérée comme un crime de lèse-majesté sans exemple, qui ne pouvait être toléré et qu'il fallait réprimer impitoyablement.

Tels furent les raisonnements des chefs de la sûreté du monarque, raisonnements qui étaient absolument logiques, au moment où le prestige de son absolutisme était déjà quelque peu chancelant après la défaite honteuse que les Japonais infligèrent à la Russie, mais où l'on disposait encore d'une force armée bien suffisante pour défendre le trône.

Les troupes étant encore fidèles à ce moment au tsar, les grands chefs de police n'hésitèrent pas à s'en servir pour châtier d'une manière exemplaire les insolents ; le sang coula à flots, les foules terrifiées furent dispersées et l'incident parut liquidé.

Certes, la répression fut cruelle et rapide, mais le but poursuivi par la sûreté ne fut pas atteint : la révolution, contre les abus du pouvoir, couvait déjà depuis longtemps et ce carnage de gens inoffensifs, de femmes et d'enfants, tombés dans un guet-apens, qui leur fut tendu perfidement, indigna et révolta un grand nombre de personnes

jusqu'alors tranquilles et dévouées au gouvernement, de sorte qu'au lieu d'un apaisement, les chefs de la sûreté se trouvèrent en présence d'une effervescence générale sans exemple.

Cette horrible journée doit être marquée dans l'histoire, comme la fin de l'absolutisme en Russie. Tant qu'il fut reconnu par le peuple souverain, ne fût-ce qu'inconsciemment, le monarque absolu avait sa raison d'être, mais du moment que le souverain abusait de la force armée, pour maintenir le pouvoir absolu, en refusant avec dédain d'octroyer au peuple une partie de ses droits naturels, ce fut déjà la tyrannie qui succéda à l'absolutisme.

L'outrage reçu par le peuple le toucha dans ses meilleurs sentiments, et à partir de ce jour Nicolas II perdit à ses yeux tout son prestige ; il fut considéré comme indigne de porter le nom de père, car il avait fait tuer ses enfants, qui lui demandaient du pain et une amélioration de leur vie ; il ne fut plus la personne sacrée, comme l'avaient été les tsars dans l'esprit du peuple russe, et on n'en parla plus avec déférence. Bien au contraire, on lui donnait toutes sortes de surnoms et de sobriquets désobligeants et l'on faisait

circuler des anecdotes, faisant la joie des ouvriers et des soldats, le montrant grotesque, idiot et digne de tout mépris. Dès lors Nicolas II ne fut souverain que de nom et en réalité il ne fut qu'un tyran, tenant son pouvoir par la force : l'absolutisme en Russie avait vécu.

L'affront infligé au peuple russe par le pouvoir du monarque absolu ne pouvait rester sans conséquences, comme l'avaient pensé les chefs de la sûreté ; ils n'avaient pas escompté toute l'étendue du mécontentement, qui à cette époque régnait en Russie, èn attribuant à un simple complot de quelques révolutionnaires la manifestation liquidée.

La révolution couvait depuis longtemps et cette horrible journée ne fut que le signal d'alarme pour qu'elle éclatât.

Des grèves partielles avaient déjà eu lieu çà et là, pour des questions de salaires ; mais à ce moment tous les litiges d'ordre économique furent oubliés et les grèves surgirent simultanément dans toutes les usines principales de Pétrograd, pour protester contre l'affront et le massacre iniques commis par le gouvernement; ce furent des grèves pour exiger le respect du droit

du peuple, de sa souveraineté, en un mot, des grèves ayant un grand fond politique.

En octobre 1917, ce mouvement spontané et unanime se transforma subitement en grève générale ; plus de lumière, plus de téléphone, plus de poste, ni télégraphe, plus de tramways, ni autres services publics. Mais ce qui fut le plus grave, ce fut la suppression du service des chemins de fer.

Les trains n'arrivaient plus et ne partaient plus ; les quelques convois de fortune, qu'on réussissait à former pour des cas d'urgence exceptionnelle, étaient arrêtés à quelques kilomètres de Pétrograd, en se heurtant contre des rails, entassés sur la voie ; les voyageurs étaient obligés de descendre et de regagner Pétrograd à pied, en portant leurs bagages ; il faut, cependant, remarquer que tout cela se passait en bon ordre, sans pillage ou excès cruels, et que cette conduite raisonnable des révolutionnaires contribua singulièrement à leur victoire.

La situation, néanmoins, devenait de plus en plus critique ; la lutte clandestine pour la souveraineté entre le peuple et le monarque s'était transformée en guerre ouverte, en guerre implacable contre le tyran.

Les deux partis belligérants paraissaient être certains de leur victoire, les masses populaires, fortes de leurs droits, et le monarque, disposant de troupes fidèles, paraissaient avoir des chances égales.

Des patrouilles de Kozaks à cheval circulaient sans cesse dans tous les sens de la ville, en dispersant les réunions et empêchant aux foules de se masser ; dès qu'ils apercevaient des attroupements, ils s'élançaient dessus à franc étrier et les dispersaient en les poursuivant et en les frappant de coups de « nagaïka » (fouet court) et empoignaient les récalcitrants pour les mettre sous les verrous.

Des charges de cavalerie s'effectuaient continuellement le long de la Perspective Newsky et des rues principales, en balayant tout ce qui se trouvait sur leur chemin ; les passants qui se garaient aux murs des maisons, n'étaient pas épargnés par les cavaliers, qui galopaient sur les trottoirs et pourchassaient tout le monde. On n'osait plus sortir, et les rares passants épouvantés par ces courses effrénées se sauvaient à toutes jambes, en poussant des cris, et cherchaient des ruelles détournées pour regagner leurs domiciles.

Ainsi, tandis que la ville était mise en état de siège, organisé par les masses révoltées, les révoltés, eux-mêmes, furent maintenus en état de siège par les troupes impériales ; mais il n'y eut pas de batailles sanglantes entre les soldats et les masses populaires.

La situation, très tendue, arriva au bout de quelques jours à son apogée et ne pouvait se prolonger.

Il ne serait pas juste de supposer que la révolution de 1905 ne s'est déroulée qu'à Pétrograd, la résidence de Nicolas II, où la lutte avec la tyrannie était plus directe, plus corps à corps et le visait droit au cœur : elle fut bien plus énergique et intense, bien plus sanglante dans d'autres villes et surtout à la campagne.

A Moscou, notamment, la situation fut plus critique qu'à Pétrograd. Au lieu d'être d'un caractère de contrainte passive et d'un épuisement mutuel des partis par l'attente, comme dans la capitale, là, l'effervescence fut plus vive et les manifestations plus bruyantes ; les grandes rues furent barricadées et des combats eurent lieu pour les forcer ; des usines, où les mutins se fortifiaient, furent prises par les troupes après des

sièges en règle; il y eut beaucoup de morts et de blessés et il y eut même des cas où certains régiments refusèrent de charger les foules. Bref, la liquidation de la révolution s'y heurta à bien plus de difficultés et il fallut y envoyer de Pétrograd, le régiment de la garde Sémionowsky, dont le chef était réputé pour son énergie et son talent à maîtriser les révoltes, pour arriver à triompher de la situation.

Ces faits prouvent que la démarche des manifestants de Gapone ne fut pas faite sans l'assentiment du peuple russe entier et que les mesures cruelles, que le gouvernement impérial avait employées, en réponse, produisirent partout le même effet d'indignation et de révolte contre la tyrannie.

Dans les campagnes, cela fut pire encore.

Les paysans, las de leur misère, avides de la terre, poussés par les instigations de meneurs militants, se ruèrent sur les domaines des gros propriétaires, en mirent à mort un grand nombre, incendièrent les châteaux et se livrèrent à la débauche et aux pires excès de haine et de vengeance; ce fut, d'après une expression courante, l'illumination de la campagne. Ce fut une explo-

sion de rage barbare; on n'égorgeait pas seulement les chevaux et le bétail, mais on les mutilait, en leur coupant la queue ou en les écorchant tout vifs. Tout cela ne s'expliquait que par le désir de se venger contre les défenseurs du régime de la tyrannie.

On savait que des séances permanentes, présidées par le tsar, se tenaient à Tsarskoe-Selo; entouré de ses ministres et de quelques membres choisis du Conseil d'État, il délibérait sur la situation critique et écoutait les avis partagés de ses serviteurs dévoués, en cherchant une solution. Ces délibérations se passaient en grand secret et rien ne perçait au sujet de leurs résultats.

L'incertitude paraissait longue et intolérable. A chaque instant, on s'attendait à des excès de violence, d'un côté, comme d'un autre. Un rien pouvait avoir des conséquences tragiques.

Soudain, le 17-30 octobre 1905, les habitants de Pétrograd se réveillèrent au son des cloches des cathédrales qui sonnaient, comme pour convier les fidèles au service de grâce et s'aperçurent que la ville était en fête; les maisons étaient pavoisées et des foules animées circulaient avec un air joyeux dans les rues. De tous les côtés on

courait aux informations, car les journaux ne paraissaient plus et les feuilles volantes, annonçant le manifeste du tsar, étaient arrachées des mains des vendeurs publics.

La nouvelle, que le tsar avait daigné accorder au peuple la Constitution (que l'on comprenait comme une renonciation de sa part à l'absolutisme) se répandit comme un éclair, et la joie indescriptible fut générale : c'était en effet un triomphe du peuple, qui voyait déjà les portes ouvertes vers le bonheur.

Ce ne fut que plus tard, quand on se donna la peine de lire attentivement le texte du manifeste et celui des clauses de la Constitution, accordée, comme une grâce, par le tsar, — les deux documents se complétant l'un l'autre, — que l'on put se rendre compte combien cette charte était vague et ambiguë ; des pièces rédigées ainsi ne pouvaient avoir vu le jour, qu'après de grandes convulsions de volonté et d'esprit. On sait que, pour arriver à cette solution, il y eut de longues discussions, des hésitations, des changements, des rédactions cent fois corrigées, en cherchant toujours des expressions et des mots qui n'en diraient pas trop, tout en disant quand même

quelque chose. De plus, les rédacteurs furent pressés et ce fut une tâche peu facile de rédiger des documents, par lesquels le monarque, suivant les circonstances, pouvait témoigner, soit de sa reconnaissance de la souveraineté du peuple, soit du maintien de son pouvoir absolu.

Mais le peuple sentit qu'il y avait quand même quelque chose d'accordé, et que la victoire était incontestablement grande, car l'absolutisme était forcé de céder.

Donc la paix intérieure fut immédiatement rétablie; il y avait pour le moment à penser et à se préparer aux élections, aux élections des premiers députés du peuple, qui pourront élever leurs voix pour défendre ses prérogatives et tenir tête au gouvernement.

On était tout à la joie; on se félicitait, on se serrait les mains, on s'embrassait.

La Douma, parlement russe (le nom vient du mot *penser*, *raisonner*, *réfléchir*), fut en effet réunie en quelques mois, comme cela était décrété par le manifeste du tsar. L'ouverture de la Douma, au palais de Tauride, spécialement aménagé à cet effet, fut solennelle, mais le tsar n'y assista pas; les députés, au complet, se ren-

dirent après la cérémonie à Tsarskoe-Selo, pour se présenter au couple impérial et ils y furent reçus avec cette grande pompe officielle, dont la cour de Russie possédait le secret.

Ainsi, toutes les réformes libérales, sur lesquelles le peuple russe se croyait le droit de compter après la révolution de 1905, ne furent fondées que sur la Douma, mais elles furent malheureusement illusoires. La Douma, saluée avec enthousiasme à son avènement, ne fut qu'un simulacre de Parlement.

Il faut cependant dire tout de suite que les raisons de son échec ne furent pas seulement dues aux défauts de sa constitution, mais aussi à ce que les députés, représentant la volonté du peuple, furent loin d'être à la hauteur de leur tâche, ce qui pourrait d'ailleurs s'expliquer par leur inexpérience dans la vie parlementaire : les orateurs brillaient par leurs discours éloquents, mais leurs paroles restaient sans effet, car les ministres nommés par le tsar étaient irresponsables devant la Douma, et les décisions à tendance libérale étaient toujours prédestinées à être irrémédiablement refutées par le Conseil d'État dont la majorité se composait de membres

nommés par le tsar, dont la grande partie siégeait encore et formait la majorité dans le Conseil d'État ancien. Dans ces conditions, les discours des députés ne servaient qu'à les faire valoir personnellement.

De plus, le monarque s'était réservé le droit de dissoudre la Douma pour des raisons qu'il jugerait utiles et, en cas d'urgence, de promulguer des lois pendant les périodes où elle ne siégeait pas. Il avait largement usé de son droit de dissoudre la Douma pour promulguer des lois qu'elle avait rejetées et dissout sa première cession peu de temps après sa constitution, trouvant que les idées qu'elle adoptait étaient dangereuses pour la monarchie.

Ainsi, les députés de la première Douma trouvèrent-ils un beau jour les portes du palais de Tauride fermées et gardées militairement. Indignés par cette mesure aussi brutale qu'inattendue, ils décidèrent de continuer leurs séances à Wiborg, en Finlande, où ils se rendirent immédiatement.

Mais c'est là que l'inexpérience des jeunes députés leur fit commettre une imprudence, qui leur a coûté cher et fut la cause de nouvelles restrictions de la part de Nicolas II; au lieu de se réunir

en assemblée privée, ils déclarèrent que les séances de la Douma continuaient et firent en son nom un appel au peuple, l'invitant à ne plus payer les impôts de l'État, jusqu'au moment où les réformes libérales seraient accomplies. Naturellement, ils firent ainsi le jeu des chefs de la sûreté qui les saisirent et les livrèrent à la justice dès leur rentrée en Russie : un tribunal, composé spécialement pour les juger, les condamna, comme révolutionnaires: à la prison et à la perte de leurs droits civiques : ce qui fit perdre à la Russie plusieurs de ses citoyens les mieux doués.

Cet incident fit naturellement le jeu des défenseurs du régime absolutiste et ils en profitèrent pour le faire valoir, comme une nécessité de modifier les règlements des élections, en les rendant plus favorables aux monarchistes et plus contraires aux partis avancés ; le clergé, les fonctionnaires de l'État, la noblesse, la bourgeoisie furent ainsi favorisés, tandis que les socialistes, les ouvriers eurent toutes sortes de difficultés à vaincre pour arriver à être élus.

Par ces moyens, l'importance qu'aurait pu avoir la Douma dans les questions de lutte contre les abus du pouvoir absolu et de la conquête des liber-

tés du peuple fut réduite jusqu'aux extrêmes limites; la Douma ne fut qu'une réunion où les députés se livraient à des joutes oratoires sans autres conséquences.

Aussi l'héritage que la Douma laissa après toute la durée de son existence, dans le domaine des réformes et de la législation fut médiocre surtout si l'on prend en considération qu'elle n'avait le droit de s'occuper ni de la liste civile de l'empereur et de sa famille, ni de la formation des cabinets ministériels, ni de bien d'autres questions, qui ne pouvaient être réglées que par la volonté du tsar seulement. On comprend que la Douma ne fut créée que pour calmer les esprits, en donnant aux quasi-élus du peuple la satisfaction de paraître importants, de jouer le rôle de députés et de faire croire qu'ils tenaient en leurs mains les destinées de l'État.

C'est dans ces conditions que le pouvoir absolu put se maintenir jusqu'à l'époque de la Grande Guerre 1914-1918. L'absolutisme pendant cette période a subi des attaques. Il eut à se défendre contre des cas de mutineries et de révoltes. Il y eut bon nombre d'assassinats de personnages importants et entre autres celui du grand-duc

Serge, oncle de Nicolas II et gouverneur général de Moscou; du ministre Stolypine et de plusieurs ministres de l'Intérieur et des chefs de la sûreté; mais l'absolutisme triomphait de tous ces incidents, grâce à l'armée qui restait fidèle au monarque et qui suffisait pour réprimer rapidement et impitoyablement toute tentative de révolte.

Le germe de la maladie, qui rongeait le pays à l'intérieur, n'empêchait pas que les apparences de puissance de la Russie fussent très grandes, car son armée, comme nombre et qualité, était formidable et à la Douma même, les interpellations concernant le matériel de guerre et les armements étaient liquidées, à la satisfaction complète.

La guerre en 1914, par conséquent, ne paraissait pas avoir pris la Russie au dépourvu. C'était l'opinion générale, d'autant plus que peu de temps avant le ministre de la Guerre avait déclaré solennellement du haut de la tribune de la Douma, que toutes les réformes projetées après la guerre avec le Japon pour remettre à la hauteur la défense de l'Empire et ses forces militaires, étaient définitivement réalisées et que la Russie était prête à toute éventualité de guerre.

On avait une grande confiance dans l'armée, et quand on apprit que la France et l'Angleterre se joignaient à la Russie pour combattre l'Allemagne et l'Autriche, un élan d'enthousiasme patriotique traversa tout le pays ; on espérait revoir bientôt les heures de gloire de la Russie et effacer les souvenirs pénibles de la guerre russo-japonaise.

Personne, d'ailleurs, ne se rendait compte de ce que pouvait être la Grande Guerre ; beaucoup pensaient qu'avec les armées puissantes dont on disposait, et le matériel de guerre parfait qui allait faire des prodiges, la guerre ne pouvait, d'aucune façon, être de longue durée : tout au plus, deux ou trois mois, on était au commencement du mois d'août et les plus pessimistes n'admettaient pas qu'elle pût se prolonger au delà du nouvel an.

On attendait la grande solennité de déclaration de guerre, qui d'après les usages se faisait toujours en grande pompe. En effet, un des jours suivants, le grand maître des cérémonies de la Cour convia au Grand Palais, le Sénat, le Conseil d'État, la Douma, le Conseil municipal, — tous au complet, — les ministres, les présidents des tribunaux, les chefs de services divers, les per-

sonnages de marque et les notables, pour écouter le manifeste de l'Empereur.

Une foule immense, comptant plus de cent mille personnes, envahit toute la grande place du palais et les quais pour voir l'arrivée et le départ des invités en tenue de gala.

Dans les vastes salles du palais, les maîtres de cérémonies placèrent les invités d'après leurs situations officielles, en laissant au milieu un passage pour le cortège de l'Empereur, avec sa suite, et, à l'heure précise, la cérémonie commença : le couple impérial avec leur famille au complet, précédé de chambellans, mesurant leurs pas en frappant le plancher avec leurs bâtons et suivis de généraux, de ministres et de toute la cour, fit sa sortie, traversa toutes les salles, remplies de monde, et gagna la salle du Trône. L'Empereur ayant pris place, l'un des ministres lut le manifeste de déclaration de guerre, en invoquant les motifs qui avaient mis la Russie dans la nécessité de prendre les armes et défendre son honneur.

Les acclamations de l'intérieur du palais furent entendues du dehors et ce fut une clameur frénétique de plus de cent mille poitrines qui se fit entendre dans toute la ville. Sur ces cris d'émotion

patriotique, l'Empereur apparut aux foules, en sortant sur le balcon, et ce fut du délire : comme un seul homme, toutes les masses innombrables du peuple se mirent à genoux en acclamant le souverain, en le bénissant par des signes de croix et en chantant l'hymne national, qui était une prière à Dieu de lui conserver la vie.

Cette manifestation grandiose et spontanée restera inoubliable. Ce fut la dernière et la plus belle, qui prouva combien le peuple russe béatifiait encore le souverain, au moment où il s'agissait de mettre en lui sa confiance pour défendre l'honneur de la Patrie.

Il fut en même temps curieux de comparer cette manifestation avec celle de Gapone, qui eut lieu à la même place quelques années auparavant et qui eut comme suite le massacre des manifestants et la révolution de 1905; on serait en droit de se demander comment, par quels moyens mystérieux, ces mêmes foules, ce même peuple avaient pu en si peu de temps transformer leurs sentiments de haine contre leur monarque en un épanchement sincère et touchant de soumission et de confiance, allant jusqu'à tomber à genoux devant lui, spontanément?

Naturellement, qu'en voyant ce spectacle magnifique, l'Empereur et son entourage devaient triompher au fond de leurs cœurs, en se félicitant de leur habileté politique et de l'art de dompter les foules récalcitrantes, aujourd'hui agenouillées devant leur souverain.

Mais ils se trompaient grossièrement, car la psychologie de l'humanité s'abaissant, suivant les cas, jusqu'aux pires excès des foules, et s'élevant, quand il y avait lieu, jusqu'au sublime, leur était absolument inconnue ; ils étaient déjà à ce moment à la veille de la catastrophe et, non seulement ils ne la prévoyaient pas, mais, se croyant sûrs de leur force, après cette manifestation, ils se permirent de telles bravades de tyrannie, qu'elles firent sombrer et l'absolutisme, et toute la Russie, qui paraissait à ce moment invincible.

Ils n'ont pas compris que le peuple russe prouva par cette manifestation spontanée, combien il eut l'esprit juste et délicat, pour avoir distingué dans la personne de Nicolas II le souverain, accomplissant solennellement son mandat sacré de sauvegarde de la sécurité et de l'honneur de la patrie, tandis qu'en 1905 il avait visé, dans le même Nicolas II, le tyran qui abusait du pouvoir

qui lui était dévolu et trahissait la confiance du pays.

Toutefois, la déclaration de guerre avec l'Allemagne fut pour Nicolas II un moment de grandeur, qui, d'ailleurs, n'était que le reflet de la grandeur de la Russie, dont la puissance paraissait réelle.

L'enthousiasme du peuple fut sincère, ce qui produisit un effet d'autant plus impressionnant que, depuis longtemps déjà, il ne pouvait plus manifester librement, ni sa joie, ni son mécontentement : tout était strictement subordonné à l'assentiment et aux ordres de la police. Ainsi, sur l'ordre de celle-ci, la ville devait être pavoisée les jours commémoratifs de l'avènement au Trône de l'Empereur et des anniversaires des membres de sa famille, tandis que chaque tentative de manifester un mécontentement quelconque était réprimée sans pitié.

Mais cette fois les manifestations spontanées du peuple, répondant aux desseins du gouvernement absolu, fit que le peuple s'y livra avec joie, dans la rue, dans les théâtres, dans les restaurants, dans les cercles; partout elles furent imprégnées d'une animation et d'un élan patriotique, qui reflétaient les sentiments sincères de toute la population.

Des cortèges circulaient dans les rues, drapeaux russes et français en tête, au chant de l'*Hymne russe* et de la *Marseillaise.*

Une masse de monde se tenait sur les grandes voies toute la journée et jusqu'aux heures tardives de la nuit, en attendant les nouvelles et en délibérant à haute voix sur les événements. Des cris de « Vive la France ! » étaient poussés, dès qu'on entendait parler français, et l'on emmenait les Alliés pour manifester ensemble.

Des représentations patriotiques étaient organisées dans les théâtres, où à plusieurs reprises l'orchestre était obligé de jouer les hymnes des Alliés, dont les Ambassadeurs, reconnus parmi les assistants, recevaient des ovations frénétiques.

Les restaurants regorgeaient de monde : les assistants, sans se connaître, joignaient leurs tables et dans l'ensemble il se formait une société réunie à une seule table pour manifester les mêmes sentiments, dont les cœurs débordaient; chacun, suivant sa bourse, demandait du vin et en remplissait les verres des voisins, pour boire à la Russie, à la France, aux Alliés et à la victoire commune.

La nomination du grand-duc Nicolas, oncle de

l'Empereur, comme généralissime des troupes russes, fut accueillie avec une vive satisfaction, car il avait une réputation d'un homme énergique et intègre.

La mobilisation fut effectuée en bon ordre et d'une façon très rapide, ce qui trompa les prévision des Allemands.

En général, les débuts de la guerre et sa première année furent heureux et donnèrent au peuple pleine satisfaction : les bonnes nouvelles arrivaient de l'État-Major général deux fois par jour et des queues se formaient devant les kiosques, en attendant les journaux et les télégrammes.

Le raid dans la Prusse Orientale en septembre 1914, pour sauver Paris, en y attirant les troupes boches, malgré la perte de plusieurs corps d'armée, avait atteint son but et fut regardé par le peuple comme un sacrifice qui s'imposait à la Russie vis-à-vis de la France.

D'autre part, il y avait la prise de Lwoff, la chute de Pérémyschl après un siège en règle, le passage des troupes russes au delà des Karpathes.

Chaque nouveau succès fut fêté par des manifestations de joie et des services d'actions de

grâces dans les églises ; on était heureux, on s'inspirait de ces heureux présages, de la résistance des troupes, de l'heureux choix du commandement, et l'on rêvait déjà à la marche sur Vienne, et même sur Berlin.

Malheureusement, il fallut bien vite déchanter.

Les bonnes nouvelles, plus rares d'abord, cessèrent ensuite d'arriver du Quartier général. Les opérations de guerre paraissaient être arrêtées, et les troupes russes, qui marchaient jusqu'alors avec une rapidité étonnante, n'avançaient plus, sans qu'on en comprît la raison.

L'état de confiance et d'enthousiasme du peuple se transforma subitement en un état d'inquiétude et de soupçons.

Les bruits circulaient que les troupes russes, se trouvant au delà des Karpathes, n'étaient plus en sûreté, et que le danger qui les menaçait était à un tel point grand, que leur retraite était probable.

Et, en effet, la nouvelle, qu'elles avaient retraversé les Karpathes, en effectuant leur retraite, vint se confirmer.

Ce fut une période de grande anxiété, et elle fut transformée en colère le jour où, sur une inter-

pellation à la Douma, il fut découvert que ce revirement de fortune devait être attribué aux fautes commises par le gouvernement. On cria à la trahison et à l'urgence de rechercher et de punir les coupables. Quand les détails de la cause, qui imposa cette retraite aux troupes victorieuses russes, furent connus, l'exaspération arriva à son comble.

On apprit que les munitions et le matériel de guerre faisant défaut, les troupes russes effectuaient leur retraite dans des conditions affreuses, sans pouvoir même se défendre. Jusqu'au dernier moment, le général Broussiloff, commandant ces troupes, ne se doutait de rien et projetait la marche en avant, quand un télégramme chiffré du Quartier général lui intima l'ordre de reculer.

Le coupable, d'après l'opinion publique, fut le général Soukhomlinoff, ministre de la Guerre, qui avait fait preuve d'incurie et de négligence impardonnables. N'était-ce pas lui-même qui avait déclaré à la Douma que tout était prêt pour la guerre? Cela frisait la trahison. Et comme l'un de ses adjudants, sur l'ordre du grand-duc Nicolas, venait d'être jugé et pendu au Quartier

général sous l'inculpation d'intelligences avec l'ennemi, l'effervescence du peuple ne fit que s'accentuer.

Soukhomlinoff fut destitué et une enquête sur ses agissements fut ouverte. Malgré les instances de l'empereur, dont il était très aimé, il fut traduit en justice et condamné : dans la suite, les bolchéviks, à leur avènement au pouvoir, eurent soin de le libérer de la prison, pendant qu'un grand nombre de personnages attachés à l'ancien régime furent mis à mort dans de terribles supplices.

Dans ces conditions la situation fut critique, presque désespérée; le régime de l'absolutisme avait fait preuve d'incurie et d'incapacité complètes et, sans aucun doute, il n'y avait plus à compter sur lui.

Mais la Russie, à ce moment, fut encore en état de trouver en elle-même assez de forces pour sortir de cette situation.

Il fut fondé spontanément, en dehors du gouvernement, deux organisations puissantes, qui firent preuve d'une énergie et d'une capacité pratiques hors ligne et qui sauvèrent à ce moment la Russie. Ce furent l'Union des Zemstvos (États

généraux) et le Comité de l'Industrie de Guerre.

Ces deux organisations, ayant des ramifications dans les districts de l'Empire, mirent sur pied toutes les usines et en aménagèrent de nouvelles pour la fabrication des obus, des munitions et du matériel de guerre, si bien qu'en quelques mois, elles arrivèrent à fournir l'armée de tout ce dont elle manquait.

Ce fut un prodige, qui donna la preuve de la puissance économique de la Russie.

Le gouvernement avait encouragé par tous les moyens ces deux organisations à leur début. Mais il fut effrayé par leur succès et, les considérant comme un danger menaçant l'absolutisme, il leur mit dans la suite bien des entraves.

Mais l'effort fait pour le succès de la continuation de la Grande Guerre était déjà suffisant, et ce ne fut pas de ce côté qu'arriva la catastrophe, grâce à laquelle cette guerre n'aboutit pas à sa fin, et que la Russie sombra dans un désastre sans exemple dans l'Histoire.

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉVOLUTION

Tsarine Alexandra et Raspoutine. — Heureux coup d'État. — Abdication de Nicolas II. — Gouvernement provisoire. — Kerensky et les bolchéviks. — Coup d'État bolchéviste.

Toutes les révolutions se font au nom de la liberté, dont l'homme a toujours soif et dont il n'est jamais assouvi, quoiqu'il en soit parfois dégoûté au point d'acclamer un César.

Mais qu'est-ce que la liberté? Voilà un point sur lequel même les théoriciens érudits sont loin d'être d'accord.

Dans la vie pratique, la liberté se présente bien autrement qu'en théorie, car elle est limitée, non seulement par les lois de tel ou autre pays, mais encore par les moyens plus ou moins parfaits,

dont l'homme dispose pour vaincre les obstacles naturels, suivant l'état de sa civilisation.

Ainsi, au point de vue naturel, la liberté de l'homme, aussi bien que celle de l'animal, pourrait être considérée comme la faculté de chacun de suffire à ses besoins et à ses désirs, suivant ses capacités et ses moyens.

Dans ces conditions, l'homme ne peut jamais jouir d'une liberté pleine et absolue et est obligé de se contenter seulement d'une liberté relative.

De plus, au point de vue naturel, la liberté humaine est limitée, non seulement par les moyens insuffisants, dont chaque individu dispose pour satisfaire à ses besoins et à ses désirs, mais encore par les conditions spéciales de tel ou autre régime social, qui lui impose l'obligation de respecter le droit d'autrui de vivre dans les mêmes conditions.

L'inobservation de ces obligations de respecter ce droit d'autrui à la liberté est précisément la cause de tous les troubles et de toutes les révoltes, contre les abus de ceux qui s'emparent des sources du bien-être de l'homme, pour en jouir personnellement, au détriment des autres.

Toutes les luttes des hommes pour la liberté se réduisent ainsi à des révoltes contre la tyrannie d'une ou de plusieurs personnes, celle d'un gouvernement ou de toute autre classe de la société, qui s'attribuent le droit de disposer des dons de la nature, qui appartiennent à l'humanité tout entière.

La tyrannie dans sa forme pure du despotisme absolu et de l'esclavage, connue dans l'antiquité, a aujourd'hui disparu presque partout; elle n'existe encore que dans quelques coins perdus du globe.

Il serait injuste de dire que les peuples, sous le régime despotique, furent tous malheureux. Quel autre régime pouvaient-ils désirer, puisqu'ils n'en connaissaient pas d'autre? Ils croyaient sincèrement à un Dieu et à un maître, seuls chargés de pourvoir à leurs besoins, et l'idée de la liberté en dehors de cela leur eût paru absurde. Il y eut plus tard quelques peuples avancés, qui furent gouvernés sous le régime d'une république et d'autres qui ne le voulurent pas. On connaît des cas, où les peuples élirent des rois, et d'autres, où ils se soumirent de bonne volonté à des despotes voisins. De même aussi des familles

entières se rendaient spontanément en esclavage à des maîtres qu'elles estimaient respectables et dignes de les posséder.

C'était une étape naturelle de la civilisation humaine, pendant laquelle les besoins et les désirs des gens étaient limités par la volonté du maître, auquel la population était soumise d'une façon docile et même dévouée.

Un pareil état mental des populations dure encore à présent dans les pays où le régime patriarcal continue à être respecté, et où la domination du prince et du chef de la famille est encore sincèrement considérée comme naturelle et légale. En effet, les cas où les fils se révoltent contre les abus de leurs pères sont bien rares, tellement ils sont contre la nature de l'homme; souvent, au contraire, on voit des gens dans la force de l'âge supporter avec résignation les mauvais traitements et les offenses imméritées de parents déjà infirmes et trop faibles pour pouvoir dominer leurs enfants, si ceux-ci ne se soumettaient pas de bonne volonté.

Dans les pays où le régime patriarcal a vécu, il fit place à une nouvelle étape de la civilisation, où la liberté commença à se dessiner, comme

une faculté autrement importante dans les conditions nouvelles de la vie. La tyrannie du prince-despote ou du père de famille n'existe plus, mais à sa place, au XIX[e] siècle, un nouveau tyran fit son apparition. Il s'appelle le Capital.

C'est le Capital omnipotent, qui aujourd'hui a accaparé toutes les ressource du bien-être humain et qui les répartit à son gré entre les gens, qu'il oblige à travailler.

Il est à remarquer que l'horrible tyran, — le Capital, — a fait son apparition juste à l'époque où les nations, après avoir renversé des trônes, s'imaginèrent pouvoir se gouverner elles-mêmes, au nom de la souveraineté du peuple.

Aujourd'hui l'illusion a disparu : ce n'est plus le peuple qui gouverne, comme on le pensait, c'est le capital qui règne, c'est sa tyrannie odieuse et son exploitation qui s'ensuivent.

C'est donc contre le capital, ce tyran nouveau, que s'engage la lutte terrible des peuples, partout où l'industrie et le commerce prospèrent, où les capitaux abondent et où les milliardaires tout-puissants excitent par leurs richesses et leur luxe la jalousie et la haine des classes ouvrières.

Cette lutte s'engage aussi au nom de la liberté.

Mais l'étendue de la liberté exigée est encore bien plus vague et mal précisée : que veut-on dire en exigeant l'abolition du capital et en voulant donner le pouvoir aux travailleurs?

Il est absolument impossible encore de prévoir à quoi cette grande lutte aboutira : est-ce à une étape nouvelle de la civilisation, apportant le bonheur dans le renouveau, ou à une catastrophe sans exemple, qui pourrait faire sombrer la belle civilisation européenne, à l'instar de celles de l'antiquité, dont il ne reste à peine des traces?

On dirait que les gens qui se mettent à la tête du mouvement révolutionnaire sont aveugles au point de ne pas voir combien la liberté humaine est forcément restreinte et combien, par conséquent, le bonheur de l'humanité est limité par la nature même des conditions sociales.

Entraînées et dirigées par des meneurs, les foules de mécontents s'élancent pour briser les chaînes des tyrans, mais les sentiments de fureur et de vengeance leur font entrevoir la liberté sous un jour absolument inaccessible et irréalisable : elles exigent toute la liberté, elles la veulent tout entière et aboutissent à l'arbitraire, au crime et à la misère.

Les foules de la rue, cependant, ne sont pas le peuple, au nom duquel elles vocifèrent et commettent les pires excès, en révélant ainsi les plus vils instincts de la bête humaine : le peuple incarne en soi l'idée de l'humanité, il est grand, noble et incapable de ternir sa dignité, en s'abaissant à des infamies.

Aussi les foules sont loin de posséder la sagesse et l'autorité du peuple : ses exigences sont toujours excessives et ses procédés souvent inavouables.

A l'époque de la Grande Guerre, la Russie présentait le seul pays de l'Europe, gouverné par un monarque autocrate, exerçant un régime despotique, tandis que, même en Asie, le pouvoir du chef de l'État était limité par les élus des peuples, formant un Parlement.

La révolution qui, à cause de ce retard éclata en Russie en 1905, aurait dû, au moins, suffire pour avertir les gens de l'État et leur chef suprême de l'énorme danger que présentait pour la couronne, pour la dynastie régnante et surtout pour tout ce grand pays, le maintien de ce régime exceptionnel.

Il n'en fut rien : les gens ont la faculté de s'enivrer du pouvoir, et les cas où ils se décident à y

renoncer de bonne volonté, sont particulièrement rares.

La révolution de 1905 n'apporta aucun changement au régime despotique de la Russie : on aspirait à la liberté de la presse et de la parole, à la sécurité personnelle, à l'inviolabilité du domicile, aux garanties des lois et de la justice, mais le pays continua à être gouverné par le pouvoir administratif, par les satrapes du tsar, par la gendarmerie et la police : les arrestations et les déportations sans jugement se pratiquèrent comme auparavant.

Cet état de choses intolérable avait duré en Russie trop longtemps et ne pouvait se prolonger. Il suffisait d'un incident futile quelconque, d'une étincelle, pour faire sauter la poudrière, pour faire éclater la révolution. Or, il arriva du côté où on l'attendait le moins, et au moment où la population était absorbée par les inquiétudes et les efforts que lui imposait la Grande Guerre. Cet incident fut fourni par le tsar lui-même et sa famille, sans qu'il s'en rendît compte malgré plusieurs démarches courageuses, qui avaient été faites pour lui ouvrir les yeux sur le danger imminent.

Nicolas II, d'un extérieur chétif et d'une intelligence bornée, n'avait rien d'imposant et ne ressemblait pas à ses grands prédécesseurs de la dynastie des Romanoff. Il ne jouissait d'aucun prestige, ni dans l'armée, ni dans la population russe.

Son règne fut marqué par la malheureuse guerre avec le Japon. Le seul fait qui avait suscité l'admiration du monde et dont l'initiative lui est attribuée, c'est la Conférence de la Haye; cette idée, d'ailleurs, lui a été inculquée par un des hommes d'État de son entourage. Wilson, avec la Ligue des Nations, n'en est, pour ainsi dire, que le continuateur; puisse-t-il être plus heureux, dans cette seconde tentative de mettre fin aux guerres, que le monarque déchu.

D'aucuns trouvent que Nicolas II avait un caractère aimable et qu'il avait le don de séduire les personnes qu'il recevait par sa simplicité et son affabilité. D'autres affirment qu'il était hypocrite et feignait d'être toujours d'accord avec ses interlocuteurs, mais qu'il agissait à sa guise, faisant souvent le contraire de ce qu'il paraissait promettre, surtout sous l'influence de l'impératrice Alexandra, son épouse, qui, bien plus

intelligente que lui, le dominait entièrement. On ajoutait qu'il avait l'habitude de boire et qu'il ne détestait pas les aventures galantes.

Mais qu'importaient les détails de sa vie privée, si ces détails ne sortaient point de son intimité et si les scandales de la Cour impériale, qui d'abord ne faisaient que l'objet de la risée et de l'indignation générale, ne finissaient par devenir une des causes principales du désastre de la Russie ?

Il faut dire que l'impératrice Alexandra joua un rôle très important dans le drame qui se déroula : née princesse de Hesse et par conséquent Allemande, avec une nuance prussienne, elle était déjà l'objet d'une méfiance compréhensible et fut très mal vue du peuple russe, dès son arrivée en Russie. Quand la guerre éclata, son entourage sympathisant avec l'Allemagne, pouvait bien inspirer le soupçon, qu'elle entretenait des intelligences suivies avec Guillaume II, qui avait pris une part très active dans l'arrangement du mariage de sa cousine avec Nicolas II. Son caractère hautain et autoritaire, son influence irrésistible sur son mari, qui la consultait pour toutes les affaires de l'État et ne décidait rien sans son approbation, tout cela la rendait encore plus

suspecte aux yeux des patriotes. Ces appréhensions ne furent que trop justifiées.

A côté de cela, l'impératrice Alexandra ne jouissait pas d'une réputation d'épouse fidèle ; les bruits couraient, qu'ennuyée d'avoir mis au monde quatre filles, tandis que le peuple et surtout son époux attendaient ardemment la naissance d'un héritier, elle se décida de tenter la chance d'avoir un fils par un père plus heureux, — ce qui lui a pleinement réussi : elle accoucha d'un fils, qui fut le tsarévitch Alexis, à la grande satisfaction de tout le monde. Ce fils fut adoré par Nicolas II, bien qu'il fût fort difficile de trouver une ressemblance quelconque entre eux.

Mais à l'époque de la Grande Guerre il survint un événement dans la vie particulière de la famille impériale, qui fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase de patience du peuple : ce fut l'extraordinaire aventure d'un simple paysan, grossier et illettré, nommé Raspoutine, et ses relations intimes et scandaleuses avec l'impératrice Alexandra, dont les excès de fantaisie lubrique, disait-on, touchaient à la neurasthénie.

Grâce à l'influence néfaste que cette dernière exerçait sur son mari, cet homme dangereux se

transforma en tyran, et usa de son pouvoir omnipotent pour conduire la Russie au déshonneur et à la débâcle.

Comme ce personnage sans-gêne ne cachait pas qu'il aimait l'argent et qu'il acceptait facilement les cadeaux, ce fût une occasion exceptionnelle que les espions allemands et autrichiens saisirent pour en faire leur instrument docile : ils se servirent largement de ses rapports avec l'Impératrice pour éloigner tous les hommes d'État fidèles à l'Entente, tels que Samarine, le prince Stcherbatoff et autres, jouissant d'une grande popularité et pour les remplacer par des traîtres, tels que Khwostoff, Sturmer, Protopopoff et autres.

Mais l'homme le plus dangereux en Russie, pour l'Allemagne, était certainement le grand-duc Nicolas, général en chef des troupes russes, ami de la France et adoré par l'armée : il fallait s'en débarrasser en premier lieu.

En effet, après les brillantes victoires obtenues pendant les premières années de la guerre, l'oncle de l'empereur était devenu le grand homme du pays, sur qui le peuple et l'armée mettaient leur confiance dans une victoire certaine, et sa popularité grandissait de jour en jour.

Le coup fut frappé sans perte de temps. L'impératrice Alexandra commença à influencer son mari, en lui faisant sans cesse considérer combien la popularité du grand-duc Nicolas était menaçante et même dangereuse pour leur trône, car chaque nouvelle victoire était un grand succès pour le grand-duc, tandis que la figure déjà insignifiante de l'empereur s'effaçait de plus en plus. A force de lui répéter la même chose à chaque nouveau succès du grand-duc, elle arriva à persuader son mari de la nécessité de s'en débarrasser. Mais comment pouvait-on le faire? par qui pouvait-on remplacer cet homme, dont les actes glorieux n'avaient rien de comparable parmi les gens les plus en vue?

La question fut résolue d'une façon très simple : Nicolas II n'avait qu'à se mettre lui-même à la tête de l'armée et le grand-duc n'avait qu'à prendre le commandement des troupes du Caucase.

Ce coup inattendu de désinvolture despotique produisit une consternation générale, aussi bien dans l'armée que parmi toutes les classes de la population russe; ainsi, par un caprice absurde, le grand chef populaire de l'armée, l'homme droit et honnête, le guerrier à la volonté de fer, qui

avait le talent de maintenir une discipline sévère parmi les troupes, tout en se faisant adorer par elles, celui qui avait mené les armées russes à la gloire, fut destitué de son grand poste et remplacé par un personnage qui n'avait rien de militaire, ni dans son allure, ni dans son caractère faible et indécis, qui se tenait à peine en selle et ne montait qu'un cheval dressé spécialement, comme pour un enfant, et cela seulement, parce qu'il était empereur. A ce titre il aurait dû être absorbé par les affaires de l'État, mais dans sa situation de famille, il était toujours en proie aux scènes d'hystérie de sa femme, qu'il continuait à appeler tendrement « Alice » et qu'il ne contrariait jamais.

Ce fut l'une des plus grandes causes, qui amena les troupes russes à leur perte et le pays au déshonneur : les personnes qui sont d'avis que si le grand-duc Nicolas était resté à la tête de l'armée russe, la corruption de celle-ci par le bolchévisme n'eût pas été possible, sont légion et ont peut-être raison.

On sait qu'après le départ du grand-duc les succès des armées russes furent d'abord plus rares, et puis se transformèrent en lamentables défaites.

Tout cela ne pouvait rester sans impressionner profondément l'esprit de la population, déjà surexcité par les forfaits de Raspoutine. Le grondement du mécontentement et de la révolte s'accentuait rapidement dans toutes les classes de la société. Des discours véhéments se firent entendre à la Douma contre le tyran et le gouvernement du tsar et cela, malgré les menaces et les mesures sévères de l'état de siège qui avait été proclamé à Pétrograd. Les ouvriers d'usines, qui aux moments des grands succès des troupes russes croyaient, sous l'influence des meneurs socialistes, pouvoir redouter qu'une victoire glorieuse raffermirait et maintiendrait ce régime odieux et despotique, qu'on ne tolérait que trop longtemps déjà, trouvaient maintenant le moment propice pour le renverser, en profitant du mécontentement général.

Cet état de choses entrait certainement en ligne de compte dans le plan machiavélique des Allemands, d'après lequel la Russie allait être détruite, au moyen de désordres intérieurs et d'une révolution imminente qu'ils s'efforçaient de faire éclater rapidement. Les gaz asphyxiants, inconnus jusqu'alors, firent leur apparition dans les usines bien

avant la guerre en dispersant les ouvriers intoxiqués, sans que personne ne comprît comment et par qui pouvait se produire ce phénomène mystérieux. Le travail était abandonné et, grâce à une propagande d'agents allemands, des grèves, sans aucune raison plausible, surgirent un peu partout.

Ces troubles dans les usines, ces grèves, ces révoltes des ouvriers servaient les noirs desseins de l'ignoble Raspoutine, qui se sentit plus fort que jamais et redoubla d'énergie, en usant de son pouvoir pour faire empirer la situation.

Des représailles rigoureuses furent ordonnées pour sévir contre les désordres. On déclara aux grévistes que ceux des ouvriers qui ne reprendraient pas le travail immédiatement, seraient sur-le-champ incorporés dans l'armée et envoyés au front : cette mesure ne fit qu'indigner et révolter encore davantage les classes ouvrières.

Quelques personnes courageuses, et parmi elles quelques grands-ducs, se décidèrent à parler franchement au tsar, pour tâcher de lui faire comprendre le rôle néfaste que jouait la tsarine dans les affaires politiques et le danger, ainsi que le déshonneur, auxquels étaient exposés la Russie et

le trône par la conduite infâme et scandaleuse de l'abominable favori Raspoutine. Mais Nicolas II, d'habitude très renfermé et écoutant avec attention ce qu'on lui disait, dans chacun de ces cas coupait net la parole à l'interlocuteur et déclarait vertement qu'il n'entendait pas qu'on se permît de se mêler de sa vie intime.

L'exaspération de toute la population fut à son comble, cela ne pouvait plus durer, et le jour vint de se débarrasser du sinistre Raspoutine et de lui faire expier ses crimes.

Un soir, comme cela arrivait souvent, il fut invité à souper, en compagnie de personnages de marque et de grands-ducs. C'était un guet-apens; après qu'il fut enivré, on le tua à coups de revolver. Transporté en automobile par une nuit obscure sur un pont de la Néva, il fut jeté dans le fleuve, où il disparut sous la glace.

Sur un appel urgent de la tsarine, le tsar revint précipitamment du front et ordonna une enquête sévère pour châtier les coupables : plusieurs d'entre eux furent déportés sans jugement dans les vingt-quatre heures. Le corps de Raspoutine fut repêché et transporté avec mille précautions, pendant la nuit, à Tsarskoe-Selo, la résidence impériale.

Une messe de nuit solennelle fut mystérieusement célébrée pour le repos de son âme dans la cathédrale, devant une assistance aussi brillante que nombreuse, et en présence de la famille impériale au grand complet. Ensuite le corps du triste personnage, en grande cérémonie, fut transporté dans le jardin du palais impérial, où il fut provisoirement inhumé pour reposer dans la suite dans un magnifique tombeau qui devait lui être érigé dans cette même cathédrale.

Cette histoire, qui, malgré les mesures de précaution prises pour la tenir secrète, fut connue partout et eut une suite : les honneurs rendus à ce misérable révoltèrent tout le monde; un groupe de gens audacieux, par une nuit sombre, se rendirent en automobile à son tombeau provisoire, déterrèrent son corps et, trompant la vigilance des gardes de l'Empereur, l'emportèrent à toute vitesse dans un champ solitaire : là, un grand bûcher fut allumé, et le cadavre de cet homme abject y fut brûlé; ses cendres furent dispersées au vent comme il est d'usage, parmi les Russes ignorants et superstitieux, de procéder avec les sorciers, dont on tient à faire disparaître même les cadavres.

Cette histoire macabre ne fut pas pour calmer les esprits déjà si montés. Le tsar et sa famille apparurent sous un jour qui ne laissa plus de doutes sur leur conduite indigne et néfaste, et le mépris que la population éprouvait déjà depuis longtemps, se transforma subitement en haine : le dénouement fatal de la situation tendue approchait.

Protopopoff, ministre de l'Intérieur, champion de Raspoutine et de la tsarine, le comprit bien, mais il se croyait assez fort pour tenir tête à toutes les manifestations possibles du mécontentement général; des mesures exceptionnelles furent prises pour étouffer le mouvement révolutionnaire, le cas échéant. Toutes les troupes étaient consignées et sur le qui-vive jour et nuit. Des mitrailleuses furent juchées sur les toits de toutes les maisons des quartiers du centre de la ville et de ceux qui présentaient le plus d'accès et de facilité pour les manifestations des foules ; la police fut dressée et les rôles distribués de façon qu'au premier appel les exécutants se portassent aux mitrailleuses pour tirer sur les manifestants. Un projecteur de guerre puissant, spécialement installé sur le dôme de l'Amirauté, éclairait toute la nuit la Perspective Newsky, qui pouvait ainsi être

à chaque moment balayée par le canon et les mitrailleuses sur toute sa longueur. Tout paraissait être prévu, toutes les précautions étaient prises, tout était prêt pour un carnage des plus sanglants.

Mais les choses se passèrent de la façon la plus inattendue.

Le 26 février 1917 au matin, après une nuit d'un calme sinistre, pendant laquelle on ne voyait, dans les rues désertes, que des patrouilles de policiers et que de rares passants accélérant prudemment leur marche pour gagner leurs domiciles, tout d'un coup le bruit se répandit que le régiment Préobrajensky, le plus beau de la Garde impériale, était sorti de sa caserne, avait arboré le drapeau rouge, et en bon ordre, musique en tête, se dirigeait vers le palais de Tauride, où siégeait la Douma.

On se demandait ce que cela voulait dire. Le calme continuait à régner : on n'entendait aucun bruit suspect dans la rue. On voyait cependant partout des gens qui couraient aux informations, et bientôt les nouvelles les plus invraisemblables commencèrent à circuler; mais toutes ces nouvelles ne faisaient que confirmer le grand événement : la révolution à Pétrograd avait éclaté!

En voici les détails : le régiment Préobrajensky, se dirigeant, comme cela vient d'être dit, vers le palais de Tauride, s'arrêtait devant les casernes, qui se trouvaient sur son chemin, et sommait les régiments qui s'y trouvaient de se joindre à leur mouvement. Loin de résister, tous y consentirent immédiatement, et bientôt on vit défiler dans les rues presque tous les régiments de Pétrograd, se dirigeant, toujours musique en tête, vers la Douma.

Et comme cela se passait en bon ordre, sans cris séditieux, la police avait pu croire que ce défilé s'effectuait conformément aux ordres des autorités respectives. Le drapeau rouge? peut-être était-il habilement travesti, ou bien les policiers avaient-ils feint de ne pas l'avoir remarqué.

Toutefois, au fur et à mesure que les troupes entraient dans la cour du palais de Tauride, M. Rodzianko, président de la Douma, sur leur demande, paraissait dans le péristyle, entouré de ses adjoints à la présidence, et recevait leur allocution, par laquelle les soldats déclaraient qu'ils considéraient le pouvoir du tsar comme déchu, mais qu'ils se mettaient à la disposition de la Douma et qu'ils promettaient de se soumettre complètement à ses décisions.

C'était un rêve, et ce rêve paraissait si beau, qu'on pouvait à peine y croire.

La chance voulut faciliter la crise et que ce fussent les troupes elles-mêmes, sans qu'on ait eu à les y décider, qui s'insurgèrent contre la tyrannie et les abus révoltants du pouvoir, et que la force armée se fut mise de sa propre volonté à la disposition de la Douma, qui, en effet, était la seule organisation digne de ce choix, car elle était la seule qui se composât d'élus du peuple et qui méritât sa confiance à ce moment pathétique de l'histoire de la Russie.

Aussi faut-il reconnaître que, pendant les premiers jours de la Révolution, la Douma fit preuve d'une présence d'esprit et d'une énergie qui ont été absolument à la hauteur de l'événement.

Dans une séance qui s'est réunie instantanément, les députés présents, presque au complet, prirent des délibérations d'une force et d'un effet qui ont non seulement garanti le plein succès du mouvement révolutionnaire, mais qui ont en même temps su prévenir toute effusion de sang.

Des ordres furent donnés pour s'emparer du réseau des téléphones et couper toute communication avec les gens et les organisations, ayant le

moindre trait au régime renversé. On fit arrêter immédiatement le commandant de la place militaire, le gouverneur de la ville, le chef de police, les ministres, les généraux, enfin tous les personnages de marque, connus pour leurs idées rétrogrades.

Ces ordres furent exécutés avec une rapidité et dans des conditions admirables de discipline et de calme. Des automobiles, lancées dans toutes les directions, transportaient à toute vitesse des équipes de citoyens armés et des soldats, œillet rouge à la boutonnière et brassard de la même couleur au bras, pour exécuter les ordres d'arrestation des personnes indiquées; presque toutes furent surprises à l'improviste à leur domicile, car déjà on avait peur de sortir dans la rue, de sorte que le nombre de ceux qui réussirent à se cacher ou à s'évader fut, relativement, très restreint. D'ailleurs, toutes ces arrestations s'effectuèrent sans difficultés particulières; assurément, les gens armés de pied en cap, qui entraient brusquement dans les appartements en mettant des sentinelles aux sorties, produisaient une émotion toute naturelle, mais quand ils déclaraient solennellement au personnage effaré qu'on l'emmenait

à la Douma, il se rassurait et espérait même que tout allait peut-être s'arranger et qu'une parole bien placée et un conseil pratique de sa part pourraient avoir une certaine importance dans la direction du mouvement de la révolution et, — qui sait? — peut-être lui réserver un rôle dans l'histoire. Bref, comme la résistance était impossible, tous ces personnages firent bonne mine au mauvais sort et consentirent docilement à se laisser arrêter.

Ils furent tous immédiatement conduits à la Douma. On voyait alors dans les rues un grand nombre d'automobiles, arborant un drapeau rouge, avec des inscriptions en grosses lettres à la craie, indiquant le nom du tout-puissant d'hier, se trouvant aujourd'hui enfermé dans cette cage roulante : ainsi les noms des personnages arrêtés, au fur et à mesure de leur arrestation, étaient instantanément connus par toute la population de Pétrograd et à chaque nouvelle, l'enthousiasme des foules devenait de plus en plus grand.

L'animation dans les rues prit des proportions extraordinaires. La foule circulait en masse sur les grandes artères et stationnait aux abords du palais de Tauride, en acclamant chaque nouvelle

arrivée de généraux ou de ministres arrêtés. Des feuilles volantes étaient jetées par paquets dans ces foules par des automobiles, chargées de faire connaître à chaque instant les succès de la révolution, qui se succédaient avec une rapidité cinématographique.

L'ordre était parfait. Le mot d'ordre de la Douma : « *pas une goutte de sang* », sauf de rares exceptions inévitables dans les cas pareils, fut strictement observé. La ville était en fête : des drapeaux rouges pavoisaient tous les bâtiments publics et les maisons particulières. La population se livrait à la joie, allant jusqu'au délire triomphant, et cette délivrance inattendue était reçue avec une sérénité d'esprit et des sentiments de bonheur, comme si elle était envoyée par le ciel. Les manifestations nombreuses étaient surtout imposantes par leur expression calme de la victoire acquise spontanément, donnant droit à la liberté et à la justice. Arborant le drapeau rouge et des placards portant des inscriptions de circonstance, accompagnées du chant de la *Marseillaise*, ces processions parcouraient les rues, en se dirigeant vers le palais de Tauride. Des meetings, des discours enflammés d'orateurs improvisés

massaient la foule à chaque carrefour : on aurait dit que les langues, enfin déliées, ne pouvaient plus s'arrêter et les paroles jaillissaient sans fin, comme d'une fontaine endiguée pendant longtemps.

Une milice de citoyens fut rapidement formée, pour remplacer la police, qui avait disparu, comme sous terre, et maintenait l'ordre dans les rues. Des camions automobiles, portant des soldats debout, entassés, baïonnette au canon, et mitrailleuse braquée, parcouraient en éclair la ville dans tous les sens, prêts à sévir à tout instant. Cette force volante impressionnait la foule et contribuait à prévenir les excès des bandes des déclassés et des gens sans aveu, qui profitent ordinairement des grands mouvements populaires, attristant les fêtes par leurs forfaits.

Ces mesures étaient de rigueur, mais elles ne purent empêcher quelques excès regrettables contre la police : tous les commissariats de quartiers furent mis à sac, les armoires forcées, et les dossiers jetés par les fenêtres formèrent une couche épaisse sur le pavé; après quoi le feu fut mis aux quatre coins des bureaux. Les commissaires de police et leurs employés, qui s'y étaient

barricadés, furent forcés de sortir et furent tant soit peu malmenés par la foule. Il y eut même quelques cas de mort, mais ce furent des exceptions. La plupart des agents de police furent reconduits en triomphe à la Douma, par la foule, qui vociférait en les menaçant de mort.

A titre d'excès regrettable, il faut également citer l'incendie du palais de justice, qui brûla de fond en comble avec toutes ses archives. On attribue ce forfait à des détenus relâchés des prisons, qui trouvèrent dans cet acte, non seulement la satisfaction d'une vengeance, mais aussi le moyen de faire disparaître les dossiers de leurs accusations.

La chute de la monarchie fut un événement heureux, qui répondit absolument au désir général de toute la population et c'est dans ce fait capital que se trouve l'explication du calme extraordinaire et de la beauté sublime du triomphe de la révolution russe en 1917. La monarchie tomba comme un fruit pourri, qui se détache de l'arbre. Cela n'a même pas été une révolution : ce fut un simple *coup d'État* magistralement mené dans des conditions exceptionnellement heureuses, car il n'y eut ni lutte, ni sang versé, par la bonne raison

qu'il n'y eut aucune résistance de la part de l'autocratie, jetée à terre par un simple souffle d'orage, qui grondait depuis longtemps dans le sein du peuple, mais que les gouvernants peureux n'entendaient pas dans leurs vastes palais bien clos.

Le tsar résidait alors au quartier général de l'armée, tandis que la tsarine et la famille impériale se trouvaient à Tsarskoe-Selo, gardées par une poignée de troupes fidèles : elles ne couraient cependant aucun danger, car il n'était pas encore question de troubler leur sécurité.

Mais qu'allait donc entreprendre le tsar dans ces conditions, et quelle serait l'attitude de l'armée formidable, dont il était le chef? Voudrait-il défendre son pouvoir et son trône, et par quels moyens? Ces questions graves préoccupaient la Douma qui siégeait nuit et jour en permanence. Il fallait à tout prix éviter l'effusion du sang et c'est pour la prévenir, qu'il fut décidé de lui envoyer immédiatement une députation, qui le sommerait d'abdiquer sans conditions, en lui démontrant que toutes ses tentatives pour conserver le pouvoir échoueraient piteusement et que dans ces conditions toute effusion de sang devenait

absolument inutile, car elle ne contribuerait qu'à aggraver sa propre situation et celle de sa famille.

Partie avec M. Goutchkoff, homme politique de marque, en tête, cette députation rejoignit le tsar, qui déjà avait quitté le front, à une station perdue quelconque, et c'est dans un wagon-salon du train impérial qu'eut lieu cette entrevue historique. Elle fut de courte durée, mais foncièrement décisive : le tsar avait silencieusement écouté le bref rapport qui lui fut fait sur la situation. La conclusion établissant que son apparition à Pétrograd serait une folie, il se décida avec résignation à signer son abdication « pour le bonheur du peuple russe », comme cela fut inséré dans l'acte; mais il posa une condition : que le trône devait passer entre les mains de son frère, le grand-duc Michel. Cette clause fut acceptée sans discussion, car l'essentiel, c'était l'abdication du despote; quant au grand-duc Michel, qui s'était toujours tenu à l'écart de la cour, adorant les sports et la vie bourgeoise, on savait d'avance qu'il ne tiendrait pas du tout à régner, et qu'on pourrait toujours s'entendre avec lui.

Ainsi prit fin le régime autocrate d'un des plus grands pays du monde et s'effaça l'un des derniers vestiges du despotisme; des feuilles volantes lancées par des automobiles, sillonnant la ville dans toutes les directions, annoncèrent ce grand événement à la grande joie du peuple.

Étant forcé de renoncer à son voyage à Pétrograd, le tsar ordonna de rebrousser chemin vers le Quartier général, que le train impérial regagna le jour suivant. Que pouvait-il y faire? Pouvait-il espérer que l'armée, qui l'avait toujours, jusqu'à la veille encore, acclamé avec des cris lui pénétrant jusqu'au fond du cœur, pouvait-il encore espérer que cette armée lui resterait fidèle et qu'il pourrait marcher à sa tête sur Pétrograd pour reconquérir son trône et châtier les insurgés? Cet état psychologique de l'empereur, pendant les heures de voyage jusqu'à la ville de Minsk, où se trouvait le Quartier général, restera à jamais impénétré.

Le retour de Nicolas II au Quartier général passa inaperçu; tout le monde était en fête et à la joie : personne ne s'occupa de lui car son abdication était déjà connue; pas de pompe pour le recevoir à la gare, pas de bataillon réglementaire

pour lui rendre les honneurs. Ennuyé dans son isolement, quand il apparaissait à la fenêtre de son palais, il semblait que les troupes joyeuses qui défilaient devant lui, redoublaient de force pour chanter à tue-tête la *Marseillaise*. La désillusion fut complète; tout espoir était perdu, c'était fini, bien fini. Bientôt son sort fut décidé : on lui intima l'ordre du Gouvernement provisoire de quitter le Quartier général, pour rejoindre sa famille à Tsarskoe-Selo. Il y fut amené sous bonne escorte et interné pour y séjourner dans l'isolement du monde entier. Cette reclusion de Nicolas II avec sa famille, dans des conditions de consigne sévère, interdisant l'accès dans son palais de quiconque sans une autorisation spéciale, dura plusieurs mois. Dans la suite, lui et sa famille furent déportés à Ekatérinenbourg, ville de la région de l'Oural, où ils furent assassinés par des sentinelles bolchévistes.

Quant au grand-duc Michel, que le tsar avait désigné comme son successeur, on ne s'était pas trompé au sujet de ses intentions de ne pas vouloir remplacer son frère; derechef des feuilles volantes, lancées des automobiles dans la foule, annoncèrent que le grand-duc Michel renonçait

à son droit de monter sur le trône et remettait le pouvoir souverain entre les mains du peuple, jusqu'à la décision de la Constituante.

Comment les choses se sont-elles passées pendant l'entrevue du grand-duc Michel avec la délégation, qui était allée le trouver pour régler cette grave question? Les bruits couraient que, tout en ne cachant pas son peu de désir d'assumer la tâche aussi lourde que lui imposait son frère, il avait manifesté une sincère hésitation, en parlant du devoir que lui dictait sa conscience et de sa conviction absolue, que seul le régime monarchique pouvait faire le bonheur de la Russie.

Toutefois, on peut présumer que si les délégués avaient été plus prévoyants et que si, au lieu de persuader au grand-duc Michel de renoncer au trône, ils l'avaient décidé à accepter, jusqu'à la réunion de la Constituante, le titre de régent, l'avenir de la Russie ne pouvait que gagner en sécurité, car elle n'aurait peut-être pas souffert du désarroi préparé par le Gouvernement provisoire pour la propagande néfaste du bolchévisme, qui la livra au déshonneur et à la ruine.

Le Gouvernement provisoire, qui se constitua après l'abdication du tsar, ne fut au fond qu'un

gouvernement de fortune. Il se forma spontanément entre les personnages politiques qui se trouvèrent au palais de Tauride au moment du coup d'État, sans être dûment élu, sans être même sanctionné par un acte quelconque de la Douma, ni sans être au moins proclamé par la force armée qui avait fait le coup d'État : le pouvoir provisoire se proclama lui-même après avoir partagé les portefeuilles de ministres, de façon que tous les partis politiques y prissent part et fussent satisfaits et qu'il n'y eut pas entre eux de mécontents ou de lésés. Ce fut organisé bien adroitement, car, en effet, il n'y eut pas de protestations et comme le peuple n'y voyait rien de mal, et qu'au contraire, il comprenait fort bien qu'un gouvernement était indispensable, il se tut, malgré quelques doutes au sujet de plusieurs noms inconnus qui se trouvèrent parmi ceux des ministres. Ainsi ce gouvernement fut-il reconnu tacitement par le peuple, après sa prise du pouvoir.

Ce gouvernement ne fut pas heureux : bien qu'au début tous les partis politiques, sauf les monarchistes, y fussent représentés; cette combinaison avait quand même une nuance franche-

ment socialiste, et au bout de peu de temps, tous les membres du gouvernement qui n'avaient pas voulu se soumettre à cette nuance dominante, la trouvant incompatible avec leurs idées, furent obligés de se démettre.

C'est ainsi que se retirèrent d'éminentes personnalités, qui avaient fait leur carrière politique dans le groupe d'opposition contre le régime despotique, tels que le prince Lwow, président du Gouvernement provisoire, Goutchkoff, ministre de la Guerre, Milioukoff, ministre des Affaires étrangères, etc. Leur retraite accentua la nuance socialiste, car les membres du gouvernement de cette nuance, restés au pouvoir, n'admettaient les nouveaux ministres, qu'en leur imposant d'avance des conditions qui convenaient à leur parti.

Cette retraite des membres du parti modéré fut funeste pour l'avenir de la situation politique en Russie, et ce fut un fait particulièrement regrettable, que ces gens, sans insister, sans lutter pour leurs idées, se retirèrent d'une manière aussi irréfléchie, en laissant le champ libre à leurs adversaires.

Le Gouvernement provisoire était certainement animé, au début, des plus nobles idées et des

meilleures intentions pour réaliser le bonheur de la Russie, mais aucun programme sérieux, aucun plan bien étudié n'étaient établis, et les décisions que les événements obligeaient impérieusement à prendre d'urgence, étaient prises, au petit bonheur, à la majorité des voix, sans aucun esprit de suite.

On croyait que du moment que le Gouvernement était une combinaison des éléments politiques de diverses nuances et que les complications de luttes pour le pouvoir étaient écartées, le bon sens de la majorité allait faire triompher les idées saines et que les affaires de l'État marcheraient à souhait.

Mais la réalité prouva combien ce point de vue était erroné. Les décisions, prises à la majorité des voix des socialistes, laissaient toujours aux membres modérés de la minorité un regret, un remords même d'avoir participé à ce que les vérités, qui leur paraissaient immuables, étaient méprisées et que ces décisions ne pouvaient avoir pour le peuple russe que des conséquences tragiques. Se sentant de plus en plus effacés, cette situation les amena au découragement, à la déception et finalement à la décision de quitter le gouvernement.

Le fait de quitter ainsi son poste dans un ministère révolutionnaire est une preuve de plus que l'abolition du tsarisme en 1917 n'a pas été une révolution, mais un coup d'État très heureux. Les révolutionnaires qui luttent pour leurs idées, meurent à leur poste, mais ne l'abandonnent pas comme des fonctionnaires salariés du tsarisme; tandis que les autres n'ont rien trouvé de mieux, dès que la situation politique changeait de direction, que de se retirer et de rentrer tranquillement dans leurs foyers. Et la Russie? Elle fut abandonnée à son malheureux sort et roula sur la pente douce vers l'abîme.

Les ministres en retraite furent remplacés par d'autres personnages, plus accommodants naturellement, et c'est dans ces conditions que Kerensky, jusqu'alors ministre de la Justice, fut élu président du Gouvernement provisoire et ministre de la Guerre. Dans la suite, non content de cette fonction, trop compliquée pourtant, il s'attribua encore le poste de général en chef des armées russes, tout comme l'avait fait, pour le malheur de la Russie, le tsar Nicolas.

Que présentait la personne de Kerensky à la veille de la révolution de 1917 en Russie?

Fils d'un père russe et d'une mère israélite, il est né et a fait ses études dans la province du Turkestan. Les camarades de sa prime jeunesse attestent qu'il ne s'était distingué ni par ses études, ni par des capacités particulières.

Ayant dans la suite embrassé la carrière d'avocat, il s'était spécialement consacré à la défense des causes politiques, ce qui l'a fait arriver à la Douma par le parti socialiste. Comme député, représentant l'extrême-gauche, il n'était pas considéré comme un homme de talent ou un orateur brillant, mais il y fut remarqué comme un fervent de l'opposition.

C'est également grâce à ce rôle de révolutionnaire que, au moment où se forma le Gouvernement provisoire, à la répartition des portefeuilles entre tous les partis politiques, celui de la Justice lui fut attribué et il commença à se faire valoir comme homme d'État.

Ses discours hardis dans les meetings d'ouvriers et de soldats, où il se dépensait à profusion, en ne marchandant pas les promesses de liberté, de bien-être et de bonheur du peuple, le rendirent populaire et lui gagnèrent la situation de président du Gouvernement provisoire : il y

fut élu par les membres de nuance socialiste qui y dominaient, après la démission des membres des autres partis, dont la situation était devenue intolérable.

Avant de le juger d'après les événements qui se succédèrent quand il fut à la tête du Gouvernement, il faut d'abord constater qu'il n'avait nullement le droit d'en décliner la responsabilité, car, une fois arrivé au pouvoir, il eut soin de s'assurer une situation qui n'avait rien de commun avec celle d'un modeste citoyen élu, mais qui dépassait de beaucoup la situation même d'un Président de République, élu par le peuple : celle du Président en Suisse, par exemple, n'est pas comparable avec le pouvoir que Kerensky s'attribua, en le déclarant hautement dans ses discours. Le plein pouvoir, voilà ce qu'il proclamait avoir entre ses mains, ce qui ressemblait plutôt à des paroles de dictateur. Était-il ébloui lui-même par ce succès fantastique, qui, en quelques semaines, d'un homme modeste fit l'homme du jour, le grand homme de la Russie connu du monde entier?

Toutefois son entourage lui monta la tête et il n'eut ni assez de force de caractère, ni assez de

talent pour conserver la situation à laquelle il fut élevé par le destin. Mais ces raisons sont loin de lui servir d'excuse pour avoir amené la grande Russie aux malheurs qui s'ensuivirent, et il en doit assumer toute la responsabilité, car, s'il avait été plus modeste, il ne se serait pas laissé aveugler au point de ne pas voir aux portes les ennemis de la Russie, auxquels il l'a livrée, en se sauvant piteusement lui-même sous un déguisement comique.

Ainsi la carrière politique et brillante de Kerensky se transforma en une aventure qui serait amusante, si elle n'avait eu des conséquences aussi tragiques pour la Russie et, peut-être, pour le reste du monde.

Comment ne rirait-on pas des poses à la Napoléon que Kerensky prenait dans les moments solennels! On parlait même d'un cheval blanc, qu'il avait ordonné de lui préparer pour faire son entrée triomphale à Pétrograd, en qualité de généralissime de l'armée, après un fait glorieux qu'il allait accomplir. Et son installation luxueuse au palais d'Hiver! Et le lit d'Alexandre III, qu'il avait choisi pour son usage personnel! Tout cela n'était que de la pose, de la mégalomanie, qui

seraient bien excusables si elles avaient été au niveau de la force morale et du talent. Mais qu'y a-t-il à dire d'un Kerensky, si ses grands contemporains, comme Guillaume II, comme Lénine, se cassent le cou et causent des désastres terribles, grâce à leur orgueil?

Sans avoir défini un programme quelconque pour mener à bien la barque de l'État, le Gouvernement provisoire s'est cependant attribué une ligne de conduite qui ne répondait nullement au rôle qu'il devait jouer, en préparant les élections de la Constituante, qui devait délibérer sur la grande question du régime politique pouvant convenir à la Russie.

Son rôle aurait dû se borner uniquement au maintien de l'ordre dans le pays pour assurer la liberté du vote aux élections des candidats de la Constituante, et aux mesures à prendre pour que cette Constituante fût réunie dans le plus bref délai.

Au lieu de cela, nous voyons que le gouvernement de Kerensky négligea même le principe qui fut observé pour la formation du Gouvernement provisoire, c'est-à-dire la répartition juste de ce pouvoir entre les représentants de tous les

partis politiques. Il laissa partir ceux qui protestaient contre la direction que prenait ce gouvernement ; il les remplaça par des personnages sans valeur, qui d'ailleurs ne durèrent pas longtemps, et cela ne l'empêcha pas d'établir un régime purement socialiste de Soviets (de conseils) d'ouvriers et de soldats, complété dans la suite par l'admission des paysans. Alors, au lieu de se tenir au seul but de la révolution, au renversement du régime tsariste, sans préconiser le régime, qui pouvait être admis par la Constituante, il déclara la guerre à la bourgeoisie, proclama la terre libre comme l'air et l'eau et appartenant à tout le monde ; il fomenta les désordres agraires ; d'autre part, il abolit la discipline dans l'armée, provoqua la fraternisation des troupes russes avec les troupes allemandes et prépara ainsi le terrain pour le triomphe du bolchévisme, qu'il avait empêché d'exterminer par ceux des citoyens clairvoyants qui auraient pu le faire facilement à cette époque, sans compter que lui-même pouvait effectuer cette suppression préventive par de simples mesures d'ordre, qu'il n'eut ni l'esprit, ni le courage, ni même le désir de prendre. De quel droit avait-il procédé à toutes ces réformes ?

En proie à son orgueil, avec une faiblesse de volonté qui ne concordait point avec la fermeté de ses discours sonores, croyant que son pouvoir ne tenait que par sa popularité, Kerensky fut le jouet des partis avancés. Tandis que le Gouvernement provisoire se réunissait dans la journée, les Soviets siégeaient au palais de Tauride pendant la nuit : Kerensky, croyant bien faire, après avoir présidé aux séances du gouvernement, arrivait aux réunions des Soviets, la nuit, pour leur faire le rapport sur les décisions prises le matin; et si les débats des Soviets se trouvaient opposés à ces décisions, on pouvait être certain qu'elles ne seraient pas mises à exécution.

Et la Douma? La Douma, qui eut l'initiative de tout le mouvement révolutionnaire, mais qui n'était pas de nuance franchement socialiste, ne se rattacha au Gouvernement provisoire qu'autant que quelques-uns de ses membres modérés y prissent part; mais elle ne siégeait plus et son existence était de plus en plus effacée. Et quand, avec la démission des ministres modérés, la dernière attache disparut, la Douma fut dissoute et remplacée par les Soviets. Ainsi le Gou-

vernement provisoire fit disparaître la seule organisation se composant de représentants élus du peuple, dans laquelle reposait toute la confiance de celui-ci pour faire la révolution.

Resté à la tête d'un gouvernement socialiste, Kerensky n'eut pas plus de programme politique à réaliser qu'au début de la formation du Gouvernement provisoire. Socialiste par ses idées personnelles, mais ne possédant pas la volonté et la fermeté sans lesquelles on ne devient pas un grand homme d'État, il appliqua avec hésitation les doctrines avancées, poussé par les Soviets, en les exécutant sous leurs menaces; cela se faisait contre l'esprit de quelques membres modérés des autres partis qu'il se trouvait, en principe, obligé d'adjoindre au gouvernement, ne fût-ce que pour observer la forme, et qu'il laissait partir au premier malentendu. Il trouva toujours le moyen de les remplacer immédiatement par d'autres.

Il faut admettre que ces éléments des partis politiques modérés n'ont pas été à la hauteur de leur tâche. N'ayant pu former une résistance assez efficace contre la majorité des membres socialistes, ils n'ont pas su davantage former

entre eux un bloc assez puissant pour résister aux réformes nuisibles ci-dessus énoncées, pour lesquelles le Gouvernement provisoire n'était nullement appelé et n'avait aucun droit.

Pas plus dans l'armée que dans les milieux politiques, il ne s'est trouvé de gens énergiques et courageux qui se fussent soulevés contre l'abolition de la peine de mort et de la discipline dans l'armée, premier coup de massue qui ébranla l'armée russe, couverte de tant de gloire pendant les premières années de la Grande Guerre.

Qu'arriva-t-il, quand ce décret néfaste parut? M. Goutchkoff, ministre de la Guerre, donna sa démission et disparut. Quant aux généraux, officiers, commandants en chef même, ils se soumirent à cet ordre et docilement enlevèrent leurs épaulettes, qu'ils considéraient jusqu'alors comme un insigne sacré de l'honneur. Comment expliquer cette métamorphose subite, stupéfiante? Est-ce parce que les militaires russes ne se sentaient plus commandés par un empereur? Ou bien, ont-ils cru que leur devoir était de se sacrifier en se résignant à cette peine douloureuse, pour ne pas, dès le début, se révolter contre le nouveau

gouvernement, dont l'étendue du pouvoir ne leur paraissait pas assez claire?

Pourquoi Goutchkoff, ministre de la Guerre, homme politique de grande autorité, n'a-t-il pas protesté publiquement et de la façon la plus véhémente contre cette mesure désastreuse, quitte à en subir les conséquences?

Au lieu de s'effacer à ce moment historique de l'évolution de la Russie, il aurait dû se transformer en héros pour sauver la patrie.

Au *grand congrès de Moscou*, en août 1917, où furent convoqués tous les députés des trois périodes législatives des anciennes Doumas, ainsi que tous les présidents des sociétés et des organisations économiques et reconnues d'utilité publique de toute la Russie, le général Korniloff fut l'objet d'une démonstration outrageante de la part des Soviets, qui y assistaient au complet au nombre de 500 personnes environ, en occupant les premières places.

Au moment de l'apparition du général Korniloff à la tribune, quand l'assistance nombreuse se leva et lui fit une ovation enthousiaste, en saluant en lui l'armée russe, les membres des Soviets restèrent tous assis à titre de protestation et ne

bougèrent pas malgré le grand scandale qui s'ensuivit et les cris prolongés de « vendus ! » et de « traîtres ! » qui leur furent lancés de tous les côtés.

Kerensky, qui présidait, ne broncha pas. Il n'a pas même trouvé nécessaire de protester de la part du gouvernement contre cette manifestation honteuse, cet outrage à l'armée en présence des ambassadeurs des puissances alliées, qui assistèrent à cet affront. D'ailleurs, où était le gouvernement? Cet incident n'avait-il pas déjà prouvé que Kerensky et les ministres qui l'entouraient n'étaient plus que des jouets entre les mains des Soviets, auxquels ils se soumettaient docilement? L'avenir l'a confirmé amplement.

Le général Korniloff, resté impassible pendant cette séance scandaleuse, fit courageusement son rapport en faisant remarquer la situation de relâchement et de corruption dans laquelle se trouvait l'armée, grâce à l'abolition de la discipline et de la peine de mort. Il exigea en termes énergiques le rétablissement du régime de sévérité, en menaçant, dans le cas contraire, de donner sa démission.

La popularité du général Korniloff était très

grande et le gouvernement fut obligé d'accéder à sa demande : mais jamais cette décision ne fut mise à exécution.

C'était précisément au moment où les Allemands étaient en train de semer la corruption dans l'armée russe. Korniloff fit tous ses efforts pour démontrer au Gouvernement provisoire aveugle, que cette corruption n'était qu'une machination de l'Allemagne, qu'il fallait à tout prix l'enrayer. Ses efforts restèrent sans résultat. Alors, négligeant ses blessures, il alla sur le front, et, voyant qu'il n'y avait déjà plus moyen de faire marcher les troupes, il forma une armée se composant *uniquement d'officiers*, se mit à la tête de cette armée improvisée, s'élança sur le front autrichien, y fit une large brèche, passa en Galicie et pénétra jusqu'aux abords mêmes de Lwoff, qui, d'après les journaux, devait infailliblement tomber entre ses mains quelques jours après. Mais il n'en fut rien : le général Korniloff pensait que si l'armée voyait cet acte d'héroïsme des officiers, elle serait elle-même entraînée à le suivre. Malheureusement, il n'avait pas assez escompté l'effet de la corruption, qui, déjà à ce moment, avait fait son chemin ; il n'avait pas escompté non plus le fait,

que les émissaires allemands se trouvaient déjà dans l'armée même et qu'ils surveillaient le résultat de leur triste tâche : ils tournèrent en dérision cet acte sublime des héros, en disant : « Comment ! les officiers ont l'audace de croire qu'ils peuvent faire la guerre sans nous? Allons donc! Voyons s'ils iront loin tout seuls ! » Il y avait déjà à ce moment les comités des régiments, composés de soldats corrompus, et ces comités avaient décidé que les troupes ne bougeraient pas. Les soldats regardaient comment les officiers se faisaient tuer et n'allaient pas à leur secours. La campagne échoua : c'était en juin 1917. Le général Korniloff fit un long rapport au Gouvernement provisoire au sujet de cet état alarmant de l'armée.

Ainsi, le Gouvernement provisoire de Kerensky s'est attribué un pouvoir dont il ne fut nullement investi par le peuple et a osé appliquer à l'armée une doctrine socialiste, sans exemple dans la pratique, qui a été toujours et partout considérée comme inadmissible. Ne savait-il pas que les armées socialistes, voire les bandes des insurgés, ont toujours observé une discipline rigoureuse?

Pouvait-il ignorer le régime draconien auquel

fut soumise l'armée des sans-culottes de la grande Révolution et qui fut le berceau de l'armée glorieuse de Napoléon?

On sait, en effet, combien la discipline est sévèrement observée même parmi les membres du parti socialiste : c'est grâce uniquement à cette discipline rigoureuse que le parti socialiste arrive souvent à obtenir des résultats absolument inattendus et contraires à la volonté de la majorité de l'opposition. Comment, alors, le gouvernement de Kerensky, appartenant au parti socialiste, aurait-il pu appliquer à l'armée un principe absolument contraire au sien, si ce n'était pas pour corrompre l'armée et la rendre incapable de continuer la guerre?

Cette supposition, qui frise la trahison, pèsera toujours sur Kerensky et il ne suffira pas de l'expliquer par une faiblesse de caractère pour l'en disculper.

La corruption de l'armée, qui fut la suite immédiate et inévitable de l'abolition de la discipline et de la peine de mort, ne pouvait, par conséquent, passer inaperçue pendant la période du pouvoir Kerensky : les discours sans fin au nom de la liberté de la parole, de tous ceux qui

voulaient haranguer les soldats et les foules, produisaient sur la mentalité des gens un effet désastreux.

Jamais le mal que peut produire un discours violent, prononcé devant un public ignorant, n'a été mis en évidence avec un tel éclat que pendant les premiers mois de la révolution en Russie. Partout des discours sans fin, dans les réunions et les Conseils du Gouvernement provisoire, dans les théâtres, dans les palais, dans les écoles, dans les jardins publics, à tous les coins de rue. Cela ne paraissait pas suffisant; des congrès monstres, — tels qne celui de Moscou en août 1917, — furent organisés pour écouter l'opinion des délégués du peuple, venus de tous les confins de la Russie. Ces élus s'acquittèrent consciencieusement de leur tâche; ils parlèrent beaucoup, ils parlèrent bien : grands succès des orateurs! Tonnerre d'applaudissements! l'orateur triomphant regagne sa place, après avoir exécuté son « numéro », tout comme un artiste dans un café-concert.

La foule, quand on s'adresse à elle, se trouve dans un état passif; elle ne raisonne pas, elle écoute : elle admire le talent d'un artiste ou l'éloquence d'un orateur; elle s'enflamme et applau-

dit, ou, si l'histrion lui déplaît, elle se fâche et le siffle; d'après son humeur, elle le porte en triomphe, ou bien le chasse sous les coups. Pour posséder la foule l'orateur adroit éveille sa convoitise ou sa bonne humeur en endormant sa raison; la parole chaleureuse produit les mêmes effets que le vin généreux : elle grise la foule et la transforme en instrument docile, qui, à la volonté du charmeur, peut être poussée aussi facilement au bien ou au mal, au sacrifice de sa vie ou au massacre des innocents, au dévouement sublime ou au crime le plus odieux.

Dans les meetings, réunissant des foules énormes, les meneurs de chaque parti politique et entre autres Lénine, Trotsky, et les autres chefs bolchévistes prêchaient au peuple ignorant réveillé de sa torpeur séculaire, sa manière particulière de comprendre le bonheur du genre humain et l'organisation sociale. Quant au Gouvernement provisoire, il tenait avant tout à garder coûte que coûte le pouvoir et, n'osant pas déclarer d'une façon franche et nette son programme politique, il laissait propager librement les idées les plus séditieuses, poussées jusqu'au communisme et l'anarchie complète.

Ce n'était pas là une éducation politique du peuple russe, c'était sa corruption. Les foules écoutaient avec avidité les orateurs brillants, parlant de choses inconnues, stupéfiantes et fantastiques, dont on n'avait jamais eu l'idée : il ne fallait plus reconnaître ni Dieu, ni maître; la religion n'était qu'une moquerie; la famille n'avait plus de raison d'être, puisque les enfants devaient être élevés par l'État; la propriété n'était qu'un vol, le pouvoir appartenait au peuple (c'est-à-dire aux ouvriers et aux paysans), qui seuls avaient le droit de se gouverner, sans reconnaître d'autres chefs.

Comme résultat, ce ne fut qu'une confusion complète des esprits déjà montés par l'idée de la grande réforme sociale, qui était en train de s'accomplir : ce fut l'abus de la parole, à l'instar de l'abus de l'alcool; ce fut l'enivrement des foules par des discours séditieux.

La bête humaine, comme d'ailleurs tous les animaux, comprend la vie comme une jouissance et tâche d'en profiter le plus possible et par tous les moyens dont elle dispose.

C'est pour cette raison qu'on ne peut faire accepter aux peuples des idées nouvelles, qu'en

les séduisant par de belles promesses, et c'est pour cela que Wilson leur promet la paix du monde, et Lénine les usines aux ouvriers et la terre aux paysans.

Si ces belles promesses n'étaient pas accomplies, les idées de ces apôtres prêchant le bonheur de l'humanité risquaient d'être de nul effet. Malheureusement ces promesses ne causèrent qu'une amère déception : le peuple attendit les bienfaits des réformes promises en vain ; le gouvernement de Kerensky, tout en paraissant approuver et confirmer ces promesses que, d'ailleurs, il n'était pas appelé à faire, hésitait à les appliquer.

Les brillants orateurs, qui avaient emballé les foules, disparaissaient au moment où il fallait se mettre à l'œuvre, ou bien, arrivés au pouvoir, faisaient preuve d'une incapacité navrante, d'absolue imprévoyance et de manque de courage : à la mort héroïque pour les idées qu'ils avaient prêchées, ils préféraient la fuite devant le moindre obstacle, en laissant les choses s'arranger toutes seules.

La révolution ne peut être forte que par de grandes idées et des sentiments élevés. Mais quand

ces idées et ces sentiments ne servent que comme des moyens pour influencer les masses et les hypnotiser, on arrive à leur faire commettre, par aveuglement, les choses les plus contraires aux belles idées et aux sentiments élevés, les crimes les plus atroces.

La Russie a connu ce grand malheur, qui l'a conduite au déshonneur et à la ruine.

Au nom de la liberté de la parole, Kerensky a laissé prêcher le bolchévisme dont les meneurs furent introduits en Russie par les soins de l'Allemagne et dans des conditions telles, qu'à leur descente du train, ils auraient dû être fusillés séance tenante.

Les chefs bolchévistes, Lénine et Trotsky, formèrent rapidement un groupe d'acolytes militants et commencèrent leur propagande désastreuse, aussi bien dans l'armée, que partout ailleurs, non seulement sans en être empêchés par le Gouvernement provisoire, mais, on dirait même, avec son assentiment, car il les laissait faire, malgré les protestations de la presse et les grands cris des patriotes.

Les bolchéviks, ne se voyant pas entravés, ne se contentèrent pas de faire une propagande

énergique. Des paroles, ils passèrent aux actes : avec cette audace brutale qui les caractérise, ils s'installèrent de force dans le magnifique palais de la célèbre ballerine Kschessinsky, ancienne maîtresse de Nicolas II. Toutes les sommations d'en sortir, faites par les huissiers et la police, restèrent sans effet; les bolchéviks se barricadèrent solidement et ne répondirent que par des injures et des insultes, en continuant à conspirer au milieu du confort et du luxe. C'est là que le complot du renversement du Gouvernement provisoire fut ourdi : Kerensky, qui n'admettait pas qu'il pouvait courir un danger de ce côté, n'avait consenti à faire évacuer les bolchéviks de ce palais par la force armée, que trop tard et après de longues réflexions : ils quittèrent le palais, après l'avoir complètement mis à sac et en se sentant déjà assez forts pour continuer leur triste besogne partout ailleurs.

Comment expliquer ces hésitations de Kerensky, si ce n'est pas, comme toujours, parce qu'il n'osait pas agir sans l'assentiment des Soviets, parmi les membres desquels se trouvaient déjà bon nombre de bolchéviks ?

La suite du règne de Kerensky prouva com-

bien il s'était laissé aller inconsciemment, aveuglément, ou peut-être par crainte de perdre le pouvoir sous la domination bolchéviste, jusqu'à se transformer, en fin de compte, en instrument docile du Soviet des soldats et des ouvriers, qui déjà, à cette époque, comptait parmi ses membres une majorité écrasante de bolchéviks.

Chaque fois que le Gouvernement provisoire prenait une décision qui ne plaisait pas au Soviet, Kerensky y était convié pour donner des explications, il en sortait disculpé, mais la décision restait inexécutée. A plusieurs reprises, il arriva que le gouvernement décida l'arrestation de personnages politiques sous l'inculpation de haute trahison, ou même de simples délits de droit commun, mais, sur l'ordre du Soviet, Kerensky les remettait en liberté, agissant en son pouvoir personnel.

L'histoire du ministre de l'Agriculture Tchernoff mérite d'être citée. Émigrant politique russe rentré en Russie après la révolution, il prit immédiatement part à la propagande agraire et, nommé ministre, il fut l'auteur de décrets légalisant le vol et le pillage des grandes propriétés. La presse signala, à son sujet, qu'avant de rentrer

en Russie, il était au service de l'Allemagne et à sa solde, en composant des brochures séditieuses pour les répandre parmi les prisonniers russes dans les camps de concentration.

Il fut même, à la suite de cela, décidé d'établir une Commision d'arbitrage qui vérifierait et jugerait ces faits ; mais au moment où la Commission allait être constituée, Kerensky, pour mettre fin à cet incident, déclara qu'il allait lui-même créer une Commission avec laquelle il vérifierait ces faits. Avec deux autres personnages et en séance secrète, il décida que Tchernoff n'était pas coupable de ce qu'on lui incriminait et qu'il devait être considéré comme réhabilité : ce fut le jugement de Salomon, mais avec cette différence, que Salomon n'en a pas fait un secret et l'avait rendu publiquement.

Marchant dans cette voie de concessions en concessions, vacillant entre les décisions du Gouvernement provisoire, l'opinion publique et les ordres du Soviet, Kerensky, au lieu d'affermir son prestige et son autorité, — ce qui aurait répondu à son ambition et à son désir de se faire passer pour un homme possédant les pleins pouvoirs de la nation, — perdit la confiance de tout le monde

et commença, sans s'en apercevoir lui-même, à flotter à la dérive.

Les bolchéviks prenaient de plus en plus pied dans le Soviet et par conséquent tenaient Kerensky de plus en plus sur la sellette, en le rendant responsable de toutes les mesures que prenait le Gouvernement provisoire.

Le moment arriva où les bolchéviks se sentirent assez forts pour tenter un coup d'État.

Le 3-16 juillet, très tard dans la soirée, des milliers d'ouvriers, sur un mot d'ordre des chefs bolchévistes, sortirent des grandes usines et se répandirent dans les rues de Pétrograd, chantant la *Marseillaise* et la *Carmagnole* russe, portant des placards invitant la population à se soulever contre les bourgeois et le capital et à mettre à bas le gouvernement. Pendant toute la nuit et les jours suivants, il y eut des coups de fusils et de mitrailleuses, des bagarres et des combats sanglants entre les ouvriers et les troupes ; en fin de compte les foules furent dispersées et l'ordre rétabli. Mais il y eut des deux côtés beaucoup de morts et de blessés. Lénine, Trotsky et leurs acolytes disparurent : on les disait en fuite à l'étranger, mais il n'en fut rien ; ils conti-

nuaient à vivre tranquillement à Pétrograd, dans un lieu discret, qui, d'ailleurs, était connu de beaucoup de gens et que Kerensky devait certainement connaître également : on feignait de ne pas le savoir. Un grand nombre de magasins furent pillés, mais de responsables il n'y en eut pas, pour la bonne raison que l'on ne se donna pas la peine de les rechercher : tel fut probablement l'ordre du Soviet.

Le calme relatif rétabli, Kerensky ne vit point dans cet événement un avertissement du grand danger que présentaient les bolchéviks, qui, en si peu de temps, avaient réussi à dominer les ouvriers et à en former des bandes disciplinées, qui, sur leur ordre, marchaient docilement contre le gouvernement. Kerensky n'y vit qu'une chose, c'est qu'il devait être encore plus sur ses gardes, pour ne pas contrarier le Soviet.

En effet, on aurait dit que depuis ce temps il avait perdu toute confiance en lui-même : ses discours autoritaires, ses promesses de sévir, sa manière hautaine de menacer de son plein pouvoir pour contraindre à l'obéissance, ses poses à la Napoléon, cette pompe dont il s'entourait, tout cela ne ressemble-t-il pas à l'attitude de l'enfant

poltron qui, ayant peur dans une chambre noire, parle fort et fait du bruit pour se donner du courage?

La seule chose qu'il aurait dû faire sans hésiter, était de se débarrasser du bolchévisme en lui livrant un combat à outrance. Il ne l'a pas fait, il n'a pas osé le faire; qu'importe que cette hésitation l'ait perdu lui-même? L'important, c'est qu'au lieu de conduire la grande Russie à la Constituante, il l'a conduite à sa perte.

On comprendrait encore que des adeptes fervents de la religion de Léon Tolstoï, qui préféraient la déportation au service militaire obligatoire, se laissassent massacrer sans résistance au moment de l'invasion des Allemands, à l'instar de bien d'autres fanatiques qui voyaient leur triomphe et leur gloire dans le martyre.

Mais comment peut-on expliquer la conduite de Kerensky, qui tenait au pouvoir avec une telle ambition et qui s'est laissé prendre au piège par les bolchéviks, auxquels il a échappé, en fuyant au dernier moment, en abandonnant ses collègues du gouvernement et en oubliant son devoir envers la Russie?

Si tout cela est arrivé par suite de manque

de prévoyance, cette impéritie est impardonnable pour un homme d'État, ayant assumé une tâche de cette importance.

Si, au contraire, sa conduite fut dictée par les principes du socialisme et de l'Internationale, il y a une grande leçon à en tirer : car, en effet, quels sont donc ces apôtres prêchant le bonheur suprême de l'humanité, — le socialisme et l'Internationale, — du moment que leur conduite se borne à des intrigues et à des luttes pour le pouvoir avec des infamies et des atrocités, qui dépassent, non seulement tout ce que l'on voit sous le régime bourgeois, mais tout ce que l'histoire a connu jusqu'à présent?

On est donc en droit de constater, non sans tristesse, que la ruse et la force, sous le régime socialiste, priment le droit davantage encore que sous les régimes les plus autocrates.

Le coup que les bolchéviks avaient tenté en juillet, n'ayant pas servi d'avertissement à Kerensky, par contre leur fut très utile, et leur démontra qu'ils ne pouvaient compter sur un succès quelconque sans l'armée.

Dès ce moment, les bolchéviks concentrèrent tous leurs efforts pour gagner l'armée, la con-

vertir à leurs idées et la convaincre que le Gouvernement provisoire faisait le malheur de la Russie; ils y réussirent avec une rapidité surprenante et en deux mois, malgré la vigilance du gouvernement, qui croyait tout voir, mais ne s'apercevait de rien, l'armée fut gagnée au bolchévisme.

L'histoire ne peut citer de faits glorieux de l'armée russe en 1917, à l'époque où elle eut pour commandant en chef Kerensky, pour la bonne raison que, sauf le raid des officiers ayant à leur tête le général Korniloff, cité plus haut, elle ne livra aucune bataille.

Dans quel but alors Kerensky a-t-il assumé ce poste important? Est-ce encore par ambition? — Ou bien a-t-il fait chômer cette armée de plusieurs millions de soldats pour se conformer aux principes de l'Internationale?

Toujours est-il qu'il a laissé passer toute la belle saison, toute l'année 1917, sans coup férir, en abandonnant les Alliés à leur propre sort et en les mettant dans une situation critique : ce fut une trahison.

Jamais l'histoire n'a vu un général en chef plus piteux!

Kerensky, d'ailleurs, n'avait même pas le temps de s'occuper de l'armée et de la guerre, tant il avait à faire en qualité de président du Gouvernement provisoire.

Il fallait à ce moment trouver n'importe quel moyen pour concilier les exigences du Soviet avec les décisions que prenait le gouvernement ; Kerensky eut une idée géniale : il forma un quasi-parlement pris dans les classes diverses de la société, appartenant aux groupes politiques différents, pour lui soumettre les affaires de l'État avant qu'elles fussent résolues par le gouvernement.

Cette organisation nouvelle ne fut qu'une autre arène pour des joutes oratoires inutiles, mais à peine eut-on le temps de la constituer, qu'elle disparut dans le bouleversement général d'octobre 1917, produit par le second assaut du bolchévisme.

Cet assaut était déjà prêt pour septembre, mais le secret fut dévoilé et Kerensky, prévenu à temps, s'empressa de téléphoner à l'État-major de l'armée l'ordre confidentiel, pour le général Korniloff, d'arriver en hâte avec ses troupes fidèles pour sauver le gouvernement et la situation.

Le général Korniloff, entouré de quelques régi-

ments fidèles, qui l'adoraient, arriva comme un coup de foudre, aux environs de Pétrograd : il n'avait plus qu'un pas à faire, et le bolchévisme aurait vécu.

Mais les bolchéviks de l'école allemande étaient plus fins que le Gouvernement provisoire et cette fois encore ils le dupèrent : Kerensky fut convié pour s'expliquer au Soviet et, après des scènes mouvementées et des disputes violentes, il fut convaincu que les bruits qui couraient au sujet de la révolte bolchéviste, au fond toute préparée, étaient absolument faux. Le Gouvernement provisoire s'y laissa prendre, et au moment même où les troupes du général Korniloff devaient entrer à Pétrograd, ordre leur fut donné de se retirer.

Mais le général Korniloff n'était pas un fantoche : il voulut tirer au clair les négociations du Gouvernement provisoire avec les bolchéviks, et quand Kerensky se vit acculé, il n'eut qu'un seul moyen pour sortir de cette impasse, ce fut de faire arrêter le général Korniloff, en l'accusant de haute trahison et de tentative de renverser le gouvernement, en amenant dans ce but ses troupes à Pétrograd : cette perfidie fit le jeu des bolchéviks.

La vérité cependant ne tarda pas à éclater : à

peine se passa-t-il quelques semaines après l'arrestation du général Korniloff, que les bolchéviks firent leur coup d'État et s'emparèrent du pouvoir. Tous les membres du gouvernement furent arrêtés, excepté Kerensky, qui eut la prudence de se sauver.

En réalité, le Gouvernement provisoire n'avait pas même opposé à l'assaut bolchéviste une résistanee quelconque, car tous les régiments de Pétrograd étaient passés du côté des bolchéviks. Il y eut cependant un régiment qui resta fidèle au Gouvernement provisoire : ce fut celui qui se composait de femmes ; ce régiment défendit jusqu'au dernier moment le palais d'Hiver, où se trouvaient réunis en séance tous les membres du Gouvernement provisoire.

Les marins s'étaient montrés les plus énergiques acolytes du bolchévisme : ils remontèrent la Néva sur le croiseur *Aurore* dont ils braquèrent les canons sur le palais d'Hiver, en sommant les membres du Gouvernement provisoire de se rendre.

Les membres du gouvernement hésitaient encore : ils attendaient le retour de Kerensky, qui s'était absenté pour un moment, afin de téléphoner à l'État-major de l'armée l'ordre d'envoyer rapi-

dement des troupes de secours. Mais Korniloff était sous les verrous, et Kerensky, voyant qu'il n'y avait rien à espérer de ce côté, se sauva en costume de chauffeur et rejoignit l'armée.

Après quelques heures d'angoisse et que plusieurs obus traversèrent le palais de haut en bas, les membres du Gouvernement provisoire furent obligés de se rendre : tous ils furent conduits sous bonne escorte à la forteresse Pierre et Paul, où, dans des conditions atroces, ils se morfondirent pendant de longs mois.

Quant à Kerensky, après s'être convaincu que l'armée ne marcherait pas avec lui, il franchit habilement la frontière et arriva sain et sauf à l'étranger.

La lutte avec quelques détachements de régiments et de jeunes gens, élèves du corps des Cadets, qui ne voulaient pas reconnaître le pouvoir bolchéviste, continua encore pendant quelques jours. Elle ne servit à rien : le bolchévisme était vainqueur sur toute la ligne, et l'on fut forcé de reconnaître cette affreuse vérité.

Ainsi disparut le Gouvernement provisoire, ayant à la tête Kerensky, sur qui on avait fondé tant d'espoir. Le peuple russe, auquel on avait

fait comprendre que c'est à lui qu'appartenait la souveraineté n'eut aucun respect pour le pouvoir de Kerensky. Ayant appris, pour la première fois, qu'il dépendait uniquement de lui de reconnaître ou de ne pas reconnaître le pouvoir, qu'on exerçait en son nom, il ne fut pas long à trouver qu'il était entre des mains indignes.

Ce pouvoir ne paraissait fort et puissant qu'à Kerensky et à ses collègues, qui le détenaient, mais au fond n'était qu'illusoire : ils croyaient donner des ordres, auxquels on obéissait, tandis qu'on ne s'y soumettait en réalité qu'autant que cela convenait à telle partie de la population. Ils ne se doutaient pas du mépris et des moqueries qu'ils suscitaient dans le peuple.

C'est bien pour cette raison, que le gouvernement de Kerensky ne dura pas. D'ailleurs, cela se passait de la même manière, pendant la Révolution française, où les gouvernements ne duraient pas longtemps et avaient une fin tragique, après avoir déçu l'espoir du peuple par leurs promesses.

Quant au gouvernement de Kerensky, ce n'était pas même un gouvernement du peuple, mais, comme il l'a été dit, un gouvernement de fortune, qui s'était improvisé lui-même.

Bien plus : il ne provenait même pas de la révolution, puisque l'abdication de Nicolas II ne fut qu'un coup d'État facile et heureux, accepté par le peuple russe avec joie, sans troubles notoires.

C'est Kerensky qui jeta dans le peuple l'étincelle de la révolution, en lui imposant le régime socialiste, qu'il n'avait jamais connu, ni, par conséquent, exigé : Kerensky prépara ainsi le bolchévisme.

C'est donc la révolution par en haut, la dictature d'une oligarchie qui sévit en Russie, et non pas la révolution du peuple russe : celui-ci s'est contenté du renversement du tsarisme, il n'aurait pas songé à l'abolition de la propriété, de la religion et de toutes ses traditions, si des aventuriers complaisants n'avaient profité du terrain préparé et de la porte ouverte par le gouvernement de Kerensky pour essayer d'établir en Russie par la terreur le régime de la Commune, point culminant du socialisme.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

QU'EST-CE QUE LE BOLCHÉVISME? D'OU VIENT-IL? L'ŒUVRE DE L'ALLEMAGNE

Qu'est-ce que le bolchévisme, qui ravage la Russie depuis deux années et qui menace de se répandre dans toute l'Europe?

Est-ce une maladie sociale, une de ces aberrations mentales, poussée au fanatisme, dont l'humanité a subi à plusieurs reprises les pires atrocités allant jusqu'à des accès de folie?

L'histoire nous présente des exemples frappants de ces apôtres illuminés, prêchant au nom d'une religion nouvelle le bien et la vérité et pro-

mettant à l'humanité le salut et le bonheur, ce qui d'ailleurs ne les empêchait guère d'exécuter impitoyablement en masse tous ceux qui osaient s'opposer ou seulement résister à leurs idées.

Mais, tandis que les prophètes, prêchant au nom de Dieu, promettaient aux hommes le bonheur éternel après leur mort, les bolchéviks, — plus terre à terre, — promettent à l'humanité le bonheur complet immédiat, par la transformation radicale, à l'aide de moyens infaillibles, de l'état social actuel, qui seul est cause des souffrances du genre humain, livré à l'exploitation d'un petit groupe de gens vicieux et criminels.

Ce n'est donc point une religion divine, ni la parole de Dieu, que les apôtres du bolchévisme apportent à l'humanité, — c'est une simple combinaison politique : les promesses sont séduisantes, le bonheur, — si près, les moyens, — si faciles et le moment de perturbation sociale, — si favorable ! Alors les foules, accourues en masse, s'emballent et acceptent la réalisation immédiate du bonheur du peuple, — la délivrance du prolétariat.

Les théories socialistes de toutes nuances, invitant à changer la face du monde pour le bonheur

de l'humanité, sont toutes connues, étudiées et discutées. Celles qui ont été mises en pratique ont piteusement échoué. Quelle est donc cette nouvelle révélation sociale, apparue sous le nom de « bolchévisme », qui a rayé la Russie du nombre des grandes puissances et qui tient sur le qui-vive toute l'Europe?

La doctrine bolchéviste ne révélait au monde rien de nouveau. Simplement des gens hardis se sont servis des principes socialistes ou communistes, les appliquant juste autant que cela pouvait servir à leurs intérêts personnels. La doctrine socialiste, comme telle, n'a été publiée nulle part. On criait : Mort aux bourgeois! A bas le capitalisme ! Les usines aux ouvriers ! La terre aux paysans ! Le pouvoir aux travailleurs ! Mais ces exclamations, plutôt ronflantes et séditieuses que concrètes, n'avaient jamais pris corps dans un code systématique et, ce qui est plus grave, n'avaient jamais pu être appliquées par le bolchévisme en Russie, malgré les moyens les plus cruels que ses chefs n'ont pas hésité à employer dans ce but.

La réalité, malheureusement, a démontré que toutes les belles promesses qui avaient, au début

séduit les foules, doivent être oubliées, car les bolchéviks n'en tiennent aucun compte. Le bonheur appartient avant tout à ceux qui sont au pouvoir. Le peuple attendra.

Le bolchévisme, en effet, n'a rien de commun avec le socialisme ou le communisme, malgré que les bolchéviks aient baptisé ce régime du nom de « Commune des Travailleurs », il devrait porter le nom « d'Oligarchie despotique », car le pouvoir se trouve entre les mains d'une bande d'aventuriers, qui avaient tablé sur les plus vils instincts des foules, pour gagner la popularité. Ce groupe de personnages audacieux s'appuie sur une force armée, largement payée et, une fois au pouvoir, ces sans-patrie gouvernent par la violence et la terreur ; ils tiennent avant tout à garder le pouvoir à tout prix et sacrifiéraient volontiers les trois quarts du vaste territoire de la Russie aux Allemands, ou aux Anglais, ou bien aux Japonais, à tous ceux enfin qui pourraient le menacer.

Apparue au début, comme des apôtres illuminés prêchant le bien et le bonheur de l'humanité, cette bande d'aventuriers audacieux a réussi à s'emparer des armes et du pouvoir, en profitant

du désarroi de la révolution et en usant de ruses et de promesses séduisantes, pour gagner les foules à sa cause.

Mais bientôt les bolchéviks furent démasqués : le peuple russe vit clair et comprit qu'il fut outrageusement trahi ; la haine et la vengeance recommencèrent à couver dans tous les milieux, et partout en Russie la population désarmée, épuisée par la guere et la faim, se soulève pour arriver à secouer le joug abhorré de ces intrus et chasser ces tyrans.

Au fond, le nombre des fervents sincères du bolchévisme est très petit, et l'on se demande à quel degré il faudrait être imbu de fanatisme pour rester fidèle à ces idées utopiques, après une épreuve de deux ans, qui a mis à feu et à sang toute la Russie après l'avoir réduite à la ruine et à la famine, — après les hécatombes de victimes, — après enfin avoir acquis la preuve évidente de l'échec, auquel les efforts criminels de ses chefs ont amené le grand peuple russe ?

Il y avait, certainement, au début de la campagne des meneurs du bolchévisme un nombre important de gens simples, qu'ils avaient conquis à leur cause, mais qui aujourd'hui regrettent de

s'être laissé prendre dans le guet-apens de ces imposteurs ; mais ces gens naïfs, devenus complices de crimes innombrables, furent fatalement réduits à la nécessité de rester dans les rangs des bolchéviks, la voie du retour étant coupée et une vengeance terrible les attendant de l'autre côté.

Ce fut le despotisme à outrance, le despotisme odieux, qui ne se maintenait que par la guerre civile, par l'excitation de la haine entre les classes, par l'encouragement de tous les plus vils instincts de la bête humaine, par le désarroi complet, qui rendait impossible les réunions des gens raisonnables, par l'extermination impitoyable de toute tentative de révolte ou de résistance, par les désastres et la ruine du pays, par les maladies, la famine et la table rase de toute une partie du monde ; ces malfaiteurs immondes s'efforcent à dominer un peuple de près de 200 millions d'individus.

Il est particulièrement intéressant, dans l'histoire du bolchévisme en Russie, d'étudier par quels moyens un groupe d'aventuriers, si peu nombreux, avait pu réussir à s'emparer du pouvoir pour dominer un si grand peuple, en le tyrannisant pendant une aussi longue période.

D'où vient le bolchévisme ? On dit quelquefois que c'est un produit russe, formé dans ses milieux révolutionnaires.

C'est une grosse erreur. Le bolchévisme est un produit allemand, importé en Russie par l'Allemagne, qui s'en est servie comme d'un poison, pour contaminer la population russe et pour détruire de cette façon ignoble ce grand pays, dont elle n'a pu avoir raison par les armes.

Les bolchéviks se sont introduits en Russie par la ruse, tout comme les anciens Grecs se sont introduits à Troie, cachés dans un cheval de bois ; les wagons plombés qui leur ont servi pour la même cause, ne sont qu'un détail qui marque les progrès de notre civilisation. Mais ce progrès ne se borne pas uniquement à cela : tandis que les vaillants Grecs regardaient leur cheval comme un stratagème à effet réduit, l'introduction des bolchéviks en Russie fut tramée avec une perfidie et une cruauté qui révoltent la conscience humaine : on y trouve à côté du baiser fraternel de Judas, les caresses de l'irrésistible Dalila, qui séduit Samson, les prédications de faux apôtres, faisant entrevoir au peuple la félicité, tout ce que l'on peut imaginer enfin, pour

que les portes de la forteresse imprenable s'ouvrent à deux battants et laissent entrer, comme des bienfaiteurs, des bourreaux.

On se demande, avec raison, comment il se fait que les bolchéviks, — introduits en Russie en wagons plombés allemands, et, par conséquent, traîtres, — à leur arrivée, n'ont pas été saisis, jugés et exécutés ?

C'est là le crime du Gouvernement provisoire de Kerensky.

Avec une naïveté plutôt simulée que sincère, Kerensky a, non seulement laissé organiser une réception triomphale à la gare de Finlande à ces émissaires, parmi lesquels il comptait plusieurs amis, mais il leur a laissé le champ libre pour la propagande d'idées malsaines et la corruption de l'armée.

Kerensky s'est à plusieurs reprises opposé à la poursuite des bolchéviks, même dans les cas où ils commettaient des crimes de droit commun, et ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés qu'on a réussi à les déloger du magnifique palais de la célèbre danseuse Kschessinsky, ancienne maîtresse de Nicolas II, qu'ils avaient envahi dès leur arrivée et mis impunément à sac. Dans la suite,

Kerensky personnellement, usant d'un pouvoir qui ne lui appartenait guère, avait fait libérer de prison plusieurs bolchéviks, coupables d'actions dangereuses contre la société, uniquement parce qu'ils furent ses protégés.

Nous avons vu, d'autre part, comment les bolchéviks ont rendu Kerensky dupe de sa magnanimité criminelle, en le précipitant du haut de son piédestal de grand homme dans le comble du ridicule.

Reçus à bras ouverts, les bolchéviks prêchent l'amour du prochain, le désarmement, la paix éternelle, qui amènera l'humanité au sublime bonheur : plus de guerres, plus de tueries.

Les armes jetées, comme des instruments devenus inutiles, passent entre leurs mains : naturellement, ceux qui ne veulent pas les rendre de bonne volonté, sont désarmés par la force.

Devenus maîtres de la situation, les bolchéviks se démasquent et commencent leur vraie campagne de corruption du peuple. C'est aux pauvres, aux malheureux, aux souffrants et surtout aux ignorants et aux mécontents, qu'ils adressent leurs paroles de révolte et d'excitation à la destruction.

Il faut dire que le terrain pour la campagne bolchéviste était admirablement préparé.

En effet, jamais il n'y avait eu tant de mécontents parmi toutes les classes de la population de la Russie, qu'à l'époque de l'entrée en scène des bolchéviks.

La guerre, qui avait déjà duré près de trois ans, paraissait être menée avec trop de lenteur et le manque d'énergie était depuis son début l'objet de toutes sortes de critiques. Mais le jour où l'armée russe, au lieu d'avancer, fut obligée de reculer, à cause du manque de munitions, et d'abandonner les Karpathes, quand on entrevoyait déjà Budapest ou Vienne, en perdant ainsi tout les succès acquis par les victoires précédentes, le jour où l'on cria à la trahison du ministre de la Guerre, qui avait déclaré solennellement à la Douma, que le pays était bien préparé pour que cette guerre soit menée d'une façon heureuse, il y eut déjà un mouvement d'indignation et d'horreur, qui agita toute la Russie.

Mais que dire de l'impression que cette retraite malheureuse avait produite sur l'armée, obligée de revenir sur ses pas, n'ayant pour se défendre contre l'ennemi qui la poursuivait, que des baïon-

nettes ? Les croix des tombes qui garnissent cette route seules peuvent le faire comprendre.

Et cependant, là n'était pas encore la seule cause du mécontentement en Russie : il se passait dans le sein même du pays, déjà en danger, quelque chose de très grave, un mal, qui pouvait menacer l'avenir même du grand peuple.

Des bruits, d'abord vagues et ensuite de plus en plus précis couraient partout au sujet des scandales révoltants, qui se passaient à la cour, dans la famille même de l'empereur Nicolas II. Au fur et à mesure que ces bruits se confirmaient et prenaient corps, la confiance dans le gouvernement disparaissait, et Nicolas II lui-même devint l'objet du mépris général, particulièrement dans l'armée, où l'on composait à son égard des chansons outrageantes.

Nicolas II devait bien sentir à ce moment, ou du moins être prévenu, que son trône chancelait. C'est pourquoi il se décida d'une façon tout à fait inattendue à se mettre à la tête de l'armée et à prendre le haut commandement.

Ce fait stupéfia le pays. Quant à l'armée, ce fut pour elle le coup de foudre : le renvoi subit du grand-duc Nicolas, qui, en qualité de commandant

en chef, était adoré par les troupes, et son remplacement par Nicolas II, — objet de mépris et de risées, — n'étaient pas, certes, des moyens capables de remonter le courage et le patriotisme de l'armée.

Cela suffit pour faire comprendre avec quelle rapidité et quelle facilité surprenantes, le régime impérial fut renversé : il n'y eut pas le moindre dissentiment à ce sujet, car la population entière de ce pays immense était d'accord que ce régime le conduisait à l'abîme.

Arriva la Révolution de février 1917, — spontanément, subitement, presque au dépourvu : un régiment, sorti en ordre de la caserne, se dirige vers la Douma en arborant le drapeau rouge et en criant: « A bas le gouvernement! » — un autre fait comme le premier : la police, les chefs du gouvernement ne s'y attendaient pas et aucune résistance n'eut lieu, malgré les mesures rigoureuses, qui étaient préparées contre les grévistes, mais ceux-là ne bougèrent point.

La Douma reçut les délégués des régiments révoltés et fit arrêter sur-le-champ les chefs du pouvoir : tout resta calme, — c'était fini, — tout le monde fut à la joie.

C'est précisément cette spontanéité qui causa les résultats non seulement nuls, mais néfastes, de cette révolution : elle arriva, parce qu'elle était inévitable, forcée et poussée par les événements, mais rien n'était prêt pour organiser un nouveau pouvoir, aucun plan n'était préparé pour conduire le pays en danger et en état de guerre; tout se fit au petit bonheur : le Gouvernement provisoire fut composé de représentants de partis politiques divers, sans vouloir en léser aucun, et, comme la ligne de conduite n'avait pas été étudiée d'avance d'un commun accord, ce fut le gâchis complet. Ce fut un nouvel exemple de Byzance, où chacun prêchait ce qui lui plaisait, sans se préoccuper des autres chefs de l'État et de la marche générale à suivre, vers le salut du pays.

Les bolchéviks arrivèrent juste à temps pour remplacer ces gens indécis qui promettaient beaucoup, mais ne donnaient rien. Ils étaient d'une autre trempe et mirent immédiatement les choses au point.

Ils déclarèrent d'une façon nette que jamais le peuple russe n'arriverait au bonheur de posséder la terre et de devenir maître du travail, si, — une

fois pour toutes, — on ne se débarrassait pas des bourgeois, les seuls coupables des souffrances et de la misère des ouvriers et des paysans : il fallait à tout prix les exterminer immédiatement, car, autrement, le pouvoir resterait toujours entre leurs mains, et le peuple continuerait à languir éternellement dans les souffrances et la misère.

Il ne faut pas oublier que les bolchéviks s'étaient mis à l'œuvre au moment où la corruption de l'armée, qui eut lieu sous le règne du Gouvernement provisoire, était déjà à son comble. Ainsi, — si l'on peut dire que l'armée russe a trahi l'Entente, en abandonnant le front, — il faut en même temps reconnaître qu'elle a surtout trahi la Russie, sa Patrie, et tout le peuple russe, puisqu'au lieu de se battre avec les Allemands, elle a tourné ses armes contre ses propres chefs, ses frères, et contre toute l'organisation sociale de son pays.

Ce revirement inconscient et stupéfiant est arrivé à un moment critique de la guerre, menaçant d'une catastrophe sans exemple les Alliés et même le monde entier. La corruption de l'armée faisait, d'ailleurs, partie du plan machiavélique des Allemands, qui déjà à ce moment étaient à

bout de leurs forces et de leurs ressources; on se rappelle la fraternisation des armées ennemies, qu'ils ont organisée bien avant l'apparition des bolchéviks.

Ils ont voulu mettre la Russie hors de combat, pour concentrer leurs dernières forces sur le front français, mais heureusement ils n'ont pas réussi à empêcher les Alliés d'arriver à la glorieuse victoire finale, dont le triomphe est d'autant plus grand, qu'il a été rendu plus difficile.

La guerre de positions avec sa longue durée d'oisiveté dans les tranchées et à l'arrière a eu en Russie sur le moral des soldats un effet plus désastreux que partout ailleurs.

Naturellement, les intempéries, les rigueurs du froid, le bon ou mauvais équipement, le système des tranchées, tout cela rend la vie plus ou moins dure, et joue un grand rôle pour la résistance physique et morale du soldat. Quand on pense, combien il a été dur de supporter dans les tranchées le froid et surtout l'humidité; qu'il y eut des cas, où les soldats pataugeaient dans la boue et que l'eau leur montait jusqu'au ventre, on comprend que dans ces conditions la vie devenait insupportable; qu'après la lassitude, on

commença à éprouver l'impatience, le mécontentement et le dégoût et qu'en fin de compte cette vie devenait intolérable. La démoralisation graduelle de l'épuisement physique arrive fatalement tôt ou tard, surtout si une grande idée n'élève pas le moral des hommes au mépris des privations et des souffrances.

C'est certainement en Russie que l'armée fut soumise aux conditions les plus déplorables, et que la résistance du physique du soldat fut la plus éprouvée.

Les Allemands avaient bien escompté ces conditions, quand ils eurent l'idée d'entreprendre une campagne de débauche de l'armée russe; l'armée, trop nombreuse, ne prenait part aux combats que partiellement, tandis que la majeure partie de cette armée formidable chômait; de plus, les tranchées, les abris, garnissant les frontières de la Russie sur une longueur de milliers de kilomètres, étaient construits d'une manière défectueuse et le climat froid et humide, avec des gelées d'un hiver long et rigoureux, rendaient la vie oisive des soldats interminable et désespérante.

Mais elle tint bon, l'armée russe tant que le grand-duc Nicolas, son grand chef, resta à sa tête;

il avait le talent d'y maintenir une discipline de fer, tout en se faisant adorer par les soldats.

Les Allemands et les bolchéviks n'auraient pas été en état de débaucher cette armée, si Nicolas II, jaloux des succès du grand-duc, ne l'avait pas renvoyé au Caucase, où d'ailleurs il fit des prodiges malgré le petit nombre de troupes qu'on avait mis à sa disposition : ce fut le coup de la tsarine Alexandra.

La révolution qui éclata en Russie en février 1917 fit également le jeu de l'Allemagne, car le Gouvernement provisoire de Kerensky s'est préoccupé surtout de la nécessité de garder son prestige, en gagnant la population, et, au lieu de prendre les mesures indispensables pour relever le moral des troupes, il n'a trouvé rien de mieux à faire que d'annuler l'autorité des officiers et de relâcher complètement la discipline. Ainsi Kerensky contribua largement à la corruption de l'armée russe. En permettant aux Allemands de profiter du moyen de la « fraternisation », il prépara le terrain pour la réception des bolchéviks, émissaires allemands, qui eurent pour mission d'achever sa destruction et de mettre la Russie dans l'impossibilité de continuer la guerre.

Avouons tout de suite que le mot « trahison » retentissait alors partout, — je dirai, — surtout en Russie, — car tous les Russes, ayant la moindre instruction, la moindre notion de la situation politique et de l'alliance avec la France, — la moindre idée des causes de la guerre, — tous ceux qui avaient le moindre sentiment de l'honneur et du patriotisme, — tous étaient révoltés par ce fait monstrueux à un tel point, que beaucoup d'entre eux se sont suicidés ou ont perdu la raison.

Ce qui nous intéresse surtout au point de vue sociologique, c'est ce changement brusque et spontané des idées de tout un grand peuple, qui hier encore adorait Dieu, les saints et leurs icones, qui considérait le tsar comme son père, qui se soumettait docilement à tous les ordres, souvent excessifs et injustes des gouvernants, qui avait fait preuve d'un courage héroïque dans cette guerre, à son début, et qui le lendemain jette les armes et rentre tranquillement dans ses foyers, en abandonnant ses Alliés, au moment critique.

Ce phénomène monstrueux ne doit pas et ne peut pas rester sans être étudié d'une façon mi-

nutieuse, au point de vue social, car il ne pourrait pas être considéré comme exceptionnel, comme un fait n'ayant pu avoir lieu qu'en Russie, avec les 180 millions de ses habitants lâches, tandis que le reste de l'humanité serait honnête et incapable de trahison. La psychologie de ce phénomène est particulièrement intéressante.

Je dois avouer que, pour ma part, j'ai déjà observé sur des gens du peuple russe un fait analogue, qui m'avait frappé, tellement il était inattendu. C'est en 1900, à l'époque de l'Exposition de Paris où la grande section russe avec le Kremlin et des bâtiments divers fut construite par des ouvriers russes de tous genres, qu'on avait spécialement fait venir de Russie. Ces bonnes gens ignorants et naïfs, sortis de l'obscurité, qui adoraient également le bon Dieu, ses saints et même leurs icones, qui considéraient le tsar comme leur « petit père » et qui se soumettaient docilement à tous les ordres des autorités, furent en arrivant à Paris à un tel point éblouis, fascinés par l'éclat de la Ville Lumière, par la magnificence et la splendeur féerique des choses, jamais vues, même rêvées, qu'ils se dirent du coup, que c'était ici le vrai bonheur, et là-bas, dans leur patrie froide

et sauvage, la mort, la misère, la souffrance. Très rapidement, ils trouvèrent des amis parmi les ouvriers français, se laissèrent débaucher, firent plusieurs grèves pour des causes futiles, — telles, par exemple, qu'ils ne pouvaient pas travailler, sans avoir du gruau de sarrasin (blé noir), qu'il fallait leur faire venir de Russie, — et finirent en fin de compte par devenir tous anarchistes, sans passer par des étapes moins brusques de la gamme sociale. Ils ne voulurent pas rentrer en Russie et tous restèrent dans le gouffre.

C'est donc un trait de la nature humaine à retenir, que l'homme sauvage ne pourrait se civiliser d'une façon saine, que par une éducation lente et méthodique ; mais, si on l'entraîne à faire un saut pour franchir d'un coup toutes les étapes de la civilisation et se convertir à des idées extrêmes, n'étant pas de force à résister ou à subir une transformation aussi brusque, et il est irrémédiablement condamné à la corruption.

Le phénomène de corruption et même de disparition complète des peuples primitifs, sous l'influence d'une civilisation trop avancée, qu'ils sont incapables de s'assimiler, est bien connu.

Les Allemands, se trouvant déjà alors dans une situation critique, avaient décidé d'user de cette circonstance pour corrompre l'armée russe, dont la grande majorité fut encore dans un état d'ignorance absolument primitive, pour la rendre incapable de continuer la guerre et leur laisser le champ libre pour concentrer toutes leurs forces sur le front français.

On se rappelle les moyens que les Allemands ont employés pour la corruption de l'armée : ils commencèrent par envoyer sur le front russe des agents provocateurs, habillés en simples troupiers, pour fraterniser avec les soldats russes ; ils leur offraient du tabac, des cigarettes, de l'eau-de-vie, des friandises, des petits cadeaux, des livres de circonstance ; ils se firent doux et inoffensifs, feignant de souffrir d'être obligés de tuer les Russes pour ne pas être tués eux-mêmes sur l'ordre du tsar ; cette tuerie horrible, disaient-ils, a lieu uniquement grâce à l'Angleterre, qui avait fomenté cette guerre si injuste et si sanglante. « Nous sommes des frères », — disaient-ils, « et l'on nous ordonne de nous entretuer ! » — ensuite quand le tsar eut abdiqué, ils disaient encore : — « Pourquoi allez-vous main-

tenant continuer la guerre? — puisque le tsar n'est plus, — la guerre n'a plus de raison d'être? Elle doit être finie! Votre patrie est bien assez grande pour n'avoir plus besoin de conquêtes nouvelles! »

Que pouvaient répondre à cela ces pauvres gens primitifs, dont en grande majorité se composait l'armée russe? Au fond, après plus de trois ans de guerre, ils ne tenaient nullement à rester dans leurs tranchées froides et humides pour se faire trouer la peau. Le tsar, qui seul pouvait ordonner la guerre, n'était plus là : qui donc pouvait les forcer à la continuer, et dans quel but? — Pouvaient-ils seulement comprendre que les intérêts de l'humanité entière étaient en jeu? — Les Allemands étaient si doux, si bons : pourquoi fallait-il les tuer? On les accusait de faire du mal aux autres? Calomnie odieuse! ce sont les Anglais qui ont entraîné la France et la Russie dans cette guerre, pour s'emparer du monde entier; il fallait pour l'humanité que la guerre cessât immédiatement : si la Russie y renonçait, les Alliés se trouvaient obligés de faire la paix immédiatement.

Tels étaient les raisonnements que les Alle-

mands avaient fait pénétrer dans les têtes des ouvriers et de l'armée russe : après la démobilisation, les soldats rentrant dans leurs foyers, répandirent ces raisonnements dans tous les coins de la Russie. Le tour était joué.

Ainsi en refusant de se battre, l'armée russe fut persuadée qu'elle suivait les principes du grand écrivain populaire Tolstoï et commettait une œuvre humaine et salutaire ; — qu'elle sauvait de la mort un grand nombre de victimes innocentes, — qu'elle obligeait les peuples à faire la paix, non seulement pour le bonheur de la Russie, leur patrie, mais également pour celui de tous les autres pays.

Ces raisonnements pourraient bien être qualifiés de naïfs, enfantins et absurdes, mais du moment qu'ils étaient sincères, — et c'est le cas, — on n'a pas le droit de les confondre avec la trahison : un grand peuple qui, en état d'aberration, se précipite dans l'abîme, n'est pas un criminel, il est aveugle. Léon Tolstoï ne fut ni un traître, ni une âme vénale. Mais ses idées, — grandes en théorie, furent néfastes à l'application.

Dès que l'armée fut acquise aux bolchéviks, ils eurent à leur disposition une force formidable,

contre laquelle aucune résistance des citoyens paisibles ne fut possible : c'était la plus grande armée que le monde eût jamais vue, et qui devait infailliblement arriver à triompher de la résistance des citoyens sans armes, non organisés et surpris à l'improviste.

Encore, si les ouvriers d'usines et les paysans n'avaient pas fait cause commune avec cette armée. Mais, au contraire, ils étaient d'accord avec elle !

Dans ces conditions, les bourgeois étaient irrémédiablement perdus. Il ne leur restait aucune ressource, aucun moyen de défense : leur nombre ne s'élevant pas au-dessus de 3 pour cent de l'ensemble de la population de la Russie, rien ne pouvait les sauver.

On voit d'ici que la situation en Russie est absolument différente de celle de la Finlande ou de l'Allemagne, qui, l'une et l'autre, pour combattre le bolchévisme, disposaient de forces armées, qui faisaient absolument défaut aux citoyens paisibles de la Russie.

On ne peut pas laisser passer sans mention la période de l'irruption des Allemands en Russie, après la démobilisation de l'armée russe ordonnée

par le gouvernement bolchéviste : cette période présente un intérêt particulier au point de vue de la mentalité et de l'état d'âme des soldats et en général de la population russe.

Après la signature du traité de Brest, les Allemands restèrent dans les provinces russes, qu'ils avaient occupées, soi-disant pour hâter l'exécution de ce traité.

Avec le talent qu'il faut leur reconnaître, ils ont immédiatement rétabli partout la discipline, l'ordre et le ravitaillement régulier de la population ; ce changement subit, après le désarroi et la famine qui régnaient dans ces provinces, avait produit sur la population une impression de grande satisfaction, malgré le régime sévère qui lui fut imposé ; le commerce fut rétabli, les boutiques et les marchés furent ouverts, les droits des propriétaires restitués. Les paysans rapportèrent les objets pillés dans les domaines à leurs propriétaires étonnés. Les grandes libertés du bolvéchisme paraissaient avoir vécu, et le calme rétabli, au moins pour quelque temps.

Les gens les mieux intentionnés considéraient alors les Allemands comme des ennemis qui avaient adroitement profité du désarroi de la révo-

lution en Russie, pour la forcer à signer une paix provisoire, jusqu'au moment très proche, peut-être, où les Allemands, dont la situation critique était connue, seraient obligés de faire la paix avec les Alliés, auxquels l'Amérique se joignait.

Le peuple russe n'a jamais attaché une importance quelconque au traité de Brest, conclu en dehors des Alliés et signé par le gouvernement bolchéviste, qui n'était reconnu par aucune des Puissances. En voici une preuve : la Commission constituée pour établir et régler les dégâts, causés aux citoyens russes pour les faits de guerre, conformément aux clauses stipulées par le traité de Brest, n'a jamais pu obtenir une seule réclamation des nombreux citoyens russes lésés et ruinés ; on ne pourrait pourtant pas admettre que ces malheureux voulussent renoncer à leurs droits de rémunération au profit de l'Allemagne. Au contraire, tout le monde était convaincu que le traité de Brest n'avait aucune valeur et que toutes les démarches de ce genre seraient déplacées jusqu'au moment où l'état, que la Russie avait à subir, aurait pris fin, d'accord avec les Alliés.

Cette situation paraissait encore assez douce,

tant que les Allemands, tâchant de gagner la confiance de la population russe, cachèrent habilement leur jeu; le fait même, qu'ils commencèrent à former des bataillons, se composant de conscrits russes, ne pouvait au début éveiller aucun soupçon, puisque dans tous les pays une certaine force armée est indispensable pour le maintien de l'ordre, et que les Allemands n'occupaient les contrées en question qu'à titre provisoire.

Mais, quand les Allemands, poursuivant l'exécution de leur combinaison machiavélique, poussèrent leur propagande jusqu'à vouloir faire admettre aux troupes russes nouvellement formées la nécessité d'être envoyées sur le front français, pour forcer les Alliés à cesser la guerre, ils se heurtèrent à une résistance inattendue : un revirement brusque et spontané se produisit subitement dans l'esprit de l'armée et de toute la population.

L'armée russe avait consenti à quitter le front uniquement pour faire cesser la guerre et pour arriver à la paix générale, croyant que les Alliés allaient à l'encontre de cette idée, comme l'avaient prêché les émissaires allemands; et au lieu de cela, les Allemands voulurent les engager à

prendre les armes contre les Alliés, frères d'armes d'hier.

Non! Cette fois les soldats et la population russes ne se laissèrent plus prendre; des rumeurs de mécontentement se manifestèrent de toutes parts; les soldats refusèrent de continuer leur service et, malgré les menaces et les mesures sévères des Allemands, ils se dispersèrent, en rentrant dans leurs foyers.

Ce moment psychologique fut fatal aux Allemands : c'était la déception complète, l'écroulement de leur combinaison savamment préparée, au moment même où ils touchaient au but. Au lieu de ressources énormes, — en hommes et en vivres, — dont ils croyaient pouvoir disposer, après s'être emparés de la Russie, pour continuer avec succès la guerre sur le front français, ils furent obligés de constater, non seulement un échec complet sous ce rapport, mais encore la nécessité absolue d'immobiliser en Russie une partie importante de leurs propres troupes pour y maintenir, de concert avec les bolchéviks, le désarroi et empêcher que le réveil des sentiments patriotiques du peuple russe ne renversât le pouvoir bolchéviste et ne provoquât une nouvelle

irruption des troupes russes dans la Prusse et la Galicie.

A partir de ce moment, les Allemands se virent démasqués et tous les ménagements qu'ils avaient observés jusqu'alors devinrent superflus : la résistance du peuple russe aux Allemands, son refus de se soumettre à sa domination furent le signal de la continuation de la guerre entre la Russie et l'Allemagne, une guerre à outrance et d'autant plus désespérée, que la Russie était désarmée et que l'Allemagne, aidée par le Gouvernement bolchéviste, ayant introduit ses troupes dans le centre même de la Russie, la traitait déjà en pays conquis.

Un double régime dictatorial fut établi alors en Russie : d'une part, — les Allemands, — de l'autre, sous leurs ordres, — le Gouvernement bolchéviste. Des combats sanglants eurent lieu entre les paysans et les Allemands, qui, n'ayant pas réussi à former en Russie de nouvelles troupes, s'efforcèrent d'en tirer au moins une quantité importante de blé.

La lutte longue et sanglante avec le colosse germanique est aujourd'hui heureusement terminée à la gloire des Alliés.

Mais, de quel côté le succès de la guerre aurait-il tourné, si l'Allemagne avait forcé le blocus du côté de la Russie, ce blocus qui joua un rôle prépondérant pour la réduire à un épuisement complet, et si elle avait réussi à en tirer, — sans parler de renforts de troupes, — des quantités suffisantes de vivres et à se remettre en état de continuer encore cette lutte désespérée ?

Les efforts des Allemands et tous les moyens cruels qu'ils employèrent dans ce but, restèrent sans succès. La Russie fut saignée à blanc, mais elle ne trahit pas ses Alliés. Elle dut se débattre entre deux forces traîtresses, les Allemands et les bolchéviks, qui faisaient semblant d'agir séparément, quoiqu'un accord parfait, — toujours au profit des Allemands, — ne manqua jamais de s'établir chaque fois qu'un différend quelconque paraissait pouvoir surgir entre eux : l'Allemagne commandait et dirigeait l'œuvre du démembrement et de la dévastation du grand empire.

Cette situation a duré jusqu'à la victoire définitive des Alliés, qui s'empressèrent d'intimer à l'Allemagne l'ordre de retirer de la Russie toutes ses troupes, le traité de Brest étant annulé.

Malheureusement, cette mesure de clémence

n'a profité qu'au gouvernement bolchéviste. Libérés de cette façon de la domination de l'Allemagne, les bolchéviks s'empressèrent d'introduire leurs troupes dans les provinces qui étaient occupées par les Allemands, au fur et à mesure que leur évacuation eut lieu : pendant que les Allemands sortaient par une porte, les bolchéviks entraient par une autre, avant qu'une résistance quelconque eût le temps de s'organiser. Tel fut le sort de l'Ukraine et des provinces baltiques, dont les populations furent en révolte contre les Allemands, aussi bien que contre les bolchéviks, et se virent transmises de mains en mains, de la tyrannie allemande à la tyrannie bolchéviste.

Il serait pourtant injuste de prétendre que la Russie n'avait opposé aucune résistance au bolchévisme. La résistance n'a pas été et ne pouvait pas être suffisante, mais elle a eu lieu et a été d'autant plus héroïque, qu'elle était désespérée, à cause du nombre insignifiant de gens, qui ont pu se sacrifier à cette noble tâche. Les preuves sont là : elles resteront dans l'Histoire. La grande partie des héros demeurera inconnue, mais on peut bien rendre hommage à quelques-uns d'entre eux.

Citons d'abord le général Korniloff, — ce soldat

modèle, dévoué jusqu'à la mort à sa patrie, qui s'est échappé dans des circonstances émouvantes de l'Autriche, où, blessé, il avait été fait prisonnier. Dès sa rentrée en Russie, il reprend immédiatement les armes contre l'ennemi : on l'éleva au rang de commandant en chef de l'armée, mais toutes les mesures dont il exigeait l'application pour rétablir la discipline dans l'armée, — et qu'il avait posées comme condition, en acceptant ce poste, — restèrent sans suite. Bien plus, il faillit être victime d'un complot perfide, ourdi contre lui par les bolchéviks, qui voyaient en lui l'homme qui pouvait contrarier l'œuvre odieuse de l'Allemagne, déjà prête à s'accomplir.

Les bolchéviks arrivés au pouvoir prononcèrent la condamnation à mort du général Korniloff, leur pire ennemi. Mais le héros réussit à se soustraire à ses bourreaux, grâce à un groupe de braves fidèles, qui l'enlevèrent de la prison.

A la tête de ce petit détachement, le général Korniloff, sabre au clair, se fraie un passage sur le Don, chez les Kozaks, et prend leur commandement, pour combattre les bolchéviks ; il leur livre plusieurs combats, mais sans résultat, à cause du manque d'argent, de munitions et de

vivres, et finit sa vie, sur le champ de bataille, d'une mort glorieuse.

Rappelons-nous aussi de ces jeunes et beaux héros de Pétrograd, — élèves des écoles militaires et étudiants de l'Université de Médecine, des Écoles Polytechniques, des Mines, des Ponts et Chaussées et autres, — qui, aux jours du coup d'État des bolchéviks, marchèrent bravement contre eux, — réussirent à s'emparer de la station des téléphones, et de plusieurs édifices d'utilité publique, — mais en fin de compte furent obligés de s'enfermer dans les maisons et de se barricader : ils se défendirent jusqu'à leur dernière cartouche et ne voulurent pas se rendre, même après avoir épuisé tous les moyens de défense. Après leur avoir fait subir les supplices les plus atroces, on les fusilla tous jusqu'au dernier.

Quant à l'ancien grand chef de l'État-Major, le général Alexeieff, qui a consacré toutes ses forces à organiser l'armée de volontaires, il est mort au cours de cette organisation, mais ses efforts n'ont pas été perdus, car cette armée, commandée par l'amiral Koltchak, devint une force redoutable, qui infligea à l'armée rouge d'importantes défaites.

N'oublions pas non plus les généraux Dénikine, Youdenitch, Doutoff, Krasnoff et bien d'autres, qui ont réuni des troupes de volontaires, dont plusieurs ne se composaient que d'officiers, se battant en simples soldats à tous les confins de la Russie. Ainsi, sur un front immense, comptant plusieurs milliers de kilomètres, se trouvèrent des troupes qui combattirent les bolchéviks, endurèrent toutes sortes de souffrances, manquant de vivres et de munitions, sans aucune organisation d'ambulance, étant obligés de franchir des distances énormes, pendant le froid glacial de l'hiver, mais ayant juré de sauver leur patrie et de replacer le peuple russe au rang d'une grande nation : ce sont des héros.

Un fait encore qui ne doit pas rester inconnu : déjà un peu partout en Russie, surgissent des « désordres » que les bolchéviks sont obligés de réprimer, ou, comme ils disent, « liquider » par la force armée : ce sont les paysans qui se soulèvent et se révoltent aux cris de « A bas les bolchéviks ! à bas les Juifs ! » — Et comme 95 pour cent de la population russe se compose de paysans, on a le droit d'affirmer que c'est le peuple russe, qui en se révoltant contre les imposteurs qui

l'ont trompé, sauvera la Russie et qu'aucune force humaine ne pourra l'empêcher de se débarrasser du joug de ces usurpateurs. Aux paysans révoltés se joignent les ouvriers d'usines, en formant des bandes de partisans : « *l'armée verte* ».

Le drame perfide que l'Allemagne avait tramé en est resté à son premier acte : l'Allemagne, gisant aujourd'hui à terre, le second acte n'a pas pu être réalisé.

L'armée russe, corrompue par les émissaires allemands, n'a plus voulu se battre avec l'armée allemande. Mais aujourd'hui c'est toute la Russie qui risque d'être livrée à l'Allemagne : le dernier acte de la guerre est en train d'être joué, car la guerre n'est pas finie.

D'aucuns regardent le grand nombre des victimes, tuées à tour de rôle, comme des moutons à l'abattoir, avec un certain mépris, trouvant que les Russes n'ont pas eu assez de courage pour se réunir et renverser le joug de ces brigands, à l'instar de la Finlande, de l'Allemagne, etc.

C'est là une profonde et fâcheuse erreur.

Le bolchévisme en Russie n'est pas un ennemi intérieur, représenté par un des partis politiques du peuple russe, ayant acquis la majorité pendant

la révolution : c'est un résultat de la guerre, un poison inoculé par l'ennemi extérieur, par la perfidie de l'Allemagne, qui, au moyen de ses émissaires, a odieusement trahi la confiance du peuple russe, en l'appelant au désarmement, à la paix et au bonheur. L'Allemagne a profité du désarroi de la révolution, du moment favorable, où les esprits étaient en effervescence et où la paix et le bonheur leur apparaissaient comme la délivrance du monde entier.

Ce n'était pas le cas, ni de la Finlande, ni de l'Allemagne, ni de la Hongrie, car ces pays ne reçurent l'assaut du bolchévisme qu'après avoir été témoins de la triste épreuve de la Russie et après avoir connu la vraie valeur de sa doctrine et des résultats de son application.

La Russie fut la première victime de cette maladie sociale et c'est son exemple qui a sauvé la Finlande et l'Allemagne, les déterminant à prendre à temps des mesures rigoureuses pour préserver leurs peuples de la corruption.

La force, qui aurait pu se révolter et avoir raison du bolchévisme en Russie, à ce moment n'existait plus et ne pouvait plus se former.

Toutes les victimes, qui tombent actuellement

en Russie, tous les énormes sacrifices que le peuple russe endure, ne sont que la suite de la résistance des fidèles à l'Entente contre l'Allemagne, — ce sont des victimes glorieuses de la guerre.

La guerre n'est nullement finie. Car, si les troupes allemandes furent obligées de quitter la Russie, les bourreaux envoyés par l'Allemagne y règnent encore et continuent à y accomplir leur triste besogne, en massacrant celui des grands peuples alliés, qui était et serait encore à l'avenir le plus dangereux pour l'Allemagne.

Il ne suffirait donc pas seulement d'une résistance du peuple russe aux bolchéviks : ce qui aura lieu en Russie, c'est la guerre à outrance pour les exterminer, pour les faire disparaître de la surface de la terre, en sauvant ainsi l'humanité du ravage de cette plaie sociale.

La population russe comprend aujourd'hui d'où arrive cette plaie, qui porte le nom de « bolchévisme » ! Elle vient de l'Allemagne, comme tant de mal, dont a souffert l'Europe, pendant ces dernières années, — pendant cette horrible guerre.

Tandis que les Alliés jouissaient déjà d'une

paix glorieuse, la Russie fut toujours à feu et à sang, grâce au moyen perfide dont l'Allemagne a usé, en y implantant la guerre civile.

L'Allemagne pensait qu'après avoir paralysé de cette façon son plus redoutable adversaire, et obtenu ensuite une victoire facile sur le front français, elle pourrait certainement rétablir l'ordre en Russie, en la mettant entièrement sous sa botte.

On se demande aussi pourquoi les bolchéviks ont détruit et ruiné la Russie? Pourquoi avoir versé tant de sang, martyrisé tant de victimes? Pourquoi avoir annulé le capital et exterminé la bourgeoisie?

La réponse reste la même : l'Allemagne avait besoin de cette destruction et c'est sur son ordre qu'elle fut exécutée; elle a voulu qu'on fasse table rase de toute la Russie pour y reconstruire un nouvel édifice allemand.

Qu'importe, au fond, à l'Allemagne que le traité de Versailles la prive des colonies africaines, asiatiques ou océaniennes? Que lui importe, qu'elle soit privée de toute sa flotte marchande? N'a-t-elle pas à sa porte une colonie plus vaste et plus riche encore, qui s'étend du Niémen au

Pacifique et de l'Océan Glacial aux Indes? Le traité de Versailles, ayant complètement ignoré la Russie, voilà la cruelle vérité qui torture les Russes, fidèles à l'Entente, car, après l'annulation du traité de Brest-Litowsk, leur grande patrie reste encore en état de guerre avec l'Allemagne.

Il aurait suffi cependant de peu d'efforts, à un certain moment, pour aider aux troupes nationales, formées de volontaires russes, de chasser les émissaires allemands, déguisés en bienfaiteurs du genre humain; le peuple russe, odieusement trompé par ces imposteurs, ne se lassait pas d'attendre le secours des Alliés pour combattre ces ennemis communs, et grande fut sa déception, quand, après la publication du traité de Versailles, il fut obligé de s'incliner devant l'évidence, que l'Entente avait abandonné la Russie à son malheureux sort.

L'Entente fut considérée et attendue en Russie, comme le Juge suprême, ayant seul le droit d'y établir le régime qui lui convenait et le peuple russe se serait soumis avec résignation à toutes les conditions politiques et économiques qui lui auraient été imposées, comme prix de sa délivrance et des suites du crime bolchéviste.

Qui donc pourrait défendre la Russie contre l'invasion de l'Allemagne, avec laquelle, après l'annulation du honteux traité de Brest-Litowsk, elle continue à être en état de guerre? Le traité de Versailles n'en parle même pas.

C'est le dernier acte de la Grande Guerre qui va être joué ; la Russie est jetée en pâture dans les bras de l'Allemagne et sera sacrifiée pour dédommager tous les pays belligérants de leurs pertes.

L'avenir démontrera qu'en rayant la Russie du traité de Versailles, l'Entente a commis une lourde faute, une faute peut-être irréparable.

Non seulement, elle a abandonné sa grande Alliée, en état de guerre avec l'Allemagne, oubliant que pendant les premières années de la Grande Guerre, ce fut elle qui empêcha les légions teutonnes d'envahir la France. Non seulement, l'Entente, par ce fait, a transformé sa victoire militaire en triomphe économique de l'Allemagne, mais n'ayant pas jugé nécessaire d'écraser le bolchévisme dès son apparition et ayant donné le temps à l'Allemagne de le répandre et de le renforcer en Russie, elle a exposé la civilisation européenne au plus grand péril, au danger même de sombrer.

Quand l'immense territoire de la Russie sera déblayé, l'Allemagne ne tardera pas à y envoyer ses capitaux, sa bourgeoisie, ses ingénieurs et ses agents pour coloniser ce riche pays à sa manière.

Elle ne perdra rien à la guerre, au contraire : elle y gagnera bien plus qu'elle n'avait jamais osé l'espérer aux heures folles des rêves du Pangermanisme.

CHAPITRE II

L'ARMÉE ROUGE. LA TERREUR. EXTERMINATION DES BOURGEOIS

L'arrivée au pouvoir du bolchevisme et de la tyrannie d'un groupe d'aventuriers, qui gouverna un grand peuple par la terreur, pendant plus de deux ans, présente, au point de vue de la science sociale, un intérêt particulier.

Comment, se demandait-on, un peuple de près de 200 millions d'habitants ne pouvait-il pas se révolter et secouer le joug de ces tyrans? N'était-ce pas une preuve que le bolchévisme fut accepté par le peuple russe et que cela confirmait l'opinion, que tâchaient de répandre ses chefs, que leur pouvoir était reconnu par toute la Russie?

L'explication de ce fait incroyable se trouve dans les mêmes raisonnements, que ceux qui démontrent que les peuples n'ont encore jamais fait preuve de leurs capacités de se gouverner eux-mêmes et qu'ils sont toujours gouvernés, soit par des souverains absolus, soit par une dictature oligarchique, ou par un groupe d'élus à la minorité des votes.

Le pouvoir, jusqu'à présent, n'a jamais encore exprimé la vraie volonté du peuple, et cela, pour la simple raison que les moyens d'exprimer cette volonté n'ont pas encore été trouvés.

Par conséquent, les heureux qui réussissent à arriver au sommet du pouvoir, ne se maintiennent que par la force armée, qui existe dans tous les pays pour les protéger.

Bien plus difficile fut le cas des chefs bolchéviks, qui, au début, ne disposaient pas de force armée pour défendre leur cause, et qui cependant savaient que, pour entreprendre une réforme aussi sanglante, ils ne pourraient s'en passer : il faut leur rendre cette justice, qu'ils ont fait en cette circonstance, preuve d'une adresse et d'une perfidie, qui resteront dans l'histoire.

Les chefs bolchévistes, aidés par les Allemands, ont su admirablement profiter des événements et des circonstances exceptionnelles que traversait la Russie pendant la guerre et à l'époque du renversement de la dynastie des Romanoff.

Ils ont bénéficié de la maladresse du Gouvernement provisoire de Kerensky pour exagérer les idées saines de la révolution russe par des discours violents, séduisant ainsi les foules des gens à l'esprit simpliste et surtout les soldats.

Lénine a servi aux Allemands d'instrument pour corrompre l'armée régulière sur le front. Mais le bolchévisme ne pouvait non plus compter sur elle, sachant d'avance que cette armée formidable n'en aurait fait qu'une bouchée, dès que le peuple se serait trouvé devant leurs doctrines communistes, qui dans la suite remplacèrent les promesses séduisantes de « la terre aux paysans et les usines aux ouvriers ». Ils ont donc été aussi intéressés que les Allemands, à ce que cette puissante armée disparaisse, et l'ordre de sa démobilisation avant la signature du traité de Brest ne fut pas seulement un acte de ruse diplomatique, débarras ordonné par les Allemands, mais bien un coup de maître, qui délivra les bolchéviks de

cette force redoutable, qu'ils n'auraient jamais pu dompter.

C'est précisément parce qu'ils se sont débarrassés de cette armée, qu'ils ont pu arriver au pouvoir, en s'appuyant sur leur garde rouge, au début si peu nombreuse, et massacrer ou disperser presque tous les officiers et désarmer toute la population, aussi bien dans les villes, que dans les campagnes. Alors seulement ils formèrent une nouvelle armée, l'armée rouge, en recrutant de force les jeunes gens et en les faisant marcher par les moyens rigoureux, souvent appliqués pendant la guerre, même dans les meilleures armées, envers quiconque ne montrait pas assez d'empressement à se faire tuer.

Ce n'est pas parce que les chefs bolchévistes étaient devenus populaires, grâce aux idées qu'ils avaient prêchées et que les foules avaient acceptées comme des paroles d'évangile, qu'ils ont réussi à créer une puissante armée rouge : les bolchéviks ont dépensé des sommes fabuleuses pour répandre dans le monde entier les nouvelles les plus mensongères sur leurs succès et sur la situation en Russie.

La vérité est que, pour se débarrasser des

troupes régulières disciplinées et former une nouvelle force armée, qui servirait leur cause, ils ont employé les moyens suivants :

1° Ils ont commencé, pendant la guerre et pendant le gouvernement Kerensky, par débaucher l'armée russe, à l'aide du commandement allemand (fraternisation, cadeaux, eau-de-vie, tabac, promesses de paix générale).

2° Ils ont réussi à la même époque, en profitant des décrets du Gouvernement provisoire instituant les Soviets dans les armées et relâchant la discipline, à insurger les soldats contre leurs officiers et à leur faire refuser l'obéissance aux ordres de marche contre les Allemands (raid du général Korniloff sur Lemberg en juin 1917, à la tête d'un corps composé uniquement d'officiers, et qui n'a pas été suivi par les soldats).

3° En surexcitant l'esprit des soldats, se composant principalement de paysans, ils leur firent croire qu'on les retenait sur le front, au moment, où les terres allaient être partagées à leur détriment, entre ceux qui restaient dans les villages, ce qui eut pour effet de les faire déserter en masses avant la conclusion du traité de Brest.

4° La comédie du traité de paix de Brest-Litowsk, précédée du grand coup de théâtre, de la démobilisation rapide, avant même la conclusion et la signature de la paix, — a pu réussir, uniquement parce que l'armée fut lasse de rester inactive depuis plus d'une année et qu'une importante partie avait déjà quitté le front, obéissant aux conseils des agitateurs : cela ne fut pas une démobilisation en ordre, mais une débandade de sauve qui peut, en abandonnant aux Allemands tout le matériel de guerre et les stocks d'approvisionnement. Ce fut ensuite un pillage en règle des habitants et des excès de débauche sur tout le parcours par des bandes de soldats.

5° Avant de pouvoir former l'armée rouge, il y eut d'abord la *Garde Rouge*, qui se composait de fervents bolchévistes, choisis principalement parmi les ouvriers révolutionnaires avancés. Ces bandes armées, qui firent le coup d'État bolchéviste, se distinguaient par la violence et les cruautés, en versant le sang et en commettant des crimes odieux, sans rendre compte à personne de leurs actes : cela faisait partie du système de terreur, dont le premier soin fut de désarmer tous les citoyens, en fouillant les appartements et en

ordonnant de présenter toutes les armes sous peine de mort.

6° Les premières forces régulières furent formées par les marins, qui prirent une part très active à la terreur bolchéviste et se distinguèrent d'une façon toute particulière par leurs cruautés (fusillade des officiers, noyade des bourgeois, etc.).

7° Quant aux exécuteurs dociles des massacres en masses, ils se composaient de bandes, formées de Lettons, de Chinois, de Circassiens, de repris de justice et de criminels libérés des prisons, que les chefs bolchévistes payaient très cher et, ce qui est plus grave, approvisionnaient, même aux moments de grande disette, à profusion.

8° C'est seulement à l'époque où la garde rouge fut assez nombreuse, qu'elle eut fait preuve de sa valeur sanguinaire et qu'elle eut gagné son prestige terroriste par ses excès impitoyables, que les chefs bolchévistes commencèrent à organiser une armée régulière, en recrutant les jeunes gens de toutes les classes, tout en ayant soin d'en faire une sélection prudente : les recrues, prises dans les familles bourgeoises et paraissant suspectes, étaient employées à des travaux de corvées et seulement celles qui, à l'appel, se déclaraient

adeptes du bolchévisme, recevaient des armes et le droit de sévir. Dans la suite, quand il fut nécessaire de créer une armée nombreuse, tandis que le prestige du bolchévisme commençait à disparaître, il n'y eut plus de recrues répondant à l'appel pour se déclarer bolchéviks : tous étaient recrutés de force et, pour les discipliner, les chefs employèrent les moyens les plus sévères et les plus ignobles (espionnage, délations, travaux humiliants, prison, fusillade). Dans ces conditions, les armes ne se distribuaient qu'au dernier moment, sur le front, avant le combat, auquel on faisait avancer les troupes en les poussant avec de la mitraille. On connaît un grand nombre de cas, où des bataillons et même des régiments entiers passèrent avec leurs armes du côté de l'armée blanche, mais on n'a aucune idée du nombre énorme de soldats de l'armée rouge qui furent exécutés pour avoir refusé de marcher contre leurs frères.

Quant à la majorité des exécutants des crimes du bolchévisme, qui furent embauchés parmi les misérables de toutes sortes et complétés de déserteurs et de prisonniers allemands et hongrois, convertis au bolchévisme, comme ils n'avaient rien

à perdre ils avaient saisi avec joie l'occasion de piller et de faire la fête impunément : rien d'humain dans ces tristes personnages, qui ont donné libre cours à leurs plus vils instincts, martyrisant les victimes avec un raffinement inimaginable : la simple fusillade d'un citoyen, sans aucune raison, n'est rien à côté des supplices que font subir ces gens dénaturés à leurs victimes. Jamais ces misérables ne furent punis; ils furent au contraire toujours encouragés par leurs chefs; quand on leur demandait pourquoi ils avaient tué tel homme, ils répondaient que c'est parce qu'il résistait à l'arrestation, ou qu'il voulait s'échapper pendant qu'on le conduisait en prison : excuses toujours acceptées, car elles ne faisaient que rendre le système de la terreur plus efficace.

La grande armée rouge fut formée par contrainte de jeunes gens appartenant à toutes les classes et surtout de paysans. Toutes les précautions furent prises, pour que les bourgeois fussent exclus de l'armée active : on les employait à des corvées sans armes. D'ailleurs la distribution des armes aux régiments de l'armée rouge ne se faisait qu'avec des précautions extraordinaires : les exercices militaires

se faisaient sans fusils, ni aucune arme à feu. On ne les distribuait qu'à l'arrivée des troupes sur le front et au dernier moment avant le combat.

Les conscriptions se faisaient avec un arbitraire révoltant : les pots-de-vin étaient acceptés et exigés avec un tel cynisme, que toute la Commission de Pétrograd en 1919 en fut inculpée et dissoute.

Les masses de conscrits sont haranguées par les agitateurs ou bien obligés d'écouter les discours éloquents des chefs bolchévistes ; mais il y eut des cas où ces discours, au lieu d'applaudissements, furent accompagnés de sifflets, et il ne fut pas rare qu'au moment où l'on invitait les fidèles du bolchévisme à sortir des rangs, — ce qui leur promettait déjà une situation privilégiée, — personne ne répondît à l'appel : on connaît le cas où, parmi douze mille conscrits, il ne s'en est pas trouvé un seul.

La mobilisation des troupes rouges s'effectuait sans bruit : on fusillait sur-le-champ les mécontents et les récalcitrants.

Les corps d'armées étaient rangés en catégories, suivant la confiance qu'ils inspiraient. Cela

n'a cependant pas empêché que des corps, qui furent considérés comme de premier ordre et de toute confiance, se rendissent à l'ennemi, au moment le plus inattendu.

Ces précautions n'empêchaient pas non plus les conscrits de l'armée rouge de déserter en grand nombre; c'est surtout pendant le trajet des troupes vers le front, que les désertions furent nombreuses; il y eut des cas, où à peine un dixième des soldats de l'armée rouge, envoyés de Pétrograd, arrivait à destination : le reste, petit à petit, se dispersait en route. Il arrivait aussi fréquemment qu'au signal du combat, un grand nombre de soldats armés et même des régiments entiers, officiers en tête, passaient du côté de l'armée blanche et tournaient leurs armes contre les bolchéviks.

Pour maintenir l'ordre et la discipline dans cette armée, les chefs bolchévistes usaient de deux moyens : de sévérités draconiennes et de la surveillance étroite. Les récalcitrants étaient fusillés sans pitié; on cite des cas, où des détachements en nombre furent mitraillés pour avoir refusé de marcher au feu. Quant à l'espionnage, il rendit la vie des soldats intolérable, surtout

pour ceux qui furent classés dans le nombre des suspects.

Il advint qu'à la suite de la prise de Narwa, en février 1919, par les détachements de troupes finlandaises et esthoniennes réunies, les autorités bolchévistes télégraphièrent de reprendre cette ville coûte que coûte; mais l'armée bolchéviste, malgré la supériorité numérique, n'y mit pas trop d'empressement : au contraire, un grand nombre de déserteurs armés abandonnèrent le champ de bataille et rentrèrent tranquillement à Pétrograd, sans se soucier du châtiment qui devait les attendre. Ordre alors fut donné au premier bataillon international de la Commune, se composant de déserteurs et prisonniers allemands et hongrois, de faire retourner les récalcitrants ou de les faire fusiller tous.

C'est par de pareilles mesures que l'armée bolchéviste fut formée et disciplinée.

Néanmoins, au printemps 1919, le régiment Siémionowsky, considéré comme l'un des plus fidèles et sûrs, passa du côté de l'armée nationale blanche sur le front Nord, musique en tête, comme à une revue. Toutes les familles des officiers faisant partie de ce régiment furent

immédiatement arrêtées et mises en prison.

Il y avait certainement, pendant la Grande Révolution, le régime draconien qui maintenait la discipline parmi les troupes des Sans-Culottes : mais cette armée républicaine, par son patriotisme, fit la gloire de la Grande Révolution d'abord et de toute la France dans la suite, tandis que l'armée bolchéviste, bien que mieux équipée et bien nourrie, ne marcha que sous la pression de la terreur et se dérobait à la première occasion.

Les bolchéviks ont eu largement le temps nécessaire pour organiser une armée nombreuse, sinon redoutable; en mars 1919 elle comptait déjà, d'après les données de recrutement, près de deux millions d'hommes; mais en réalité, d'après le nombre des troupes disposées sur les fronts divers, elle ne pouvait être évaluée qu'à 800 mille hommes.

Cette longue durée a permis aux bolchéviks de forcer un certain nombre d'officiers de l'ancienne armée d'entrer à leur service, sous peine de mort et de menace de fusiller leur famille, femmes et enfants, en cas de désertion.

Après avoir créé l'armée et assuré ainsi leur pouvoir, les bolchéviks se préparèrent à mettre

à exécution leur programme de transformation de la Société.

Ils commencèrent par exciter le peuple contre les classes aisées : et la révolte, la guerre civile éclatèrent avec toutes les horreurs de la haine, de la vengeance, avec tous les excès sanglants de la foule aveugle surexcitée, dirigée par des chefs préparés de longue date à leur tâche. Les gens aisés, instruits, étaient tous proclamés bourgeois, suceurs de sang du peuple, et tous condamnés à être exterminés. Alors ce fut le massacre en masse.

A-t-on seulement une idée de la quantité de gens innocents massacrés ou morts de faim dans ces conditions?

Ces massacres ne peuvent être comparés qu'à ceux des Arméniens dans l'Asie Mineure, car les Turcs emploient ces mêmes moyens pour dompter la population, ne fût-ce que pour quelque temps. Jamais, cependant, on n'a eu l'idée de prétendre que ces malheureux fussent satisfaits de la manière dont ils étaient gouvernés.

Le régime de la terreur une fois établi, la mort aux bourgeois fut déclarée.

Mais comment distinguer les bourgeois des autres citoyens?

Voici la définition exacte donnée par le bolchévisme : sont bourgeois ceux qui sont propriétaires terriens ou d'immeubles, et, en général, tous les industriels, les commerçants, les rentiers, — tous ceux, enfin, qui se servent du travail salarié, — ne fût-ce qu'en payant une domestique à leur service : l'État seul jouit du privilège de payer les employés et les ouvriers des usines, qui toutes sont nationalisées ; tous les citoyens sont transformés en prolétaires, ayant droit à la terre, qui appartient à celui qui la travaille et seulement tant qu'il la travaille.

Cette dernière clause fut dans la suite cause d'une grande déception pour la classe la plus nombreuse, celle des paysans, qui tous aspirent à devenir propriétaires, et dont beaucoup le sont déjà d'après la réforme agraire du ministre Stolypine. Il faut dire, qu'au début, les bolchéviks s'étaient bien gardés de déclarer que les paysans, possédant et cultivant la terre à titre de propriété, seraient compris dans le nombre des bourgeois à exterminer : au contraire, les orateurs bolchévistes et socialistes criaient prudemment qu'ils ne fallait exterminer que tous les gros propriétaires terriens seulement, puisque leurs domaines

devaient être rendus au peuple et la terre devait appartenir aux travailleurs; les paysans se sont alors immédiatement livrés au pillage des domaines, chassant les propriétaires et leurs familles, emmenant les chevaux et les bestiaux, et se partageant le mobilier, l'outillage et tout ce que l'on pouvait enlever. Il y eut des scènes terribles d'incendies, de meurtres et de viols, surtout quand les propriétaires ou leurs gérants manifestaient une résistance désespérée : les paysans prenaient les châteaux d'assaut, brisaient les meubles, jetaient les pianos par la fenêtre, incendiaient les bâtiments et mettaient à mort les propriétaires et les régisseurs récalcitrants dans des supplices terribles ; les plus heureux prenaient la fuite ou étaient emmenés en prison, où on les gardait sans délai.

Il faut cependant reconnaître, que le mouvement agraire s'étant répandu dans toute la Russie, les paysans ont versé moins de sang, en s'emparant des domaines sous les instigations du bolchévisme, que pendant la révolution de 1905; d'abord, les propriétaires avaient cette fois manifesté moins de résistance, — la première épreuve, ayant démontré son inutilité, — et puis, les

paysans pendant cette seconde révolution se sentaient bien plus sûrs et forts de leurs droits, proclamés *urbi et orbi;* toutefois, comme résultat, tous les domaines, — à de rares exceptions près, — furent pris.

Il y eut même des cas, où les paysans obligeaient les propriétaires et leurs familles de quitter leur domaine sur-le-champ, avec une certaine déférence, en gardant le respect et observant les formes coutumières de politesse. Un petit groupe de paysans, délégués par la Commune villageoise, s'étant fait annoncer à une vieille châtelaine lui déclara humblement que l'assemblée des paysans avait décidé qu'elle devait quitter le domaine ce jour même. La bonne dame commença naturellement à sangloter, à supplier qu'on la laissât finir ses derniers jours dans la maison de ses ancêtres, mais les paysans, — tout en restant intraitables, — faisaient de leur mieux pour la consoler et lui démontrer que telle était sa destinée, contre laquelle il n'y avait rien à faire. Et pendant que cette scène durait, la calèche était attelée et avancée; les paysans offrirent à la châtelaine de prendre avec elle tout ce qui lui était le plus précieux, aidaient les

domestiques à porter les bagages et la conduisirent avec précaution, en la prenant sous les bras pour la mettre en voiture. Quand tout fut prêt, ils ordonnèrent au cocher de partir, et avec des saluts profonds remercièrent la châtelaine en sanglots, pour tout le bien qu'elle leur avait fait, lui souhaitant un bon voyage et une vie longue et heureuse !

Voici un autre cas : les délégués de la Commune villageoise arrivèrent avec le même ordre d'évacuer le domaine chez un propriétaire, agriculteur savant, qui s'était dévoué pendant toute sa vie, — lui et sa nombreuse famille, — à perfectionner la culture de ses terres et à instruire les paysans d'alentour : « Comment? » leur dit-il, « vous me chassez, après de si longues années passées ensemble, en si bonne intelligence ! » — « Mais non », — répondirent les paysans ; — « nous n'y sommes pour rien ! *c'est la loi* qui nous oblige maintenant à le faire : nous vous regretterons beaucoup, mais il faut que vous partiez, car autrement il pourrait vous arriver des malheurs ! » — Et ils reconduisirent toute la famille avec déférence.

Ainsi, ce n'est que bien après que les paysans

eurent exécuté l'ordre donné par les bolchéviks de se débarrasser des gros propriétaires, qu'il fut déclaré que tous les paysans jouissant de la terre à titre de propriété, doivent être considérés également comme bourgeois. On comprend quelle émotion cela provoqua parmi la population rurale, la révolte était imminente, mais elle a été prévue et prévenue. Déjà, non seulement toute la population urbaine, mais la population villageoise était complètement désarmée, — sous le prétexte que le gouvernement manquait d'armes, pour former une nouvelle armée républicaine, pour combattre d'abord les bourgeois qui complotaient une contre-révolution, et ensuite pour défendre la Commune contre l'invasion de l'ennemi. Les paysans étaient bien armés au début du bolchévisme, car les soldats, après la démobilisation désordonnée de l'armée, revenaient souvent dans leurs villages avec des fusils et même des mitrailleuses. Mais l'ordre de rendre les armes était très sévère, et les cacher équivalait à faire partie de la contre-révolution ; les paysans se dépouillèrent donc de leurs armes sans aucune résistance. Alors, quand les paysans, après avoir servi d'instrument aux bolchéviks, pour chasser

les propriétaires de leurs domaines, se virent dupés et que les émeutes éclatèrent en grand nombre, ces mêmes armes servirent à les calmer d'une façon d'autant plus prompte, que l'exécution était sans pitié.

Les principes du communisme se heurtèrent ainsi avant tout à la résistance des paysans, qui ne dépouillaient les gros propriétaires, que pour partager leurs terres et en jouir à titre de propriété individuelle. Alors, quand les chefs bolchévistes se virent en force et déclarèrent que les paysans devaient également être dépouillés des terres qu'ils avaient acquises à titre de propriété, même bien avant la révolution, ce fut un coup de foudre, qui les mit en état de fureur. Ce fait pouvait déjà préconiser la fin du bolchévisme, puisque les paysans aspirant à la propriété, rangés ainsi dans la catégorie des bourgeois et représentant une majorité écrasante de la population de la Russie, étaient précisément cette force, cet iceberg formidable, contre laquelle le collectivisme devait se briser.

Lénine et ses acolytes, s'ils ont compté sur la commune villageoise russe, comme sur une base favorable à l'implantation de la doctrine commu-

niste, se sont bien trompés, et le régime de terreur qu'ils emploient pour arriver à leurs fins ne fera que révolter de plus en plus la population rurale et la raffermir dans ses idées de propriété individuelle.

Les chefs bolchévistes, prêchant l'abolition de la propriété, ne savaient-ils donc pas que la commune villageoise, la commune naturelle, qui s'est établie spontanément dans tous les pays, parmi tous les peuples, comme une inévitable étape préparatoire de la civilisation, n'est que le résultat des efforts communs de l'homme, établissant un régime économique pour suffire aux besoins de sa famille et assurer l'union défensive indispensable ?

Ils n'ont donc jamais vu de paysans sortis de la commune villageoise, chercher à s'instruire, ou à tenter le hasard de la fortune et devenir des gens savants, célèbres, ou des industriels richissimes? Ne sont-ce pas là des individus de sélection, préparés par la commune villageoise?

La disparition inévitable de la commune villageoise est un fait accompli dans tous les pays à civilisation avancée et elle ne se maintient encore

que dans les pays arriérés ; ce fait est observé et constaté par la science sociale.

Ce fait général et naturel n'est-il pas digne à lui seul d'être pris en considération, avant de vouloir forcer les gens à retourner à l'ignorance, à la misère et à la barbarie, ceux-là mêmes qui ont eu assez d'intelligence et d'énergie pour s'en échapper et développer leurs capacités et leurs talents dans la voie de la libre concurrence, la seule qui, à côté du risque de sombrer en cas de manque de forces, promet une vie pleine de satisfaction en cas de succès? C'est donc au régime de servage, aboli par Alexandre II, que Lénine veut revenir?

Pour faire face à cette situation menaçante pour leur pouvoir, les chefs bolchévistes ont décrété l'ordre d'exclure tous les paysans-bourgeois des comités et des Soviets, et même du nombre des citoyens, les prolétaires seuls ayant droit aux élections.

Partout, dans les villes comme dans les villages, furent constitués des comités dits : « Comités de Pauvres », qui avaient le devoir de surveiller les bourgeois et veiller sur leur conduite et leurs idées politiques. Sans la per-

mission formelle de ces comités personne n'avait le droit, ni de vente, ni d'achat de quoi que ce fût, pas même d'un billet de chemin de fer, ni de provisions de bouche; on ne pouvait plus faire sortir de son appartement un meuble ou un colis, sans une permission spéciale du comité, qu'il fallait encore faire approuver et confirmer par les bureaux des Soviets. Ce fut la tyrannie des loqueteux et des chemineaux, qui s'engraissèrent aux dépens du reste de la population.

Alors, le mécontentement et la haine envahirent toutes les classes et les révoltes surgirent même parmi les ouvriers d'usines et non seulement parmi les paysans; mais elles furent impitoyablement étouffées par des bataillons de Lettons et les bourreaux chinois.

A l'époque de la disette, dès la fin de l'année 1918, des expéditions armées furent formées pour prendre de force les produits agricoles dans les campagnes. Il y eut des cas où les paysans fortifièrent leurs villages en les entourant de tranchées, et livrèrent des batailles sanglantes en défendant désespérément leurs biens; mais les mitrailleuses, les canons, la force armée dirigée

en nombre contre chaque village séparément, finissaient par avoir raison des révoltés et les plus braves payèrent de leur vie la résistance.

En ce qui concerne la réforme agraire, les paysans l'attendent toujours : conformément au décret établissant la commune des travailleurs, la terre ne pouvait être distribuée qu'entre ceux qui la cultiveraient. Mais ce partage ne s'est pas effectué et les petites propriétés individuelles des paysans ont été déclarées bourgeoises et passibles d'être annulées. D'autre part, les réquisitions à main armée des produits agricoles étant devenues légales, les cultivateurs s'abstinrent de travailler et préférèrent laisser leurs champs en jachère.

Au printemps 1919, à peine 20 pour cent de la surface totale des champs furent ensemencés, de peur que les détachements de l'armée rouge seuls en eussent profité.

D'ailleurs, il n'y avait pas seulement à craindre l'armée rouge, à l'époque de la disette, chaque usine ne recevant pas de vivres pour ses ouvriers, avait le droit à un permis l'autorisant à réquisitionner les denrées dans les campagnes à main armée.

Les villages furent ainsi réduits à la misère, malgré les grandes sommes de numéraire en papier-monnaie déprécié, que les paysans avaient accumulé dans des cachettes, ne trouvant rien à acheter : plus de sel ni de sucre, plus de cuir ni de corde, plus de pétrole et l'on s'éclaira avec des quinquets, plus de fil ni d'aiguilles, sans parler des chaussures, des étoffes, etc. Pour ne pas mourir de faim, on fut réduit à manger les graines de semence, quitte à laisser les champs incultes. C'est la disparition de l'humanité, la fin de tout.

Quant aux propriétaires des domaines, ils ont tous subi le même sort que les bourgeois ruinés et classés dans la catégorie des contre-révolutionnaires : ils ont disparu d'une façon ou d'une autre. On avait beau faire valoir aux autorités bolchévistes et encore avant leur avènement au pouvoir, — au ministre d'Agriculture du Gouvernement provisoire, — qu'en exterminant les agriculteurs savants et en détruisant les cultures modèles, on condamnait la population villageoise à rester longtemps encore dans l'ignorance et l'obscurité, on recevait toujours la même réponse : « Que tout périsse, pourvu que l'idée triomphe ! »

L'idée était simple et le moyen de la réaliser facile, il n'y avait qu'à exterminer tous les bourgeois, et le bonheur du peuple arriverait tout seul. Car une fois les bourgeois disparus, le peuple ne se composerait que de prolétaires, et alors ce serait la félicité! Sans bourgeois il n'y aurait plus de propriété particulière ni d'industrie ou de commerce privés, ni de travail salarié, tout le programme bolchéviste serait accompli d'un seul coup.

Les bolchévistes, comme ailleurs les socialistes de toutes nuances, oublient que l'homme est un bourgeois naturel, qu'il est un animal de race bourgeoise, qu'il possède l'instinct de la propriété et que si ce besoin naturel d'ordre moral n'est pas satisfait, il en souffre tout autant que, si pour calmer sa faim, il n'avait rien à mettre dans son estomac. Quel est donc l'homme qui n'aspire pas à se créer un foyer, un refuge, où il se sentira seul maître, à l'abri des tourments de la vie?

Ce sentiment inné est-il une qualité ou un défaut? La science sociale nous apprend que c'est une des grandes qualités de l'être humain, et que c'est à cette qualité que l'humanité est redevable de sa culture et de tous ses progrès

techniques. C'est par cette qualité que l'être humain diffère de la bête d'un côté, et de l'ange, de l'autre. Mais les socialistes considèrent ce sentiment comme un défaut, et ne pouvant arriver à le corriger, ni à transformer l'homme en ange, ils s'efforcent à le réduire à l'état d'une simple bête.

Mais ce goût de la propriété étant inné chez l'homme, l'ardeur avec laquelle les bolchéviks se sont mis à exterminer rapidement les bourgeois en Russie, n'a pas donné les résultats qu'ils se croyaient en droit d'attendre, bien que le nombre des bourgeois dans ce pays parût insignifiant par rapport à l'ensemble de la population et en comparaison des autres pays d'Europe : ils ont eu beau massacrer des milliers et des milliers de gens et déclarer dans leurs discours que la bourgeoisie en Russie n'existait plus, d'autres bourgeois réapparaissaient sous une autre forme, à la place des disparus. On chasse le patron d'usine, les ouvriers se mettent à la tête de l'entreprise, refusent de travailler et exigent des salaires qui dépassent de beaucoup les bénéfices de l'ancien patron; on chasse le commerçant, les employés continuent l'affaire et tâchent d'arriver à des

bénéfices exorbitants auxquels le patron n'avait jamais rêvé. Et dès que les bolchéviks publièrent un décret annulant toute propriété mobilière, ce fut le signal d'un pillage et d'un cambriolage sans exemple, comme résultat, cela ne fut pas la suppression de la propriété, mais le changement de propriétaires pour les objets volés; ainsi pour faire disparaître la maladie, les bolchéviks tuent les malades, mais la maladie endémique chez chaque homme triomphe, et au lieu de transformer les bourgeois en prolétaires, les bolchéviks transforment les prolétaires en bourgeois.

L'Europe a été, non seulement mal informée, mais absolument trompée, au sujet de la tragédie du bolchévisme, qui s'est déroulée en Russie.

Les bolchéviks ont eu la précaution de supprimer toute la presse libre et ils ne laissent paraître que les journaux bolchévistes, soumis à une censure rigoureuse. De plus, les communications avec l'étranger étant complètement coupées, les rares nouvelles ne pouvaient parvenir en Europe de Russie que de source bolchéviste ou par des gens qui avaient eu la chance de passer la frontière, mais qui ont été considérés comme de parti pris.

D'autre part, les bolchéviks ont établi une organisation parfaite d'information pour répandre dans la presse du monde entier des nouvelles capables de servir leur cause et de convertir les prolétaires des autres pays.

Dans ces conditions, les idées qu'on se fait du succès de la propagande bolchéviste sont absolument erronées.

Ce moyen d'agir, sans réplique possible, sur l'esprit public, fut appliqué avec un excès de vigueur sans précédent, et les chefs du bolchévisme ont le droit de se glorifier de leur œuvre, appliquée avec succès, non seulement en Russie, mais dans le monde entier.

On sait, en effet, qu'en Russie les journaux et les éditions bolchévistes parurent seules et le régime de la terreur était absolument prohibitif pour tout le reste.

Quant à la presse étrangère, elle a été en grande partie payée par les chefs du bolchévisme, qui dépensèrent des sommes fabuleuses pour répandre des quantités énormes de brochures en toutes langues, servant leur cause, pour payer des articles dans ceux des journaux avancés qui consentaient à le faire, et pour faire taire

ceux qui hésitaient à se compromettre publiquement.

Ainsi, la Presse, cet instrument précieux, qui joue un rôle si important et si bienfaisant dans la vie des peuples, s'est abaissée, à prix d'or, à une tâche scandaleuse, en trompant sciemment les classes ouvrières sur la vraie situation du bolchévisme en Russie.

Si une enquête impartiale dans cette voie était possible, elle pourrait constater combien les chefs bolchévistes ont su profiter du « bourrage de crânes », pour défendre leur cause personnelle et se maintenir au pouvoir pendant plus de deux ans, malgré toutes leurs fautes, leurs mensonges et les crimes odieux qu'ils commettaient sans se lasser.

Le socialisme combat le capital, mais il fut un moyen très puissant entre les mains d'un parti politique sans scrupules, comme le bolchévisme : son histoire en Russie l'a prouvé.

Les bolchéviks affirmaient que la Russie était presque entièrement convertie à leurs idées et que 95 pour cent de sa population prendraient les armes pour défendre le gouvernement des Soviets. Cette affirmation, répandue parmi les

masses ouvrières à l'étranger fut absolument contraire à la vérité, et n'est qu'un exemple des moyens si souvent employés pour séduire les foules ignorantes.

Comment pourrait-on, en effet, admettre qu'une population, comptant près de 200 millions d'âmes, accepterait de bonne volonté les décrets bolchévistes, interdisant et annulant la propriété de toute nature et renoncerait aux idées de l'épargne, du foyer, de la famille, de la religion; c'est-à-dire à tout ce qu'il y a de meilleur dans la vie de l'homme?

Seul le Christ avait réussi à décider quelques hommes à se séparer de leurs biens et à les distribuer aux pauvres; — mais ces cas extraordinaires sont cités comme des miracles, attribués à la force divine du Christ, ce qui prouve combien des sacrifices pareils sont pénibles, et combien l'idée de renoncer au droit de propriété révolte la nature humaine.

Bismarck disait au sujet de cette thèse du programme socialiste, qu'il ne pensait pas qu'il puisse se trouver un peuple assez stupide pour l'accepter et le réaliser. Pense-t-on que les bolchéviks ont eu la chance de découvrir ce peuple

stupide dans l'immense Russie? — Les événements ont prouvé le contraire : les théories que les bolchéviks s'entêtent à y implanter ont échoué : — le peuple russe fut réduit à souffrir de cette maladie, portant le nom de « bolchévisme », mais la convalescence et la guérison complète ne sont qu'une question de temps.

La vérité est que, pour arriver à dépouiller les gens de leurs biens, les bolchéviks ne se contentent pas de les convertir à leurs idées par la conviction, mais qu'ils usent de la force brutale et des moyens les plus cruels, tels que : expulsion du domicile, extermination par la faim, corvée et travaux publics, détention sans délai, fusillade sans jugement, etc.

En effet, comment pourraient-ils arriver autrement à leurs fins? Où donc se trouverait-elle, cette population naïve, qui accepterait avec joie de se laisser chasser de ses foyers et d'être dépouillée de ses biens, en se soumettant docilement à des décrets bolchévistes, du genre de ceux qui suivent?

Les banques privées sont réquisitionnées; les capitaux des particuliers, en comptes courants, sont encaissés par l'État et délivrés par petites

sommes mensuelles, à peine suffisantes pour se nourrir.

Toutes les valeurs : emprunts d'État, actions ou obligations diverses, hypothèques, etc., sont annulées.

Les coffres-forts des particuliers sont visités et tout ce qui s'y trouve, or, argent, bijoux de valeur, monnaie étrangère, papiers à intérêt, etc., est confisqué.

Les immeubles se trouvant dans l'enceinte de la ville sont déclarés propriété de la ville.

Les propriétés à la campagne sont déclarées propriétés de l'État et les propriétaires sont expulsés de leurs domaines.

Tous les biens mobiliers, de quelque nature qu'ils fussent, sont déclarés propriété de l'État et restent à la jouissance de leurs propriétaires, jusqu'au jour seulement où l'État jugera bon de les utiliser à son gré.

Toutes les entreprises industrielles sont déclarées propriétés de l'État, qui, à son gré, continue leur exploitation ou les ferme.

Toutes les entreprises commerciales, petites ou grandes, sont interdites ; seules quelques coopératives furent épargnées au 1er janvier 1919,

mais elles furent soumises à un contrôle rigoureux et grevées d'un impôt mensuel de 10 pour cent sur le revenu global brut.

Ces décrets sont mis en exécution immédiate, dès leur publication, à main armée, sous peine d'amende et de prison.

Il va sans dire que les citoyens ne quittent pas de bonne volonté leurs foyers et ne s'empressent pas de présenter à la Caisse de l'État leurs valeurs et leurs bijoux; l'exécution de ces décrets s'effectue uniquement par la terreur : les citoyens ne se soumettant pas à ces décrets, se trouvent sans cesse menacés d'être soupçonnés et accusés de crime contre la révolution (lire le bolchévisme) ou de spéculation sur les denrées, l'argent, etc.

Une commission spéciale est créée pour indiquer pour chaque nuit, à tour de rôle, les victimes à poursuivre, comme spéculateurs ou contre-révolutionnaires. Cette commission d'enquête, siégeant en permanence, jour et nuit, est chargée de faire immédiatement des perquisitions nocturnes dans les domiciles des inculpés, de procéder à la saisie de leurs biens, à leur arrestation et même à leur exécution.

C'est la chasse au bourgeois; les perquisitions

nocturnes se font sans relâche : on réveille en sursaut le citoyen et sa famille, l'on met des gardes à toutes les sorties, après quoi, l'on fouille l'appartement de fond en comble et l'on emporte tout ce qu'on veut : or, argent, denrées, provisions de bouche, valeurs, objets d'art, correspondance, etc. Ensuite on opère l'arrestation, malgré les protestations : la commission d'enquête, après examen des papiers saisis, décidera. Mais gare au citoyen, si l'on trouve chez lui une arme à feu : ce seul fait suffit pour qu'il soit condamné pour fait de contre-révolution à être fusillé.

Quant à la prison, — où l'on est souvent mis sans aucun motif, — elle peut durer des semaines et des mois, à moins que la famille du prisonnier ne consente à verser un cautionnement, plus ou moins important, suivant ses moyens, — après quoi, la victime est ordinairement relâchée et son affaire classée, sans que jamais on revoie la couleur de son argent.

A côté de la terreur, les bolchéviks ont appliqué un moyen de contrainte inusité encore, pour convertir et dompter les masses humaines, c'est la contrainte par la faim.

On savait bien jusqu'à présent que la faim est

un moyen infaillible pour dompter les bêtes, même les plus féroces : les bolchéviks ont prouvé que l'homme n'y résiste guère mieux.

Bien avant l'époque où les vivres ont commencé à manquer, les bolchéviks avaient inventé un système de répartition des denrées entre la population, suivant l'utilité de chaque habitant pour la cause du bolchévisme. Les principes de l'égalité des citoyens ne font nullement partie du catéchisme bolchéviste, qui, en cela, diffère absolument de la doctrine classique du socialisme. Dans ces conditions, le classement des habitants pour la répartition des denrées et du pain se fait à l'instar de ce qu'on a l'habitude d'appliquer dans les vacheries modèles, où le fourrage est minutieusement distribué entre les vaches, groupées en catégories, au prorata de la quantité de lait, donné par chacune d'elles : ainsi les vaches, qui donnent le plus de lait, sont les mieux nourries, celles qui en donnent moins ne reçoivent qu'une ration incomplète, et celles qui n'en donnent pas assez ou pas du tout, sont envoyées à l'abattoir.

Seulement, pour estimer l'utilité des hommes, d'après le système bolchéviste, ce ne sont pas les

qualités physiques qui servent de base pour établir la ration : ce sont les qualités « morales », la mentalité et l'utilité effective des habitants pour la cause bolchéviste.

Comme on punit les petits enfants en les privant de dessert, les bolchéviks privaient les habitants adultes et leurs familles de denrées et même de pain, si ces gens s'opposaient ou seulement résistaient aux idées bolchévistes et continuaient à vivre bourgeoisement.

D'après ce système ingénieux, au début du bolchévisme, les habitants furent classés en quatre catégories, entre lesquelles le pain devait être distribué de la manière suivante :

1re	Catégorie :	ouvriers et soldats	400 gr.
2e	—	employés du gouvernement . .	200 —
3e	—	artistes, médecins, instituteurs.	100 —
4e	—	bourgeois	50 —

Le principe de cette répartition n'a, d'ailleurs, jamais pu être appliqué d'une manière régulière, tant par suite d'une organisation déplorable d'approvisionnement, qu'à cause des abus de ses préposés. Ainsi à l'époque de la grande disette, en mars et avril 1919, les ouvriers eux-mêmes

ne recevaient guère que 200 grammes de pain par jour et deux livres de poisson sec par mois.

Dès le premier moment de l'application de ce système de répartition, un grand mouvement de mécontentement se manifesta, non seulement parmi les classes lésées, mais même parmi les classes ouvrières et les soldats, qui trouvèrent ces idées nouvelles peu compatibles avec le socialisme. Mais ce mouvement est resté sans suite. M. Zinovieff, excitant la haine contre les bourgeois et les classes aisées, vociférait dans ses discours « qu'il fallait les maîtriser par la faim, en ne leur donnant que juste assez de pain pour qu'ils n'en oublient pas l'odeur; qu'il fallait les réduire à l'humiliation et à la misère, en leur prenant tout, jusqu'à leurs vêtements, pour habiller l'armée rouge ».

Le manque de vivres, qui arriva ensuite, fit que chacun oublia son prochain, car il y avait assez à penser à soi-même et à sa famille : les privations, les souffrances et la mort des voisins n'évoquaient plus la pitié, mais faisaient peur, chacun comprenant que le lendemain pouvait lui réserver le même sort.

Dans la catégorie des bourgeois devaient être

classés : les commerçants, les industriels, les rentiers, les propriétaires d'immeubles des villes ou de la campagne, et en général tous les habitants qui font usage du travail salarié.

La distribution de pain dans ces proportions n'eut lieu, comme nous l'avons dit, qu'au début du bolchévisme. Dans la suite, quand les denrées devinrent de plus en plus rares et que leur arrivage souvent fit complètement défaut à cause des moyens de transport, qui devinrent de plus en plus défectueux, tandis que la partie de la Russie, restée entre les mains des bolchéviks, fut isolée des provinces riches, ces proportions ne purent plus être observées. Alors, avant de diminuer la ration des autres catégories, on supprima complètement la distribution de pain aux bourgeois.

Les bourgeois n'avaient qu'à se tirer d'affaire comme ils pouvaient. Quand ils furent les premiers privés de pain, on leur octroyait pour toute nourriture d'abord deux harengs et ensuite un hareng salé par jour. Mais quand les harengs furent épuisés, — et qu'on les vendit en cachette à raison de 15 roubles la pièce, — les bourgeois ne reçurent plus rien : cet état dura jusqu'à leur disparition ; ce n'était pas à l'abattoir,

qu'on conduisait les bourgeois récalcitrants, comme des vaches, qui ne donnaient pas suffisamment de lait : les bolchéviks les condamnaient à la faim, c'est-à-dire à la mort la plus terrible ; car l'agonie dans ce cas est longue et les souffrances physiques ne sont rien à côté des douleurs morales, qui tournent au désespoir ; on a de la famille, — une femme, des enfants, qui sont dans le même état, — et il ne faudrait que peu de chose pour les sauver ; il n'y aurait qu'à simuler le désir d'accepter de travailler avec les bolchéviks, et l'on recevrait une situation bien rémunérée, mais surtout on aurait du pain et des vivres ; on peut bien se sacrifier soi-même, mais a-t-on le droit de faire mourir de faim les femmes et les enfants ?

Mais en servant les bolchéviks, il fallait servir l'Allemagne et trahir l'Entente : ce fut au-dessus des forces de bien des gens, qui préférèrent la mort. Pourtant beaucoup de personnes, appartenant au service des banques et d'administrations diverses, après avoir résisté et fait la grève, pendant quelques mois, se sont vus obligés de céder et de reprendre le travail, pour ne pas laisser succomber la famille : comprendra-t-on jamais leurs souf-

frances, leur rage et surtout l'impatience qu'ils éprouvaient, en attendant que la délivrance arrivât enfin et que les bolchéviks fussent renversés?

Ceux qui avaient quelques ressources se sont sauvés en Ukraine, au Caucase, ou émigrèrent à l'étranger. Mais ceux qui ne voulurent pas transiger et qui n'avaient aucun moyen de se sauver, — et ceux-là étaient les plus nombreux, — furent condamnés à mourir de faim, ou à être mis en prison ou fusillés.

Les détails pathologiques de cette mort lente sont très curieux et présentent un cas, sans doute, rare à observer. Les personnes qui se privaient de bonne volonté de nourriture pour étudier le degré de résistance à la faim de l'organisme humain, n'ont rien de commun avec ces masses de gens, qui furent obligés de diminuer continuellement et graduellement leur ration, arrivant enfin à un moment où la quantité de nourriture qu'on avait à absorber fut à un tel point insignifiante, qu'elle ne suffisait plus pour faire fonctionner l'organisme.

La mort dans ce cas est délicate : elle ne se presse pas d'emporter la victime, et l'homme paraît s'être habitué à ne plus apaiser sa faim.

D'abord on maigrit rapidement et, après quelques mois, on ne reconnaît plus même ses amis. Ensuite on devient de plus en plus faible, anémique, apathique, nerveux, voyant tout en noir et se livrant facilement au désespoir. En fin de compte on perd l'appétit et l'on devient indifférent à tout, même à la nourriture : on ne veut plus se donner de la peine pour la trouver ; on se résigne à mourir, car toutes les ressources sont épuisées : on a vendu tout ce qu'on pouvait vendre : objets d'art, tableaux, piano, meubles, vaisselle, livres, linge, habits ; il ne reste plus rien, et les prix des vivres, surtout en 1919, étaient inabordables ; le pain noir 20, 25 roubles la livre (400 grammes) ; la viande de cheval 28 roubles, la viande de chien 10 roubles ; une poule 80, 100, 120 roubles ; le beurre 100 roubles, etc. On s'étiole et l'on s'éteint.

L'autopsie des morts de ce genre constate que tous les organes : cœur, poumons, foie, etc., sont rapetissés, rétrécis, desséchés. L'homme de son vivant est transformé en momie, et son esprit assiste à cette transformation graduelle jusqu'au dernier moment, où le mécanisme de ses organes cesse de fonctionner, et où il s'assoupit.

A-t-on seulement une idée du nombre des gens sans défense, qui sont massacrés ou morts de faim dans ces conditions? On attribue à la grippe espagnole, au typhus, la mort de milliers de gens : les fossoyeurs n'arrivent pas à creuser suffisamment de fosses communes; les cercueils manquent : ils ne servent que pour le transport des défunts jusqu'à la fosse, car une quantité d'autres corps entassés les uns sur les autres dans les salles mortuaires attendent leur tour; et comme ce moyen ne suffit encore pas, on invente des cercueils à 5 places. Mais pour ne pas troubler la population, les cortèges funèbres sont interdits pendant le jour et le transport des morts par les rues désertes ne se fait que pendant la nuit. Souvent les parents sont obligés de porter eux-mêmes, à bras, le défunt, enveloppé dans un linceul. Mais les fossoyeurs manquant, on entassait les cadavres par centaine dans les cimetières, à ciel ouvert.

Ce ne sont cependant pas tant les maladies, que la famine, qui fut cause de la mort de milliers de gens : affaiblis, anémiés, les êtres n'ont plus de forces pour résister non seulement aux épidémies mais au moindre mal : ils en succombent.

Ces hécatombes ne diffèrent en rien de celles

des champs de bataille, ou des morts de faim dans des villes assiégées par l'ennemi : ces gens qui n'ont pas voulu se soumettre aux bolchéviks, alliés de l'Allemagne, ont fini leur vie en héros glorieux. La longue résistance passive est bien plus douloureuse que les blessures et la mort instantanée, reçues au combat : ces victimes du bolchévisme auront leur hommage mérité dans l'histoire de cette guerre.

Il y avait encore un moyen que les bolchéviks pratiquaient pour forcer les bourgeois à se convertir à leurs idées : c'est la corvée forcée, pour l'exécution de divers travaux de peine, — tels que creuser les tranchées, déblayer les rues de la neige, nettoyer les casernes, scier le bois de chauffage, charger ou décharger les wagons et les bateaux, etc. — Hommes, femmes de tout âge, jeunes gens à partir de dix-sept ans, généraux en retraite, prêtres et moines, personne ne fut exempté de ces corvées : tous devaient se présenter au jour indiqué, de grand matin, sous peine d'arrestation, pour être conduits au lieu du travail, surveillés par les gardes rouges, dont on devait supporter les grossièretés, les brusqueries et les insultes. On a vu des dames du monde

laver les planchers des casernes et blanchir le linge des soldats. On a vu des archiprêtres, d'un âge très avancé, scier le bois de chauffage, au bord des barques, sous une pluie battante ; ceux qui refusaient d'obéir étaient conduits en prison, comme contre-révolutionnaires.

Il serait donc absolument injuste d'affirmer que le peuple russe a accepté de bonne volonté la domination du bolchévisme ou même qu'il s'y est soumis, obligé par la force. Le bolchévisme est une lèpre sociale, à laquelle les masses ignorantes ne résistent guère : la maladie sévit avec une rigueur inouïe, elle prend son temps pour produire un ravage sans exemple, mais, après avoir fait son temps, elle disparaît pour continuer dans les pays voisins. Seulement, au moment de la convalescence de la population des pays ravagés, — la bourgeoisie, les classes instruites étant exterminées, — les masses ignorantes restent inertes, dans un état latent d'isolement, ne voyant plus personne autour d'elles, qui puisse les remettre sur le bon chemin, les réunir sous un nouveau régime et rétablir l'ordre dans le pays : le césarisme ou la conquête étrangère deviennent alors des menaces imminentes.

En effet, les gens d'élite sont presque tous morts de faim ou massacrés; ceux qui ont pu se sauver, sont dépouillés de leur fortune et la plupart emprisonnés pour n'avoir pas voulu servir le bolchévisme et l'Allemagne; le peu d'entre eux qui ont réussi à se réfugier à l'étranger, n'ont aucun moyen pour se réunir, s'armer et organiser la délivrance de leur Patrie et languissent dans leur impuissance désespérante. Rien d'étonnant que, dans ces conditions, les mois, les années passent, avant que la guérison complète du peuple russe n'arrive et qu'il reprenne les forces nécessaires pour se relever par ses propres moyens.

La résistance fut impossible, mais la haine contre les bolchéviks couve dans le peuple russe, partout.

Quelques assassinats de chefs bolchévistes ont prouvé que des complots se préparaient contre ces tyrans. Mais cela fut rapidement arrêté : pour s'assurer une vie tranquille et sans danger, les bolchéviks ont pris les mêmes mesures de garantie que les Allemands avaient l'habitude d'appliquer en Belgique et ailleurs, dès qu'ils réussissaient à s'emparer d'une ville : ils saisissaient les citoyens

les plus respectés et les plus riches et les gardaient en prison, à titre d'otages, en déclarant que, pour une nouvelle victime bolchéviste, ils fusilleraient cent et jusqu'à mille citoyens détenus. Après l'assassinat du chef de la Commission d'enquête, — Ouritsky, — il y eut plus de dix mille personnes écrouées en prison, comme otages : beaucoup d'entre elles furent fusillées immédiatement, — pour venger sa mort, — les autres ont été gardées pour être exécutées à la première tentative d'assassinat d'un bolchévik, faisant partie du gouvernement. Les bolchéviks triomphaient chaque fois par ce procédé et quand le calme était rétabli, ils annonçaient à tout le monde que le peuple russe était soumis et avait reconnu leur pouvoir.

CHAPITRE III

COMMUNE DES TRAVAILLEURS. ORGANISATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Après le départ des troupes et des autorités allemandes, sur l'ordre des pays vainqueurs, les bolchéviks restèrent au pouvoir, seuls et indépendants, et cela d'une façon tout à fait inespérée.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, l'annulation du traité de Brest et la mesure clémente des Alliés ordonnant à l'Allemagne de retirer ses troupes de la Russie n'ont servi que la cause du bolchévisme, car ses chefs furent ainsi libérés de leurs maîtres allemands. Ils profitèrent de cette chance pour remplacer les troupes allemandes, qui sortirent par une porte, par les troupes bolchévistes qu'ils introduisirent par une autre.

Ainsi, sans qu'on eût le temps de leur opposer une résistance quelconque, les chefs bolchévistes établirent leur tyrannie en Ukraine et dans les provinces baltiques.

Jusqu'à ce moment ils n'avaient réussi que dans leur œuvre de corruption et de destruction, mais les principes de la doctrine bolchéviste restaient plutôt vagues et se confondaient dans l'esprit des foules avec la pleine liberté de vol, de pillage et de meurtre.

Ces premiers résultats devaient entrer dans les idées de l'Allemagne, qui avait envoyé les aventuriers bolchévistes en Russie, pour la mettre hors d'état de continuer la guerre, en y établissant l'anarchie. Mais jamais l'Allemagne ne supposait que la doctrine bolchéviste allait prendre corps dans toute la Russie et qu'elle allait encore menacer de son invasion les autres pays et l'Allemagne elle-même, en premier lieu. L'organisation des provinces nombreuses de Russie, où l'Allemagne avait établi son pouvoir direct, en est une preuve : la propriété individuelle y a été partout respectée, et les idées socialistes poursuivies.

Dans ces conditions, on pouvait s'attendre à ce

que les apôtres du bolchévisme, après s'être débarrassés de la tutelle allemande, pousseraient leurs efforts pour implanter en Russie et y maintenir leurs doctrines d'une façon ferme et définitive.

Mais ce fut tout le contraire : la doctrine bolchéviste n'avait jamais servi à ses chefs que de prétexte, dont ils se sont couverts pour y maintenir le régime de la terreur, et pour garder le pouvoir, car ils comprirent bien vite que son application avait subi un échec complet, et qu'une fois le calme rétabli, leur chute serait imminente.

Il ne s'agissait donc plus alors d'un régime bolchéviste ou communiste, socialiste ou démocratique, ou de principes d'une de ces doctrines pures qu'ils implantaient en Russie : ce fut un gouvernement incohérent, sans principes, qui, suivant les circonstances, trahit les principes du bolchévisme, proclamés immuables, et rétablit les principes bourgeois, abolis comme étant seuls la cause des souffrances de l'humanité.

Les apôtres du bolchévisme avaient, dès leur début, proclamé que les terres appartiendraient aux paysans, les usines aux ouvriers, l'argent au peuple. C'étaient de belles promesses, faites pour

séduire les classes des travailleurs, les paysans et surtout les gens sans aveu, dont furent rapidement formées des foules nombreuses de dévoués au bolchévisme.

Mais, au moment où le gouvernement bolchéviste se sentit assez fort pour établir le régime de la Commune, ces belles promesses furent appliquées d'une manière qui ne répondait nullement aux idées de bonheur qu'elles avaient fait miroiter au début dans l'esprit des foules, et qui les avaient poussées aux pires excès : les paysans avaient chassé les gros propriétaires de leurs domaines, les ouvriers s'étaient révoltés contre leurs patrons et s'étaient emparés des usines ; l'argent des banques et des particuliers fut réquisitionné par l'armée rouge. Et après cela, voilà qu'on déclare que les terres ne devaient nullement appartenir aux paysans, les usines aux ouvriers et l'argent aux prolétaires : tout devait appartenir à la Commune, c'est-à-dire au peuple, qui seul devait être reconnu propriétaire de toutes les richesses du pays : mais le peuple comprit qu'il n'y était pour rien, et qu'il fut tout simplement volé, car toutes les richesses passèrent aux mains des bolchéviks, qui en disposèrent à leur gré.

C'était une doctrine nouvelle, une surprise, qui ne pouvait être acceptée sans résistance : les paysans et les ouvriers d'usines ne seraient que des travailleurs, qui ne jouiraient de la terre, des usines et des capitaux, qu'à titre provisoire, suivant la bonne volonté du pouvoir bolchéviste. Et quelle jouissance? Cette jouissance serait le travail, car dès qu'on devient vieux, malade ou incapable de travailler pour une raison ou pour une autre, on est remisé dans un asile, et remplacé par des gens valides. Alors au lieu du bonheur rêvé, ce serait la corvée forcée, pendant tout l'âge viril.

Ce changement subit fut naturellement cause de mécontentement et de déception, surtout parmi les paysans, qui ne trouveront jamais compatible l'idée de bonheur avec une jouissance provisoire de leurs terres, de leurs jardins et de leurs foyers : ce mécontentement tourna en révolte, quand le gouvernement, poursuivant encore sincèrement l'application de la doctrine communiste, au lieu de donner la terre aux paysans, comme cela fut promis, déclara que tous les paysans qui possédaient des lopins de terre à titre de propriété, n'étaient que des bourgeois à exterminer, comme

les autres, sans aucun ménagement ni pitié, et que leurs terres devaient être confisquées.

Les bolchéviks, cependant, tenaient déjà le pouvoir d'une façon assez ferme, pour appliquer le système de la Commune des travailleurs d'une façon rigoureuse : plus de propriété individuelle, plus de commerce, ni d'industries de particuliers, plus de religion. Le pouvoir central réunit à lui seul tous les besoins de la population.

L'enseignement, les habitations, les provisions de bouche, les vêtements, le linge, les chaussures, les distractions, les plaisirs, le travail même, tout cela appartient au domaine du pouvoir central, qui reste seul maître et juge des moyens et de la manière de les répartir entre les citoyens.

Qu'est-ce que le Pouvoir central? C'est la dictature de la bande bolchéviste : les Soviets, ou Conseils, se composant de bolchéviks seulement, tous les autres partis politiques sont déclarés ennemis du peuple et n'ont aucun droit de citoyen; ils sont exclus purement et simplement de la société; au fond, c'est une oligarchie des bolchéviks, car leur nombre est insignifiant, à côté de la masse de la population russe.

La Commune des Travailleurs des bolchéviks

présume une association de gens sobres, intègres, aimant leurs prochains jusqu'à leur pardonner tous leurs défauts, même leur paresse, puisqu'ils seraient obligés de travailler ensemble, se soumettant au régime rigoureux de la caserne et à une discipline sévère, renonçant à la propriété individuelle et se résignant à l'abnégation de toute initiative personnelle, puisqu'ils devraient se décider à se fondre intimement à leurs semblables, en faisant corps commun avec les habitants de la commune.

L'homme de la commune, dans ces conditions, doit être un saint homme.

Mais les saints hommes sont de plus en plus rares et, pour ainsi dire, n'existent pas. Les apôtres des religions divines le savaient bien et, connaissant la nature humaine, qui renonce difficilement aux jouissances de la vie, prêchaient l'abstinence, en promettant la récompense et menaçant de châtiments après la mort, et surtout en donnant le bon exemple par leur vie personnelle de perfection morale, qui pouvait être atteinte par l'être humain.

Aujourd'hui les douceurs et les jouissances de la vie moderne sont les seuls stimulants qui

font travailler les hommes; quant à la commune rêvée des bolchéviks, elle est loin de leur paraître séduisante, car ils seraient non seulement privés de toutes les douceurs, mais ils seraient en plus soumis à un régime rigoureux de caserne, qui transformerait leur liberté en esclavage.

Naturellement, l'on n'y pourrait contraindre les gens que par la force. Il est très curieux de constater que les auteurs de l'émancipation des serfs en Russie, sous le règne d'Alexandre II, en 1861, avaient préconisé le maintien de la commune villageoise comme seul moyen de conserver le régime de l'absolutisme. Or, ce fut précisément la commune villageoise, maintenue de force, au moment où elle devait disparaître, après avoir rendu à l'humanité le service, comme étape naturelle, qui fut la cause principale de la misère des paysans russes et de la chute de l'absolutisme.

En effet, dès que la commune villageoise ne fut plus en état de nourrir les familles de ses membres, les pères, usant de leurs droits, envoyèrent leurs fils travailler dans les usines et dans les villes, en leur ordonnant de leur envoyer l'argent qu'ils allaient gagner. Cela ne put tenir que jusqu'au moment où les fils comprirent que

ce n'était pas juste et qu'ils en perdirent l'habitude; alors tous les sentiments d'attachement au village natal et aux parents s'effacèrent de leur cœur ; ce fut le mécontentement général et la misère : l'ouvrier de l'usine sans famille, s'adonnant à la boisson et le paysan devant sa ferme déserte et sa terre épuisée sans aucun espoir dans l'avenir.

Lénine, ancien gros propriétaire terrien, devait bien se rendre compte de cette situation désastreuse des classes des travailleurs en Russie. Mais au lieu de comprendre que la population rurale russe, ayant déjà traversé l'étape de la commune villageoise, devait être aidée à s'organiser, comme dans les pays de l'Europe occidentale, en métairies ou petites propriétés, il ne trouva rien de plus génial que de reconstituer une commune politique, prêchée par le parti socialiste, et de forcer les gens à revenir au régime du servage, dont l'horreur n'est pas encore oubliée en Russie : fallait-il être prophète, pour lui prédire un échec complet?

La dictature en Russie n'est nullement celle du Prolétariat. Bien plus, il n'y a même pas en Russie de République des Soviets, conforme aux clauses de la Constitution officielle des Soviets.

Le pays, en fait, est gouverné par le Comité central du parti bolchéviste composé d'un nombre insignifiant d'adeptes de positions sociales différentes, subjugués par un dictateur, qui, pour le moment, s'appelle Lénine. Dans ces conditions, le pays ne peut être gouverné que par la terreur.

Le Comité central impose sa volonté au Soviet central, trié sur le volet, prêt à donner son estampille à n'importe quel décret, élaboré dans l'officine de Lénine.

Dans chaque ville régionale, à côté d'un Soviet local, subsiste un comité bolchéviste local, qui dirige ce Soviet de la même manière, c'est-à-dire par la terreur, que le Comité de Lénine dirige le Soviet central.

Le Comité central maintient sa suprématie par la terreur à un tel point que, contrairement à la Constitution bolchéviste, les Soviets régionaux préfèrent s'adresser, pour avoir des solutions à telles ou telles questions, à ce Comité, au lieu de les adresser au Soviet central, qu'ils considèrent comme une autorité inutile.

Le pouvoir exécutif central est réparti entre les divers commissariats (ministères) respectifs, tels que : l'Agriculture, la Justice, les Finances, la

Guerre, les Ponts et Chaussées, l'Instruction publique, l'Assistance publique.

Toutes les provinces de la Russie soumises aux bolchéviks ont ainsi une organisation de commune, gouvernée par des Soviets locaux, avec des pouvoirs très étendus; les villes, les villages sont à leur tour des communes autonomes, grandes ou petites, avec des Comités qui ne se soumettent que difficilement au pouvoir central, en prétendant que le pouvoir local doit être respecté par-dessus tout.

Les grandes villes, comme Moscou et Pétrograd, sont également partagées en plusieurs communes, correspondant aux quartiers ou arrondissements.

Les Soviets locaux se considéraient comme absolument indépendants et irresponsables et se livraient à toutes sortes de trafics, au pillage et au brigandage ; dans ces conditions les chefs bolchévistes furent absolument incapables de maintenir l'ordre dans le pays. D'ailleurs, quels moyens miraculeux aurait-il fallu trouver pour établir une organisation sociale tant soit peu satisfaisante dans ces conditions ?

Ainsi le pouvoir bolchéviste veut d'un côté

concentrer entre ses mains tout le mécanisme politique et économique pour gouverner le grand pays sous un régime dictatorial, et, de l'autre, il éparpille son pouvoir central, en accordant une quasi-autonomie à un grand nombre de provinces et de villes, avec lesquelles il se voit obligé de partager ce pouvoir, puisque les ordres du pouvoir central ne sont pas exécutés.

Il en est résulté un désarroi social et économique : la ruine de l'industrie et la famine, qui fit un nombre incalculable de victimes.

Ayant proclamé « la Commune des Travailleurs », les bolchéviks se sont heurtés à des difficultés qu'ils n'avaient pas prévues, et pour cause. Ils ont bien démontré qu'ils furent capables d'organiser une insurrection politique, mais, quand vint le moment d'établir la transformation sociale au point de vue économique, qui ne peut se développer que si elle repose sur le travail, ils ont échoué, car ils n'en avaient aucune notion. Dans aucun de ses ouvrages Lénine n'en parle : il n'y a jamais songé. Ayant fondé la « Commune des Travailleurs », Lénine s'est trouvé en face d'un peuple qui n'avait aucune envie de travailler, et pour le forcer à travailler, il dut,

comme pour le convertir à ses idées politiques, recourir à la terreur.

Une leçon est à retenir de l'épreuve que nous présente l'organisation du pouvoir du gouvernement bolchéviste : c'est que jamais, sous aucun régime, le nombre de fonctionnaires ne fut aussi grand, les administrations aussi envahissantes et variées et la bureaucratie aussi compliquée et tracassière, que pendant cette organisation socialiste.

Du moment que le commerce et tout trafic particulier furent supprimés, l'État s'était chargé lui-même de suppléer aux moindres besoins de la population : il ne s'agissait pas seulement des vivres, mais du combustible, des vêtements, des souliers, du linge, du fil, des aiguilles, etc., etc. Pour chacun de ces cas, il fallait obtenir d'un bureau particulier une permission spéciale pour l'acquisition de tel ou autre objet, et cela, en ayant eu soin de se munir de plusieurs certificats, constatant le droit du demandeur à l'objet en question.

Avec cette permission, vous devez vous présenter à un autre bureau, puis à un troisième, un quatrième, jusqu'à ce que vous arriviez à vous

faire indiquer si l'objet demandé se trouvait en stock, s'il en existe dans votre quartier, si vous deviez attendre votre tour, d'autres s'étant inscrits pour le même objet avant vous. Enfin, on vous délivrera une carte, pour que vous la présentiez à l'endroit indiqué. Mais là, le préposé vous traitera en intrus, en vous disant que, depuis longtemps déjà il n'y avait plus rien de ce que vous demandez.

Il faut avouer que cette organisation défectueuse, qui n'est nullement particulière au système bolchéviste, ne pourrait être combinée d'une façon plus heureuse par aucun système socialiste, dont la doctrine exigerait la suppression du commerce et la centralisation entre les mains de l'État de la production et de la répartition : l'exécution de ces principes est si compliquée et demande un tel nombre de bureaux de contrôle mutuel, ainsi qu'un effectif d'employés tellement grand, avec une telle quantité de paperasserie, de tickets, de timbres, qu'il est toujours condamné à se noyer dans les complications de la bureaucratie. De plus, ce système ne présente aucune garantie d'épargner à l'humanité l'exploitation des spéculateurs, car les bureaux des fonctionnaires ne valent pas même les boutiques

des mercantis. On y est non seulement mal servi, mais on est exposé à y trouver de la mauvaise marchandise à des prix exorbitants, ou à n'y rien trouver du tout.

Avec cela les pérégrinations et les ennuis, auxquels est exposé le public qui veut acheter, sont agrémentés de grossièretés des employés, qui traitent les citoyens en subalternes. Et comme on ne travaille dans les bureaux que pendant six heures, si, après avoir fait la queue pendant deux heures, vous arrivez au guichet à l'heure de la fermeture, vous le voyez fermer devant vous et vous n'avez qu'à recommencer le lendemain.

Mais, ce qui est plus grave encore, c'est que cette organisation, tout en supprimant le commerce loyal, ne fait qu'encourager le commerce clandestin et la spéculation : conséquence inévitable de la suppression du commerce.

En effet, le public qui ne veut pas être ennuyé et maltraité, n'a qu'à payer cher pour qu'on lui fournisse les objets dont il a besoin : ainsi, tandis que les bureaux de distribution sont encombrés et que les formalités à remplir pour avoir les objets de première nécessité sont trop compliquées, la vente des objets demandés se fait aux portes

mêmes de ces bureaux, et rien ne peut l'arrêter. On comprend dans ces conditions combien la spéculation peut prospérer : elle est soutenue par la bourgeoisie affamée, qui se ruine en vendant son mobilier, son linge et ses vêtements, pour acheter des vivres à des prix fabuleux. Elle est, de plus, encouragée par les mesures sévères, visées contre elle, car plus ces mesures sont rigoureuses, plus les prix montent, et plus les transactions deviennent séduisantes pour des gens sans scrupules.

Reste à savoir ce que coûte cette organisation du monopole de l'État, remplaçant le commerce.

A Pétrograd seulement, le nombre d'employés préposés à l'approvisionnement et à la répartition s'élève à 22.000. En évaluant à 1.000 roubles, en moyenne, leurs appointements par mois, on arrive au chiffre énorme de 264 millions de roubles par an.

Cette somme pèse entièrement sur les contribuables, en plus des impôts exorbitants, payés pour les marchandises, car les orateurs socialistes ont eu soin d'insister d'avance sur la nécessité de ne pas faire peser le montant des salaires et des frais généraux du trafic sur les

marchandises, mais de le faire supporter par la Caisse de l'État.

En dehors des prix énormes, que le public est forcé de payer pour les marchandises de qualité souvent mauvaise, en dehors de la somme formidable, dont les contribuables sont grévés pour la paie du nombreux personnel de cette organisation utopique, il faut encore prendre en considération le prix de l'entretien des Comités de Pauvreté de chaque maison. Car sans un certificat de la part du Comité, aucune démarche n'est possible, pour obteuir quoi que ce soit. Si l'on évalue à 1.000 roubles par mois seulement les émoluments du préposé à un Comité de Maison, on arrivera pour le grand nombre de maisons à Pétrograd à une somme se chiffrant par dizaines de millions de roubles.

Il est permis de prétendre, après tout ce qui vient d'être dit, que la doctrine de la suppression du commerce, appliquée par le bolchévisme, a complètement échoué, que cet échec n'est pas l'effet d'une organisation mal comprise, mais qu'il provient de raisons qui restent absolument les mêmes pour tous les cas de doctrines socialistes, prêchant la suppression du commerce ; ce sys-

tème étatiste coûtera toujours plus cher et sera noyé dans des complications de bureaucratie inusitées jusqu'à présent et absolument impossibles à prévoir. Cela, sans pouvoir compter encore, même en chiffres ronds, les pertes immenses causées par l'inexpérience et l'incapacité des fonctionnaires, leur inconscience, leur incurie : le fait d'acheter trop cher et de mauvaise qualité, de ne pas savoir conserver les denrées, de les gâcher au point d'être obligé de les jeter à la mer. Ce ne sont pas des crimes de la part des fonctionnaires, mais c'est loin d'être un avantage pour les consommateurs. Quant aux concussions, qui sont des crimes plutôt rares dans d'autres branches de l'administration, ils sont particulièrement faciles et par conséquent fréquents dans le service d'approvisionnement et de répartition, puisque jamais ailleurs le fonctionnaire ne se trouve entouré de tant de séductions, auxquelles il faudrait de l'héroïsme pour résister. Les commerçants pourraient témoigner combien la question d'employés intègres et honnêtes est difficile à résoudre en pareils cas.

Quant au nombre total des employés d'administration des Soviets, rien que pour la ville de Pé-

trograd, il s'élève à 300.000 hommes et femmes, et les appointements qui leur sont payés représentent une somme colossale, qui pourrait être comparée au budget des dépenses annuelles de l'État à l'époque de l'Empire des Tsars, — trois milliards six cents millions de roubles par an, — en mettant 300 millions de roubles par mois, ce ce qui n'est pas exagéré, beaucoup d'entre eux gagnant plus de mille roubles mensuellement.

Les bolchéviks comprennent parfaitement que la contrainte est un mauvais moyen pour amener les gens à se convertir à leurs idées, et que dans ces conditions la conversion n'est jamais sincère. Aussi, sans se gêner, ils ont établi un contrôle rigoureux, allant jusqu'à un espionnage révoltant, pour surveiller les nombreux employés et même les soldats de l'armée rouge qui n'acceptent de les servir que par la contrainte, la terreur et surtout la faim.

Parfois on expose dans les bureaux des listes spéciales, en invitant tous les employés à indiquer le groupe politique auquel chacun d'eux appartient; mais cela ne réussit pas davantage, car le nombre des bolchéviks purs y est très rare et la majorité des employés répondent qu'ils n'appar-

tiennent à aucun groupe politique. Dans d'autres cas on expose des listes, en invitant les bolchéviks seuls à apposer leur signature; puis, comme dans les autres, on constate que le nombre des employés bolchévistes est absolument insignifiant en comparaison des autres, dont les idées politiques restent absolument inconnues, mais qui, au fond, sont évidemment hostiles aux bolchéviks, ou « communistes », comme ils prétendent s'appeler aujourd'hui.

Voici plusieurs chiffres, qui peuvent donner une idée du petit nombre d'employés bolchévistes, occupés dans les bureaux du Gouvernement, en comparaison de cent hostiles au bolchévisme : le total des employés du gouvernement de Wologda, par exemple, s'élevait à 1.278, dont 27 « communistes » enregistrés seulement, soit 2,1 pour cent; on y trouve encore, il est vrai, 37 pour cent qui se sont enregistrés, comme « aspirants au communisme » : ce sont ceux des employés qui ont la plus grande peur de perdre leurs places et qui espèrent déguiser de cette façon leur vraie profession de foi, certainement hostile au bolchévisme. Le reste des employés, au nombre de 744,

est représenté par des fonctionnaires ou des officiers de l'ancien régime, qui sont enregistrés comme « n'appartenant à aucun parti politique » ; ceux-là, naturellement, prendront, à la première occasion, les armes pour chasser les bolchéviks.

Quant au nombre des « *Bolchéviks actifs* », il ne s'élevait en 1918 qu'à 8.000 à Pétrograd et à 450 à Wologda, ce qui fait un peu plus de 1 pour cent sur l'ensemble de la population de chacune de ces deux villes. Ce n'est pas ce petit nombre de militants qui pourrait arriver à convertir par la force à ses idées les masses du peuple, déjà révoltées contre le régime bolchéviste.

Il faut ajouter que, même les chefs des administrations ou organisations diverses, élus par les bolchéviks eux-mêmes, ne jouissent pas d'une confiance absolue de la part du Gouvernement, qui les espionne de près : les cas de trahison des chefs bolchévistes sont très fréquents et les traîtres sont fusillés sur-le-champ.

Les bolchéviks ont établi une discipline très sévère, pour être obéis par un contingent d'employés, aussi nombreux et si peu sûrs : chaque ordre doit être rigoureusement observé, sous peine de renvoi, à la moindre infraction. Quel-

quefois ces ordres sont révoltants, mais la terreur et la faim, qui menacent ceux qui oseraient s'y soustraire, réduisent les employés à se soumettre.

En voici un exemple : la veille de l'anniversaire de l'avènement au pouvoir des bolchéviks, qui a été fêté triomphalement, les employés du Gouvernement ont été prévenus, que, — bolchéviks, ou non bolchéviks, — tous devaient figurer dans les cortèges organisés pour les manifestations dans les rues et sur les places publiques, sous peine de renvoi, en cas de refus. Beaucoup d'entre eux se présentèrent à l'heure matinale indiquée, pensant s'esquiver à un des tournants de la rue ; mais leur espoir fut déçu ; à leur arrivée on leur distribua des cartes de contrôle qui, au cours de la route à travers la ville, pendant toute la journée, — sous une pluie battante, — étaient minutieusement estampillées à toutes les places où le cortège devait s'arrêter, pendant que les orateurs bolchévistes prononçaient leurs discours. De cette façon tous les employés ont non seulement fait acte de présence dans les manifestations de joie des bolchéviks, mais on les a obligés à porter des bannières avec des inscriptions, excitant la foule

à la guerre contre les bourgeois et aux pires excès contre les ennemis du bolchévisme.

Ainsi une poignée d'aventuriers gouverne un grand peuple. Mais comme, dans leur ensemble, les bolchéviks ne présentent nullement une force redoutable, ils se disperseront et vont disparaître, à la première occasion, comme la nuit au lever du soleil.

Et les ouvriers? se demandera-t-on : ce ne sont pas des fonctionnaires, ni des employés divers, c'est la masse ouvrière, qui, certainement, soutiendra et défendra jusqu'à la dernière goutte de son sang le pouvoir bolchéviste puisque c'est elle qui a donné le plus de force pour créer « la Commune des Travailleurs », et que c'est parmi les ouvriers que le bolchévisme a recruté, non seulement les chefs militants des Soviets, mais tous les chefs de l'armée rouge et les commissaires mis à la tête de toutes les branches de l'organisation sociale.

La question est du plus grand intérêt, car elle est naturellement liée de la façon la plus intime à la révolution et au bolchévisme en Russie et qu'elle touche à l'un des plus importants problèmes de la doctrine socialiste.

La sincérité des bonnes intentions des ouvriers, dans la part active qu'ils ont prise au mouvement de la révolution d'abord, et à celui du bolchévisme ensuite, ne peut certainement pas être mise en doute.

Mais, — disons-le tout de suite, — leur foi dans le bonheur de l'humanité, leur espoir même ne fût-ce que d'une amélioration immédiate du sort des travailleurs, ont été complètement déçus : le bonheur, qui devait être acquis au prix de sacrifices terribles, n'arrivait pas et, après avoir commis les pires atrocités pour abolir le régime de l'exploitation et exterminer la bourgeoisie, les ouvriers se sont trouvés devant la débandade, le désarroi, la ruine, la misère, la famine, la mort, le néant dans tout le grand pays désolé.

On sait que les chefs bolchévistes ont reconnu eux-mêmes leur échec dans le domaine de l'organisation du régime du travail et de la production. Lénine, à plusieurs reprises, avait déclaré dans ses discours et dans ses interviews, qu'il était frappé par la paresse, l'indolence et surtout combien les hommes sont voleurs.

N'est-ce pas là une preuve éclatante de ce qu'un théoricien, même de cette trempe, est peu

capable de mettre à exécution sa doctrine? Du moment qu'on n'est pas en état de juger à quel point la bête humaine est esclave de ses instincts vicieux, on est toujours exposé à des erreurs grossières de ce genre, car on n'est pas en état de distinguer une idée pratique d'une utopie.

Comme exemple de la baisse de la productivité du travail, on trouve cités, même dans les journaux bolchévistes, des cas frappants, comme le suivant : à l'une des fabriques de draps, bien organisée (fabrique de draps Khitroff, à la st. Schérapowa Okhota du chemin de fer Moscou-Koursk) où la durée du travail de huit heures fut établie avant la révolution, la production journalière s'élevait en 1913-14 à 125 pièces de draps et 196 pouds (3,25 tonnes) de fil; en 1917-18 elle n'était plus que de 116 pièces et de 155 pouds (2,51 tonnes) de fil, et en février 1919 — 59,8 pièces et 88,25 pouds (moins de 1,5 tonne) de fil, — ce qui représente une baisse de 52-54 pour cent. Au dernier moment les directeurs et les ingénieurs furent chassés, il n'y avait plus aucune discipline et le chaos qui en advint fut indescriptible.

Un autre exemple du désarroi dans le trafic

des chemins de fer, causé par les lenteurs de la remonte des locomotives sera exposé ailleurs. Il suffit de dire que sur le nombre total des locomotives en circulation, il y a eu, dans le courant de l'année 1918, 80 pour cent mises hors d'usage, dont 27 pour cent seulement furent réparées et remises en circulation.

Au mois de mars 1919, il ne restait dans le nord de la Russie que 220 locomotives en circulation; les voitures de voyageurs n'existaient plus et les hommes étaient transportés en tas, comme des bêtes, dans des wagons de marchandises, qui d'ailleurs manquaient au trafic, déjà réduit au minimum; le 18 mars 1919, le trafic des trains de voyageurs fut complètement supprimé, à cause du manque de combustible. En avril 1919, le nombre total des locomotives en circulation au nord de la Russie s'élevait à 4.000 et il y en avait encore 4.000 en réparation, soit en tout 8.000. Mais en novembre 1918 on en comptait encore 20.000 dont la moitié était en parfait état.

Voici ce qu'un voyageur digne de foi raconte au sujet de son voyage de Moscou à Pétrograd en février 1919, à un moment où l'horaire des trains ne pouvait plus être observé : arrivé à une station,

on ne savait jamais si le train continuerait sa route; il fallait attendre que les paysans des environs daignassent apporter, en se faisant payer des prix fantastiques, du bois de la forêt voisine ; et, comme il n'y avait rien à manger aux buvettes, — pas même de pain, — le personnel du train refusait de continuer son service et menaçait d'abandonner le convoi, pour aller chercher des vivres dans les villages; les voyageurs suppliaient les employés d'accepter le peu de pain qu'ils avaient pour eux-mêmes et se considéraient heureux si le mécanicien consentait à conduire le train jusqu'à la prochaine station; mais on n'était jamais sûr que la situation aux prochaines stations serait meilleure. On comprend que, dans ces conditions, les chemins de fer manquassent de personnel, car, malgré les gros appointements qu'on lui octroyait et les prérogatives qu'on accordait pour les aliments, il ne tenait plus à son service.

On voit d'ici le tableau que présente ce beau et riche pays, — la Russie, — une année après que la doctrine collectiviste y fut établie : les villes ne sont plus approvisionnées; les vivres sont hors de prix; l'argent ne vaut rien; personne

ne veut travailler : la famine, les maladies et la mort planent au-dessus du pays agonisant.

Les travailleurs eurent pourtant la faculté de mettre toujours en pratique leurs prérogatives du code socialiste : les bourses de travail, les syndicats, l'arbitrage, la socialisation des capitaux, des usines, des machines, de l'outillage, des matières premières et du transport, la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Bref, ils étaient bien les maîtres absolus de la situation économique et politique, et il est juste de reconnaître que la réforme dans cette voie à été faite d'une façon très consciencieuse et que la nouvelle organisation des conditions du travail a été établie d'une façon aussi rapide que complète.

Il faut également rendre justice aux efforts des réformateurs, car ils poursuivaient non seulement le but étroit d'amélioration de la situation de la classe ouvrière, mais également les intérêts de la vie économique générale du pays, qui ne pouvaient et ne devaient pas être sacrifiés. Ainsi, en avril 1919, les syndicats professionnels ont-ils déclaré à leurs membres que, du moment que l'on vit sous le régime de la « Commune des Tra-

vailleurs », les ouvriers n'avaient plus droit à la grève. C'était logique, puisqu'il n'y avait plus de patrons et que c'était la commune, c'est-à-dire les ouvriers eux-mêmes, qui gérait les usines et établissait les conditions du travail.

Néanmoins les grèves à l'époque de la « Commune des Travailleurs » furent fréquentes et surgirent avec violence pour toutes sortes de causes de caractère économique ou politique, aussi bien parmi les ouvriers d'usines, que parmi les soldats de l'armée rouge et les marins.

Un des traits caractéristiques dans les grèves d'ouvriers d'usines, c'est qu'ils n'ont jamais voulu admettre une cause quelconque, qui puisse justifier un chômage, une période courte ou longue, pendant laquelle le travailleur serait privé du travail et par conséquent de son salaire : les devoirs de citoyen, tels que les réunions des commissions ouvrières, les meetings, les exercices militaires se font pendant les heures de travail ; le manque de combustible ou de matière première, tout ce qui pourrait produire un arrêt du travail, est considéré, comme un chômage forcé, qui, comme les grèves également, ne peuvent servir de motif pour supprimer la paie. Il faut avant tout

que le salaire soit assuré. Les chefs politiques avaient tenté à plusieurs reprises de traiter ces causes et de mettre les grévistes à la raison. Ils ont dû capituler toutes les fois qu'ils se rendaient à leurs réunions. Les concessions sont allées jusqu'à payer intégralement les ouvriers, même pendant de longues périodes des mois de mars et avril 1919, quand beaucoup d'usines de Pétrograd fermèrent à cause du manque de matières premières et de combustible, et que le désarroi des chemins de fer ne permettait pas d'espérer leur arrivée dans un laps de temps déterminé.

Quand les vivres commencèrent à faire défaut complètement et que la famine atteignit toutes les classes de la population, les ouvriers et surtout l'armée rouge restèrent toujours privilégiés, et au moindre signal de leur mécontentement, qui se manifestait ordinairement par des menaces de grève ou de révolte, les chefs bolchévistes accouraient dans leurs réunions et tâchaient de les calmer, soit en leur octroyant des distributions de denrées, à titre exceptionnel, soit en achetant la paix au prix de quelques centaines de milliers de roubles.

Pendant que les ouvriers et l'armée rouge

étaient satisfaits autant que possible, et que les bourgeois étaient condamnés à mourir de faim, les habitants des deuxième et troisième catégories recevaient au lieu de pain n'importe quoi : des pommes de terre, par exemple, ou de l'avoine, à l'état naturel, sans qu'elle soit décortiquée, moulue ou travaillée; les chevaux allaient succomber les premiers, le tour des gens viendrait ensuite.

Ainsi les ouvriers de la « Commune des Travailleurs » s'étaient transformés en caste dirigeante privilégiée, qui devait être alimentée et entretenue aux frais de la Commune sans qu'on tînt compte de la quantité du travail fourni.

Les grèves, ou plutôt les révoltes, ayant des causes politiques, surgissaient surtout parmi les marins qui avaient joué un rôle particulièrement actif dans le mouvement révolutionnaire lors de l'arrivée au pouvoir des bolchéviks. Pour un oui, ou pour un non, ils faisaient accourir à leurs réunions les chefs bolchévistes, pour les menacer de leur refus de défendre leur pouvoir, au cas où leurs exigences ne seraient pas immédiatement satisfaites; ces malentendus ne duraient jamais longtemps et, comme ceux avec les

ouvriers étaient rapidement réglés : mais tandis que les ouvriers obtenaient gain de cause au sujet des conditions de la paie et des heures de travail, les marins reprenaient leur service, moyennant une somme de quelques centaines de milliers de roubles, ou bien, au moment où la disette avait pris des proportions terribles, pour une quantité suffisante de farine ou d'autres provisions de bouche, qu'on leur octroyait à titre supplémentaire.

Il ne faudrait cependant pas confondre ces violences avec les menaces des ouvriers, à l'époque où la disette en Russie était arrivée à son comble et où, malgré leur situation privilégiée, l'existence était devenue impossible : les exigences touchant la question de vivres, dans ce cas, portaient nettement le caractère de révoltes, pouvant tourner en troubles généraux.

Une révolte de ce genre avait éclaté en mars 1919 parmi les ouvriers de l'usine Poutiloff à Pétrograd. Le commissaire Zinovieff, vu l'importance de cette usine, s'y était rendu en personne pour mettre les gens à la raison. Les ouvriers affamés exigeaient à grands cris : « du pain ! » Au lieu de pain, Zinovieff leur offrit un long et

véhément discours, en essayant de leur démontrer que les ouvriers eux-mêmes étaient cause de la famine, et, que grâce à leur fait, l'état du matériel de chemins de fer étant déplorable, les vivres ne pouvaient arriver. Mais le discours fut accueilli par des sifflets et un tapage infernal ; le commissaire dut se sauver piteusement de l'usine, sous la protection des mitrailleuses, qui firent de nombreuses victimes. Le bruit courait que le mouvement s'étant généralisé dans les autres usines, il y eut plus de 4.000 ouvriers tués, et ce furent les bourgeois qui durent enlever les cadavres et les enterrer.

Pour donner une idée des conditions d'existence de la classe ouvrière, au moment où la disette commençait seulement à sévir, on n'a qu'à les comparer avec celles des époques avant et pendant la guerre.

Voici les données recueillies dans les bureaux d'une grande entreprise de construction de locomotives et de machines, située dans les environs de Moscou, pour l'année 1914. On comptait que pour l'alimentation d'une famille ouvrière moyenne pendant un mois, elle avait besoin des quantités suivantes de vivres :

Pain noir.	240	kilos.	Thé. . .	0,5	kil.
Pain blanc	40	»	Sucre. .	1,2	»
Farine de seigle .	120	»	Beurre .	0,80	»
Farine de froment.	40	»	Huile . .	2	»
Sarrasin	40	»	Lait. . .	1/2	l.
Pétrole.	40	»			

En achetant ces produits en gros, l'administration de l'entreprise arrivait à les fournir aux ouvriers pour la somme de 8 roubles 60 1/2 cop.; alors que les appointements de l'ouvrier s'élevaient à une somme de 60 à 120 roubles par mois.

La guerre fut naturellement cause d'une hausse de prix et en avril 1915 l'ensemble de ces produits devait être payé 10 roubles 86 cop., et en décembre 1916, 30 roubles 50 cop.

La révolution a eu pour résultat une hausse de prix désastreuse et le bolchévisme amena la crise à son apogée. Ainsi en octobre 1918, les 400 grammes (livre russe) de pain noir se payaient 12 roubles; de pain blanc, 20 roubles; de farine de seigle, 12 roubles; de froment, 25 roubles; de pommes de terre, 7 roubles 50 cop.; de sucre, 30 roubles; de beurre, 40 roubles; de graisse,

25 roubles ; etc. En achetant l'ensemble des produits énumérés ci-dessus à ces prix, il faudrait les payer 2.150 roubles par mois, tandis que le salaire de l'ouvrier à ce moment ne s'élevait qu'à 500, 800 roubles par mois. Il est vrai que ces prix étaient payés pour les denrées achetées chez des fournisseurs spéculant sur l'incapacité du pouvoir bolchéviste, qui n'était pas en état de suffire à l'alimentation de la population d'après le système des cartes et aux prix établis par les taxes. Mais c'est précisément à cause de ce désarroi dans l'organisation de l'approvisionnement, que l'ouvrier était obligé d'acheter, en partie au moins, les produits à des prix exorbitants et que le salaire qu'il touchait était absolument insuffisant, ce dont on peut juger d'après le tableau suivant :

COMPARAISON DES PRIX DES ALIMENTS
A PETROGRAD
EN 1914 ET EN 1918

en francs, au prix de 2,66 par rouble et en livres russes (400 grammes).

	1914		1918	
	Frs.	Cent.	Frs.	Cent.
Une livre de farine de seigle.	»	13	23	40
» de froment. . . .	»	21	32	»

	1914		1918	
	Frs.	Cent.	Frs.	Cent.
Une livre pain noir.	»	08	26	»
» pommes de terre .	»	05	9	60
» gruau de blé noir .	»	13	18	66
» sucre.	»	38	66	66
» choux	»	21	5	33
» fromage blanc. . .	»	21	16	»
» viande	»	48	26	66
» beurre	2	66	29	33
» savon	»	27	13	33
» poisson ordinaire.	»	11	8	»
» jambon	2	»	40	»
Une douzaine d'œufs.	»	93	40	»
Un litre de lait.	»	40	9	»

En 1919 ces prix, après avoir doublé et triplé, ont atteint des taux fantastiques, chiffrés par centaines de francs, car les denrées avaient complètement disparu et le papier-monnaie, dont était inondé le pays, n'avait plus de valeur.

D'après les renseignements reçus d'un ingénieur, qui a eu la chance de pouvoir se sauver de Russie en mai 1919, le prix du pain noir à Pétrograd et Moscou était de 80 roubles la livre russe, du beurre, 200 roubles, de la viande de cheval, 100 roubles.

Les usines nationalisées n'ont jamais fait

preuve de travail utile ou même satisfaisant. Quoique les salaires fussent fort élevés, la négligence et la paresse des ouvriers, maîtres de la situation, avaient dépassé tout ce que l'on pouvait imaginer : le matériel était mal soigné, les matières premières gaspillées, les heures de travail inobservées et la désobéissance sans bornes. Les conditions pénibles de l'existence ne faisaient qu'empirer la situation. Un ouvrier spécialiste pouvait toucher 4, 5,000 roubles par mois, mais cela ne lui suffisait pas. Les logements étaient dans un état de saleté inouï; sans combustible, sans lumière, les vitres brisées, le froid et la faim complétaient les conditions favorables aux maladies.

Les ouvriers sont tout le temps en grève, malgré l'incohérence de ce mode de protestation, puisqu'en dehors d'eux-mêmes, il n'y a pas de patrons.

Les meneurs bolchévistes, qui viennent les calmer, sont souvent malmenés et subissent des outrages. Les Soviets finissent par avoir recours à la force armée : des détachements de l'armée rouge se tiennent en permanence dans les usines principales de Pétrograd, Poutiloff, Oboukhoff et Alexandrowsky.

En avril 1919 et plus tard, les usines fermèrent pour la plupart et quelques-unes simulèrent seulement le travail; à peine une dixième partie des ouvriers fit acte de présence, en feignant de travailler pendant 6 heures : le reste s'est dispersé, fuyant la mort de faim. Le prix de revient des objets fabriqués atteignit des chiffres qui dépassent toute imagination ; les machines et l'outillage s'usèrent et restèrent sans réparation ; ce fut l'époque de l'agonie : la mort approchait.

En fin de compte tous les rouages du travail et de la production furent détruits. Des projets grandioses de reconstitution du pays en détresse sont à l'étude; mais pendant ce temps la production continue à baisser avec une rapidité affolante et les journaux bolchévistes sont obligés de reconnaître eux-mêmes que la baisse de la production inspire de graves inquiétudes pour l'avenir. La réparation d'une locomotive, par exemple, demande un délai de 6 mois, et plus de 500.000 roubles de dépenses. Sur 1.348 millions de roubles de salaires payés aux ouvriers pendant l'année 1918, le produit du travail n'a été évalué qu'à une somme de 143 millions de roubles, sans parler du coût des matières pre-

mières, de l'outillage renouvelé et de l'amortissement.

L'industrie, dans ces conditions, au lieu d'être un agent d'augmentation des richesses du pays, s'est transformée en organisation de bienfaisance.

Les chefs bolchévistes sont acculés à la nécessité de trouver les moyens de sortir de cette situation, qui ne peut plus durer : ils préconisent le travail à forfait et les primes. Pour justifier le recours à ces systèmes périmés, si réprouvés par les doctrines socialistes, on fait valoir l'état arriéré et l'ignorance des classes ouvrières en Russie, on dit que ces moyens de rigueur devraient durer jusqu'au moment où la population serait assez bien préparée pour appliquer le régime rêvé.

La question primordiale qui domine chaque organisation sociale, — celle des Finances, — ne fut pas résolue avec plus de succès. Jusqu'à présent on n'avait pas trouvé le moyen de remplacer le numéraire par un autre système de régler les comptes, pour payer le travail, les produits et tous les objets, constituant l'échange entre les hommes.

La doctrine collectiviste prêche la suppression

de l'argent et du papier-monnaie, et c'est apparemment logique, du moment que la propriété individuelle et le commerce privé doivent être abolis. Les chefs bolchévistes, au début, paraissaient être décidés à mettre en pratique ce principe, ce qui également paraissait tout naturel, car sous le régime de la « Commune des Travailleurs », les biens, les terres, les usines, le travail et, par conséquent, toute la production étant nationalisés, les citoyens n'avaient rien à vendre, ni à acheter. C'était l'État qui disposait de tout et qui seul avait le droit de distribuer les vivres et les objets de première nécessité aux citoyens, suivant leurs mérites.

Cependant ce principe n'a pas été appliqué en Russie par les bolchéviks, malgré la longue durée de leur expérience, et l'on se demande si désormais les doctrines collectivistes vont renoncer à cette thèse de leur catéchisme, l'ayant trouvée irréalisable ?

Car, non seulement le gouvernement de Lénine n'avait pas supprimé le papier-monnaie du régime du tsar et de celui du Gouvernement provisoire de la révolution, mais la fabrication de ce numéraire par les bolchéviks avait acquis des propor-

tions absolument inconnues auparavant et le pays en a été inondé. Bien plus, le gouvernement de Lénine a créé lui-même des assignats, qui feront époque dans les collections de ce genre. Et pour constater que ce gouvernement avait définitivement rejeté l'idée de renoncer au système capitaliste, il suffit de se rappeler les négociations, qui avaient eu lieu au sujet de concessions de chemins de fer, de forêts et de mines, devant rapporter à la caisse bolchéviste des milliards et qui ne furent pas réalisés, uniquement à cause de l'intervention de la France qui déclara que jamais elle ne reconnaîtrait la validité de pareilles transactions.

Ces faits jurent à un tel point avec les principes collectivistes que, pour les expliquer, il n'y aurait qu'à supposer que Lénine et ses adeptes ne se souciaient nullement de ces principes et que le bolchévisme, par conséquent, n'avait rien de commun avec le socialisme et devait être rangé dans un ordre d'idées absolument spécial, prévu par la loi de chaque pays civilisé.

Mais ne pourrait-on pas faire une autre supposition ? Ne serait-il pas plus juste d'admettre que

les Lénine et consort, sans douter de leur sincérité, étaient tout disposés à appliquer le principe de la suppression de l'argent, mais qu'ils ne l'ont pas fait uniquement parce qu'en réalité ils se sont heurtés à des obstacles insurmontables, qui les ont obligés à y renoncer, en acceptant toutes sortes de concessions. Cette conclusion, certes, est fatale pour la doctrine, mais elle paraît être la plus juste, car ces obstacles se rencontreront toujours et partout ailleurs, où ce principe serait appliqué.

Ainsi, du moment que le système financier a dû être admis par les chefs bolchévistes, ils n'ont pu se passer des moyens ordinairement usités dans les organisations sociales bourgeoises. Et il faut dire tout de suite qu'ils ont dépassé dans cette voie tout ce qui avait été imaginé jusqu'à présent par les gouvernements des pays bourgeois.

Nous avons déjà parlé de l'émission des assignats, en quantité telle, que John Law lui-même en eût été effrayé.

Le gouvernement de Lénine avait fait plusieurs tentatives pour réaliser des emprunts d'État ; si cela n'a jamais réussi, c'est qu'il ne s'est pas

trouvé de prêteurs, cependant ce n'est pas la bonne volonté des chefs bolchévistes qui manquait.

Quant aux impôts, ils sont remarquables tant par leur originalité, que par les moyens employés pour les faire payer. Comme dans le système bourgeois, il y avait l'impôt sur le revenu, les patentes du commerce et les taxes pour les immeubles, etc., avec cette différence qu'ils étaient doublés et triplés. A côté de cela, il y avait des impôts payables en objets divers, au lieu d'argent, comme cela avait lieu pour fournir à l'armée rouge les vêtements chauds, les couvertures, les lits, les matelas, etc., qu'on ne trouvait plus dans les marchés, ni dans les manutentions. Les quantités d'objets à fournir étaient établies en proportion du prix des loyers des appartements et des magasins et des divers locaux de commerce. Il arrivait ainsi qu'un commerçant était obligé de payer des dizaines de couvertures en laine, des vêtements chauds, des lits, suivant son chiffre de loyer.

Naturellement, les commerçants furent taxés seulement jusqu'au jour où tout le commerce fut définitivement supprimé, c'est-à-dire jusqu'au 1er janvier 1919, date après laquelle ne furent

tolérées que les entreprises coopératives, où chaque membre était obligé de travailler.

C'est ainsi qu'un impôt, qui avait été mis en vigueur à partir du 16 septembre 1918, obligeant chaque entreprise commerciale de verser chaque mois à la Caisse de l'État 10 pour cent sur les recettes globales, fut maintenu après le 1er janvier 1919 pour les coopératives commerciales.

De même fut maintenu, à cette époque, l'impôt obligeant chaque patron de verser annuellement 4 pour cent sur le chiffre global des appointements payés aux employés et ouvriers, à titre d'assurance contre le chômage.

Les mesures de recouvrement étaient très rigoureuses : pour les perceptions en argent, si la somme exigée n'était pas versée dans le courant d'un mois ou de quinze jours, suivant le décret, le contribuable, sous peine de confiscation de tous ses biens, était forcé de payer le double. Pour les objets à fournir en nature, les mesures étaient encore plus sévères : pour chaque objet non fourni dans le délai prescrit, le contribuable était passible de payer, sous peine de confiscation de tous ses biens, 1.000 roubles.

On se demande comment des contributions pouvaient exister, dans un pays où l'organisation sociale n'admettait ni propriété individuelle, ni commerce?

Cette contradiction flagrante s'explique par les difficultés que les chefs bolchévistes ont éprouvées pour appliquer ce dogme. Malgré les mesures les plus rigoureuses et le régime de la terreur, les moyens leur ont toujours manqué pour organiser l'exécution de leur programme, et leurs décrets restaient sans suite pendant des mois.

Ainsi, quoique le décret déclarait, que tous les immeubles se trouvant dans l'enceinte de la ville de Pétrograd appartenaient à la Commune du même nom, un grand nombre de maisons restèrent entre les mains de leurs proprétaires, parce que l'organisation bolchéviste ne fut pas en mesure de trouver un nombre suffisant de gérants, auxquels on pouvait confier la gestion des immeubles. Bien plus, après avoir réquisitionné les principaux immeubles, les résultats de la gestion des gérants bolchévistes après quelques mois seulement apparurent comme si désastreux, qu'il fut question de les restituer à leurs proprié-

taires, en établissant pour cela des conditions spéciales.

La réquisition des maisons de commerce avait subi les mêmes retards pour les mêmes raisons, de sorte que le système d'impôt en question avait gardé sa raison d'être.

Mais, ce qui serait plus difficile à expliquer, c'est la manière dont fut appliquée la suppression de la loi de succession. En effet, quoi de plus logique et de plus naturel, que le décret interdisant le droit d'hériter, paru quelques mois après l'avènement du bolchévisme au pouvoir, du moment que le principe d'abolition de toute propriété privée fut proclamé?

Mais, ce qui est particulièrement intéressant, c'est ce qui s'ensuivit.

Des commissaires spéciaux furent nommés pour la liquidation des héritages. Ils avaient pour tâche de faire les constatations d'usage, d'établir l'inventaire et de vendre aux enchères tous les biens, à l'exception d'une partie absolument insignifiante laissée aux veuves, aux petits enfants et aux parents infirmes. Cette exception, faisant preuve de bon cœur, peut-elle être considérée comme compatible avec la doctrine?

Ce n'est pas tout : pour vendre aux enchères, il faut avoir des acquéreurs qui doivent avoir le droit d'acheter, c'est-à-dire de se créer des propriétés individuelles ; et comme cela était interdit, il ne se trouvait pas d'acheteurs. Alors, pour arriver à une liquidation fructueuse des héritages, ordre fut donné aux commissaires de délivrer aux acheteurs des certificats de garantie, qui laissaient entre leurs mains les objets acquis, en toute sécurité. « La propriété est morte » et « vive la propriété », pourrait-on s'écrier avec raison.

Malgré toute l'intelligence et toute l'énergie dont les chefs bolchévistes ont fait preuve, ils n'ont pas réussi à établir une organisation sociale, non seulement stable ou tant soit peu durable, mais qui puisse être reconnue comme digne d'imitation, — et cela, toujours pour la même cause, — c'est que les hommes ne sont ni des anges, ni des saints, et que les défauts, les mauvais instincts des gens empêcheront toujours de réaliser une doctrine excellente et séduisante en théorie, mais inapplicable en pratique.

Jamais, par exemple, le vol et les détournements d'argent n'ont acquis des proportions aussi fantastiques.

La revision des banques et des administrations d'approvisionnement, ordonnée par Lénine en 1918, dans la Commune du Nord, gouvernée par Zinovieff, avait constaté des abus colossaux et des détournements d'argent, qui se faisaient dans des proportions gigantesques.

La banque du peuple, par exemple, qui avait réuni en elle les fonctions de l'ancienne banque de l'État et de toutes les banques privées nationalisées, avait accordé des avances s'élevant à plus de 250.000 roubles pour des usines et des entreprises diverses, soi-disant reconnues d'utilité publique, qui n'ont jamais existé que dans l'imagination des chevaliers d'industrie.

Une des succursales de cette banque en avait distribué autant, si ce n'est plus, à titre d'avances pour des denrées et des aliments divers d'approvisionnement, qui n'ont jamais été livrés.

Et tandis que tous les comptes courants privés des anciennes banques étaient transportés à la banque du peuple, et que personne n'avait le droit de toucher de son compte plus de 250 roubles par mois, à titre de ressources pour l'existance, il s'était formé toute une bande de gens complaisants, qui obtenaient facilement des auto-

risations de toucher n'importe quelle somme, pour une rémunération modique de 10 à 35 pour cent de la somme demandée.

Entre autres, la « Section du Combustible » avait reçu une avance de 10 millions de roubles, pour l'approvisionnement de bois et de charbon ; à côté de cela, cette section avait réquisitionné sans payer quoi que ce soit tous les dépôts de la ville et des environs, qui avaient au début du bolchévisme des stocks très importants ; et malgré que jamais le combustible ne fut accordé à personne, sans être payé d'avance, à la fin de l'année, il ne s'est pas trouvé un sou dans la caisse de cette section et ni bois, ni charbon dans ses entrepôts.

La même chose s'est passée pour la distribution des tissus, des chaussures, des vêtements, bien qu'on les fît payer à des prix exorbitants, en comparaison des prix de revient ; ainsi la grosse de fil, revenant au prix de l'usine à 90 roubles, au lieu de 9 roubles en temps normal, était vendue aux consommateurs 450 à 500 roubles.

A l'époque de l'avènement du bolchévisme au pouvoir, il se trouvait en douane de Goutouieff, à

Pétrograd, un stock de marchandises diverses, qu'on pouvait évaluer au bas mot à 10 millions de roubles : l'enquête a constaté qu'il n'en restait rien ; tout était pillé, et les piles de caisses, paraissant intactes, étaient remplies de pierres, sans qu'on ait jamais pu découvrir comment ce travail compliqué avait pu être fait.

On pouvait obtenir des commandes de matériel de guerre à des prix phénoménaux et pour des sommes fantastiques, et recevoir une avance représentant la moitié de la somme de la commande, en mettant le tiers de la somme touchée à la disposition de l'agent bolchéviste préposé dans la circonstance à l'affaire. Beaucoup d'entre eux se sont enrichis de cette façon et ont disparu sous de faux noms. Ainsi, M. R., chef de la section technique du Commissariat de la Guerre, fonctionnaire très important, s'est sauvé en emportant 4 millions de la caisse. Mais on n'a jamais donné suite à cette affaire, comme à bien d'autres, qu'on préférait étouffer, pour ne pas compromettre le pouvoir bolchéviste. Il y a eu des détournements nombreux qu'on peut évaluer à des centaines de mille.

Les sommes dissipées se chiffraient en no-

vembre 1918, au dire des bolchéviks, ayant connu de près la situation, à la somme colossale de 16 milliards, et c'est un record de gaspillage et de rapine sans exemple dans l'histoire du monde.

CHAPITRE IV

LÉNINE ET SON ŒUVRE. LES TORTS DU BOLCHÉVISME ENVERS LE SOCIALISME PUR

Peut-on admettre que le pouvoir bolchéviste, qui fut établi en Russie par l'Allemagne, se trouvât entre les mains de gens honnêtes, qui réalisèrent consciencieusement les idées de leur théorie sociale, amenant l'humanité à la paix et au bonheur?

La question est délicate, mais la période de l'épreuve fut bien assez longue pour qu'on puisse constater leur valeur en fait de probité, de sagesse et de bonnes intentions, qui mériteraient d'être suivies.

Il serait certainement fort instructif d'étudier

une organisation de société humaine, à laquelle une doctrine nouvelle serait appliquée avec succès et donnerait des résultats édifiants. Mais il n'en est pas moins intéressant et même indispensable, — dans le cas de son effondrement, — de suivre les effets, utiles ou désastreux, de la mise en pratique du catéchisme socialiste, ne fût-ce qu'en ce qui touche ses principes fondamentaux.

Rien ne manquait à ces apôtres de la vérité, pour arriver à leurs fins : la dictature du prolétariat; la force armée pour défendre leur pouvoir et combattre les récalcitrants; la liberté absolue d'agir à leur guise, sans être empêchés du côté des puissances étrangères, absorbées par la guerre mondiale. Ils n'avaient qu'à se mettre tranquillement à l'œuvre humanitaire, qu'ils prêchaient avec ferveur : les barrières divisant les peuples devaient tomber d'elles-mêmes, au son de leurs trompettes, annonçant la victoire de l'Internationale; des peuples devenus frères devaient se tendre la main; les travailleurs, ayant pris possession de la terre, des minerais, des usines et des capitaux, devaient se mettre au labeur avec une ardeur sans exemple et doubler la production des champs, de l'industrie et du commerce;

l'aisance et le bien-être, la paix et le bonheur devaient déjà régner dans tout le vaste ancien empire de Russie, et ce bel et frappant exemple de transformation sociale dans ce pays devait déjà être regardé par le monde entier, comme l'exemple rêvé, qui serait sous peu imité partout, et par tous.

Que voyons-nous au lieu de ce rêve féerique?

La guerre continue en Russie; le sang coule à flots; la famine, les maladies contagieuses, les fusillades, les meurtres, emportent des milliers d'êtres humains; les hôpitaux, les prisons, les asiles de vieillards et d'enfants sont infestés de parasites, contaminés, et les morts en sortent en tel nombre, qu'on ne les met plus en bières : on les transporte en tas pour les jeter dans les fosses communes. On ne soigne plus les maladies contagieuses : *on fusille les adultes et les enfants atteints de ces maladies;* la population des villes est réduite de moitié ou des deux tiers; plus de lumière, plus de charbon, plus de combustible : les rues ne sont plus éclairées, les habitations ne sont plus chauffées, les usines, les trains, les tramways ne marchent plus, les rues sont désertes, tout commerce est arrêté; des bandes de soldats

de l'armée rouge et de prostituées se ruent dans les maisons, envahissent les gares et les trains et se livrent au pillage et aux excès de toutes sortes ; l'imagination des habitants n'est hantée que de pensées de poursuites, de perquisitions, d'arrestations, de fusillades, de ravages, d'incendies et de destructions ; les cas de folie et de suicide de gens de tout âge ne comptent plus ; les charbonnages et les mines sont abandonnés ; les fabriques et les usines chôment ; les terres sont en friche ; le manque de pain et de combustible réduit la population à une agonie dans des souffrances indescriptibles de faim et de froid ; la ruine, la disette, la douleur, la mort, règnent partout !

Tous les magasins et les cafés sont fermés et leurs marchandises et installations pillées.

Des milliers de gens innocents agonisent, rongés par les maladies et la vermine, dans les prisons débordées ; personne ne sait de quoi on les accuse ; personne ne s'occupe d'eux. Le typhus et les autres maladies emportent, parmi les nombreuses victimes, les médecins qui succombent, en travaillant au-dessus de leurs forces, et font défaut. La mortalité est effrayante, car il n'y a

plus de médicaments, plus de linge, plus de savon, plus de blanchisseuses pour le laver. Les bureaux d'enterrement étant nationalisés, les fossoyeurs faisant défaut, les morts attendent en tas dans les salles mortuaires et à ciel ouvert : en avril 1919 on en comptait 3.000 rien qu'au cimetière Oboukhoff, près Pétrograd.

Si les bolchéviks avaient, comme but à poursuivre, d'établir en Russie le chaos utile à l'Allemagne, ils y ont réussi complètement. Ils affirment avoir y établi un gouvernement stable, reconnu par le peuple : mais la suppression du droit, de l'équité, de la religion et de l'ordre persiste; le massacre des intellectuels, des professeurs, des avocats, des médecins, des prêtres, des officiers, continue sans interruption ; la civilisation, la culture, la science, les arts, tout est détruit : toutes les lumières sont éteintes et l'obscurité est complète : c'est le néant, l'Enfer de Dante. Il ne reste plus rien, rien, même pour gouverner.

Quelle leçon pour l'avenir du socialisme! L'exemple est frappant, et le monde entier devrait en profiter : ces apôtres de la vérité, qui s'efforcent de changer la face du monde pour

le bien de l'humanité offrent un triste spectacle du bonheur, qu'ils ont établi au prix de tant de cruautés.

L'épreuve démontre que la dictature du prolétariat ne peut se réaliser que par les moyens les plus misérables, et que toutes les violences du Gouvernement des Soviets n'ont abouti qu'à faire table rase de tout ce qui est sain, honnête, beau, humain, sans pouvoir satisfaire les moindres désirs du peuple. C'est un échec grandiose et piteux des ennemis de la Société, s'obstinant dans l'œuvre néfaste de la dissolution nationale et sociale, qui constitue le fond de la doctrine marxiste : c'est l'effondrement de cette doctrine dès sa première et grandiose application.

Et au nom de quoi Lénine pensait-il transformer les peuples par la terreur? Moïse, fort des commandements de Jéhova, exécutait implacablement les insoumis ; Mahomet sévissait au nom de son Coran ; le duc d'Albe commettait de cruels excès pour la défense du catholicisme : mais Lénine, de quel droit se permet-il de massacrer ses semblables?

Il faut comprendre qu'une simple pierre, rappelant au peuple des traditions sacrées, lui est bien plus précieuse que tout le verbiage d'une

théorie inconnue et par conséquent douteuse. Lénine se crut assez fort pour supposer que le peuple russe allait oublier sous sa pression tout son passé, toutes ses traditions, toutes ses coutumes et même sa religion, quelle qu'elle fût; il crut pouvoir briser tout son passé, amener le néant et fonder ensuite un nouveau régime social, d'où sortirait le bonheur de l'humanité.

Ce ne fut qu'une fantaisie sanglante, un projet criminel de destruction, un rêve fébrile de maladie mentale, une folie ! C'est ainsi que le peuple russe l'a compris, et il n'aurait jamais pu en être autrement, parce qu'il est impossible d'arracher un peuple à son passé, sans remplacer celui-ci par quelque chose de nouveau.

Cela prouve que les théoriciens qui prêchent sans connaître à fond la sociologie, c'est-à-dire l'histoire du développement naturel de l'humanité, si convaincus qu'ils puissent être dans leurs idées, sont incapables de gouverner les peuples et de les faire renoncer à leurs croyances, à leurs traditions et à leurs mœurs, s'ils n'ont à offrir que leurs idées; la logique ne réagit nullement sur un peuple; celui-ci ne cède que sous l'effet de l'impression sur sa fantaisie.

Les mesures draconiennes, que Lénine avait ordonnées pour abolir la religion, n'ont servi à rien. Au contraire : les sacrilèges et les blasphèmes des énergumènes ivres n'ont fait que soulever l'indignation de ceux-là même qui n'étaient ni croyants, ni pratiquants, et jamais les églises ne furent si remplies qu'à l'époque de la terreur bolchéviste.

Les bolchéviks, qui renient la religion et la famille, qui invitent les citoyens à placer leurs enfants aux asiles de l'État, à l'instar de Sparte, où, cependant, ils furent mieux soignés, ont une conception originale, en ce qui concerne le mariage.

Les formalités du mariage, d'après la doctrine bolchéviste, furent réduites à l'extrême simplicité naturelle. Les futurs époux n'avaient qu'à se présenter au Soviet local et se faire inscrire comme époux. Mais, si l'un des époux revenait un des jours suivants pour déclarer qu'il ne voulait plus continuer la vie conjugale, le mariage était rompu purement et simplement.

Les droits de la femme étaient d'un côté assez étendus jusqu'à pouvoir faire partie de Soviets et y jouer dans l'organisation politique bolchéviste

des rôles importants ; ce qui, d'ailleurs, ne paraissait être qu'un privilège des quasi-épouses des chefs bolchévistes; tandis que, d'autre part, on a vu dans plusieurs villes réquisitionner des femmes et organiser des maisons publiques à la satisfaction de l'armée rouge, dont les soldats, munis de cartes, faisaient la queue, en attendant leur tour d'entrer.

Le trait caractéristique de la Société bolchéviste, c'est la défense absolue de raisonner et de critiquer, la poursuite implacable de toutes réunions ou partis politiques. C'est la lutte sans merci entre le prolétariat et les classes aisées, afin de faire disparaître toutes différences de fortunes et de conditions économiques, pour obtenir une égalité parfaite de situation pour tous les citoyens.

L'idée est d'autant plus séduisante, qu'elle paraît simple et facile à réaliser.

En effet, du moment que le capital est aboli, comme cause principale des souffrances de l'humanité, que la propriété privée n'existe plus, il va de soi que tous les gens dont les occupations ont trait au capital sont nuisibles et doivent disparaître. Cette idée frappe par sa simplicité l'ima-

gination malade des miséreux, des souffrants, des exaltés, excite les vils instincts des débauchés et des gens sans aveu, et les dresse même contre les gens arrivés à une certaine aisance, sans parler de ceux qui possèdent de grosses fortunes.

Le peuple ne doit plus se composer que de travailleurs. Le pouvoir ne peut appartenir qu'aux bolchéviks ; ceux-ci, pour se mettre au niveau du peuple des travailleurs, se vêtissent en tenue de circonstance : grosses bottes, absence de linge, mise désordonnée, langage grossier, etc.

Lénine apporta au peuple russe toutes les libertés et lui donna le suffrage universel.

Seulement, il jugea que, pour être capable de bien voter, il fallait être raisonnable, c'est-à-dire être bolchévik.

Les autres n'avaient qu'à se tenir tranquilles, et ceux qui osaient manifester des idées contraires, étaient implacablement poursuivis, emprisonnés et même fusillés, comme des contre-révolutionnaires.

Ainsi, pour le bonheur du peuple, la tyrannie fut établie et la guerre aux bourgeois déclarée.

On aurait pu encore admettre, qu'en trompant la confiance des foules, les apôtres du bolché-

visme n'avaient usé de leurs manœuvres adroites et de la terreur que pour arriver avec plus de sûreté à servir leur cause, — à implanter, d'une façon ou d'une autre les principes de leur doctrine : ce serait, à ce point de vue, une certaine excuse.

Mais d'autres cas prouvent d'une façon très nette, qu'au besoin ils sacrifient aussi facilement les principes du bolchévisme que ceux des doctrines contraires.

Ainsi, après avoir proclamé l'abolition sans retour du capitalisme, ils négocièrent ouvertement avec de gros capitalistes norvégiens un arrangement pour une concession importante de forêts au nord de la Russie, dont les clauses ne différaient en rien de celles des concessions accordées sous le régime du tsar.

Autre exemple : après avoir annulé les emprunts du gouvernement tsariste, ainsi que tous les titres, les actions et les obligations de toutes sortes, le Gouvernement bolchéviste adresse officiellement à la France une proposition de reconnaître ses droits aux paiements des emprunts, faits sous le régime des tsars, si le pouvoir bolchéviste était reconnu par elle.

Il ne faut pas croire que ces cas sont exceptionnels : la même contradiction se remarque à l'intérieur du pays. Quand, par exemple, la disette en toutes sortes d'objets de première nécessité fut telle, que le gouvernement bolchéviste ne se trouva plus en état de suffire aux besoins, non seulement de tous les citoyens, mais même de ses fidèles, et que son pouvoir s'est vu naturellement menacé, il n'hésita pas à reculer devant le principe d'abolition du commerce, hautement proclamé et cruellement mis en vigueur.

Ainsi, en mars 1919, quand magasins et boutiques étaient depuis longtemps fermés ou nationalisés et même les petits marchands des rues, rigoureusement poursuivis, pillés et emprisonnés, parut un décret, autorisant le commerce de tous les vivres, sauf le pain, le thé, le sucre et le sel : c'étaient les seuls produits, probablement, qui ne leur faisaient pas encore tout à fait défaut. Lénine fait donc varier les principes du bolchévisme suivant les circonstances, ce qui est une grande preuve que ses apôtres ne sont, ni des fanatiques, qui meurent pour leurs idées, ni même des gens honnêtes et sincères, qui seraient capables de reconnaître leurs profondes erreurs.

Mais, du moment que les principes des bolchéviks ne furent plus stables et rigides, leur pouvoir ne pouvait plus rester fort et durable.

L'implantation de la doctrine bolchéviste en Russie a cela de fâcheux, qu'elle ne peut nullement être considérée comme une tentative modeste et prudente d'application de certains principes de la doctrine socialiste ; nous sommes, en effet, en présence d'une organisation savante, appliquée à l'une des plus grandes sociétés humaines, qui jusqu'alors fut considérée comme très forte et stable : c'est un des événements les plus graves dans la vie de l'humanité, qui pourrait avoir des conséquences incalculables pour l'avenir de la civilisation, aussi bien en cas de réussite, qu'en cas d'effondrement.

L'épreuve faite en Russie, pour y organiser la socialisation de la production et de la répartition des vivres et des richesses, peut être considérée comme ayant abouti à un échec complet.

On aurait beau chercher à atténuer les suites désastreuses de l'application de la doctrine collectiviste, en les attribuant à des causes particulières et imprévues, ayant empêché d'arriver aux bons résultats attendus. Tous ces désastres, au con-

traire, n'étaient précisément que les conséquences logiques et absolument inévitables de l'application de cette doctrine, que les bolchéviks eurent la chance de mettre en valeur dans des conditions particulièrement favorables : le pays abondait de richesses naturelles extraordinaires, la population, pauvre et ignorante, s'était prêtée facilement aux séductions de paroles pour renverser les idoles qu'elle adorait encore la veille, et les grandes nations, qui en temps normal auraient pu s'opposer à ce que la Russie fût livrée à une pareille épreuve, — ces grandes nations étaient absorbées par la guerre mondiale, — de sorte que les chefs bolchévistes avaient eu non seulement un champ absolument libre pour agir en toute sécurité, mais ils furent encore favorisés et protégés contre tout empêchement par les Allemands.

On a donc le droit d'en conclure que ce qui vient d'arriver en Russie, arriverait fatalement dans n'importe quel autre pays qui se prêterait à l'application de la doctrine collectiviste.

En effet, partout où l'on voudrait supprimer le capital et la propriété individuelle, exterminer les bourgeois et renverser l'organisation sociale fondée sur des traditions séculaires, — on n'y

parviendrait qu'en y établissant le système de la terreur : le vol légal, la corruption, l'encouragement des bas instincts et des vices, n'en seraient que les conséquences immédiates; les classes ouvrières seraient nécessairement transformées en armée rouge, qui, au lieu de travailler à augmenter les richesses du pays, contribueraient à leur destruction, en bandes affolées, grisées par le vin et le sang, se livrant aux pires excès, pour exterminer la bourgeoisie; la ruine, le désarroi complet, la détresse, la disette, les maladies, la mort, tout cela ne serait que la suite inévitable de l'application rigoureuse de la doctrine collectiviste, comme ce qui a lieu en Russie.

En annulant la propriété individuelle et le commerce, en vertu d'un principe faisant la base de la doctrine communiste, les bolchéviks avaient légalisé et ouvertement encouragé le vol et le pillage : la force armée importante, dont ils disposaient pour défendre leur pouvoir, fut créée à l'aide de ce principe, car les miséreux et les loqueteux sans scrupules sont accourus en masse à leur appel ; mais en rétablissant le commerce et forcément la protection de la propriété indivi-

duelle, les bolchéviks retirèrent à leurs fidèles le principal, le seul privilège, peut-être, qui les avait transformés en bolchéviks militants : ces gens se virent trompés et leur révolte imminente ne fut qu'une question de temps et d'occasion favorable.

Le cas particulier de la socialisation de l'alimentation mérite une mention spéciale. Du moment que le commerce privé est supprimé, les habitants riches émigrent et les villes sont désertées. Les marchés sont vides, les paysans n'osent plus y vendre leurs produits. Dans ces conditions il arrivera toujours de deux choses l'une : ou bien les paysans ne fourniront plus rien aux habitants des villes et enfouiront leurs produits dans des cachettes introuvables, ou bien il s'établiera entre eux et l'armée rouge, chargée de les surveiller, un arrangement qui leur permettra de s'enrichir au compte des affamés, en leur vendant clandestinement les denrées à des prix exorbitants. Le commerce libre sera toujours remplacé par un trafic frauduleux, et plus les mesures de poursuite seront rigoureuses, et plus chers seront payés les risques de la fraude par les consommateurs.

Ce qui s'est produit pendant huit jours à Kieff, à l'époque où les bolchéviks, s'étant emparés de cette ville, y établirent leur organisation (du 9 au 16 mars 1919), est une preuve de l'effet immédiat de l'application de la doctrine collectiviste sur les prix et la disparition des aliments. Voici un aperçu comparatif de quelques prix à la date précitée :

9 mars.

Pain	4-4,5 roubles (les 400 gr.)
Sucre.	6-7 —
Viande.	3-4 —
Graisse.	9-10 —
Pommes de terre. .	60-70 copeks.

16 mars.

Pain	15-20 roubles.
Sucre.	17-20 —
Viande	7-10 —
Graisse.	20-25 —
Pommes de terre. .	3 —

Il est à remarquer en même temps, que plus les produits deviennent chers et plus on éprouve de difficultés à les trouver.

Dès que le communisme sera établi, les grands propriétaires, fournisseurs des produits agricoles seront naturellement chassés de leurs fermes, — c'est la doctrine qui le prescrit; — le bétail sera partagé entre les brigands et vendu aux bouchers; les denrées et les fourrages seront pillés, le matériel de travail sera saccagé ou détruit; et alors les organisateurs de l'alimentation collectiviste n'auront qu'à chercher les vivres chez les paysans, c'est-à-dire chez les petits cultivateurs, qui ne produisent que pour leur alimentation personnelle.

On voit d'ici la fureur du paysan, quand les gens armés viendront vider son grenier. Ce sera la première étape du mécontentement du travailleur. Dans la suite ce mécontentement tournera en révolte, car la rareté des vivres augmentera leurs prix et amènera la disette; la cherté de la vie aura nécessairement une répercussion sur les conditions d'existence de l'ouvrier et la hausse de son salaire deviendra inévitable. Au fur et à mesure que les vivres seront de plus en plus rares et inabordables, comme prix, la valeur de l'argent baissera, et l'ouvrier, tout en recevant un salaire fantastique, ne trouvera rien à acheter pour son argent : n'ayant pas de quoi subsister et

nourrir sa famille, il se découragera, perdra le goût du travail et fera sa tâche avec une paresse et une négligence inconnues jusqu'ici.

L'argent déprécié dans ces conditions perdra tout son attrait stimulant aux yeux des ouvriers des villes et de la classe agricole; les paysans, ne voyant aucun avantage à produire, se borneront à cultiver et à planter tout juste ce qui leur suffira pour nourrir leur famille, laissant en friche leurs terres, ils épuiseront les lopins de terre pris aux gros propriétaires, les trouvant mieux fumés et plus féconds. C'est ce qui s'est passé en Russie et c'est ce qui arrivera nécessairement partout, où la doctrine bolchéviste sera appliquée. Partout les résultats seront les mêmes, car, une fois l'organisation sociale détruite, le régime de la terreur ne pourra la remplacer par aucune organisation nouvelle, si belle qu'elle puisse paraître en théorie. On ne transforme pas une société humaine pas plus qu'une société de fourmis ou d'abeilles en un clin d'œil, à coups de baguette de fée. Les auteurs de la destruction périront eux-mêmes dans les décombres avant même que luise une lueur d'espoir de la réalisation de leurs bonnes intentions.

Ce qui est à retenir des observations faites pendant la dure épreuve infligée à la Russie, c'est qu'à l'époque où la disette était arrivée à son comble, — c'est-à-dire aux mois de mars et d'avril 1919, — au moment où la différence entre la situation économique et les souffrances des classes diverses de la population ne devait plus exister, cette différence, au contraire, fut bien plus frappante qu'à l'époque où la richesse de la bourgeoisie excitait la jalousie et la haine des travailleurs. A l'époque de la « Commune des Travailleurs » les chefs bolchévistes, leurs amis, les commissaires et, en général, les fidèles du bolchévisme, vivaient dans l'abondance et le luxe; ils obtenaient sous différents prétextes des portions supplémentaires d'aliments et d'objets divers, tandis que les citoyens sans protection spéciale mouraient de faim au nombre de 10.000 par semaine; rien qu'à Pétrograd, on comptait par milliers les cadavres qui attendaient en tas leur tour d'inhumation.

Mais cela ne touchait pas les chefs : — « Vous osez vous plaindre de la faim! — criait Trotsky, en s'adressant aux membres du Soviet, quand l'un d'eux eut le courage de soulever cette

question. — Quelle faim? — Ce n'est pas une faim encore! La faim arrivera quand il n'y aura plus rien à manger! Quand il y aura des foules qui se disputeront les quelques rats, qu'ils pourront encore chasser! — Quand il n'y aura plus rien et qu'on commencera à s'entre-manger soi-mêmes. — Alors seulement vous aurez raison de parler de la faim! »

Il serait absolument injuste, cependant, d'accuser les chefs bolchévistes d'incurie ou d'inactivité pour parer à cet état de choses. Mais du moment que tout le mécanisme de l'organisation ancienne fut détruit et qu'il fut matériellement impossible de le remplacer rapidement par un nouveau, leur impuissance était fatale et irrémédiable.

Les moyens de transport, par exemple, étaient à un tel point défectueux, à cause du manque de combustible et de l'usure du matériel, restant sans réparation, que le trafic, réduit au minimum, menaçait d'être complètement suspendu.

D'un autre côté, la famine s'étant répandue dans les campagnes, puisque les produits agricoles y étaient enlevés de force, les paysans affamés arrivaient en bandes aux stations de chemins de fer et pillaient les wagons destinés à l'approvi-

sionnement des villes. Souvent des wagons chargés de produits étaient détachés des trains et réquisitionnés sur l'ordre des Soviets locaux, qui estimaient de leur droit et de leur devoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauver les provinces qu'ils gouvernaient, sans aucun égard aux droits des autres.

En 1919, la vie est devenue absolument intolérable, tant à Pétrograd qu'à Moscou : plus de vivres, plus de combustible, plus de lumière.

Le mécontentement général, quoique inoffensif, puisque la population est désarmée, arrive à son comble. Mais les mesures de terreur continuent, les persécutions et les perquisitions ne cessent pas. Un contrôle rigoureux s'exerce partout : dans les rues, dans les théâtres, dans les églises et même dans les appartements. On recherche partout les personnes suspectes : si on ne les trouve pas à leur domicile, on arrête les membres de leurs familles.

Une grande partie de la population a succombé par la famine ; une autre partie a pris la fuite. En 1919 la population de Pétrograd, qui comptait 2.000.000 d'habitants, fut réduite à moins de 800.000. A Moscou elle a diminué de 40 pour cent.

Pendant l'hiver 1919-20, les populations de Pétrograd et de Moscou furent particulièrement éprouvées. Plus des deux tiers des maisons de ces villes, qui possédaient le chauffage central, par suite du manque de combustible ont eu les conduites d'eau et la tuyauterie gelées et détériorées, à la suite de quoi elles sont devenues absolument inhabitables.

Les quelques efforts faits au cours de l'été pour réparer ces dégâts échouèrent, par suite de manque de tuyaux, d'appareils et d'accessoires de plomberie.

Ainsi des centaines de mille d'habitants se trouvèrent sans refuge et risquèrent de mourir de froid.

Déjà l'hiver précédent, toutes les clôtures, les barques, les maisons en bois et les baraques furent brûlées.

De l'arrivée de charbon ou de naphte, il ne pouvait pas même en être question.

Il n'y avait qu'à fuir ces villes ou se résigner à y périr.

Le régime bolchéviste a démontré qu'il était incapable d'organiser le travail en Russie, tant dans le domaine agricole, que dans celui de l'industrie.

Il faut bien reconnaître que les Soviets avaient tenté de réagir contre la destruction de l'industrie et s'appliquaient même à créer des usines nouvelles, mais leurs efforts furent vains.

Les matières premières manquaient aussi bien que le combustible, et les moyens de transport furent détruits et firent absolument défaut.

Le rendement de la main-d'œuvre dans les conditions établies par la « Commune des Travailleurs » a baissé, en comparaison de celui d'avant-guerre, d'une façon colossale et fût absolument insignifiant.

Les Soviets eux-mêmes ont reconnu que la production, malgré l'élévation importante des salaires et le dédoublement des ouvriers, arriva à un point mort, menaçant la situation d'une catastrophe imminente.

Au lieu de travailler huit heures, de consacrer huit heures au repos et huit heures à l'étude ou aux distractions, on pouvait estimer que les ouvriers d'usines ne travaillaient pas plus de quatre heures, dormaient huit heures, et dépensaient les douze heures restantes à jouer aux cartes, au billard, etc. Les villages furent rapidement gangrénés par ces habitudes. Ce fut une vie d'oisiveté

générale et les ouvriers, comme les paysans, entendent sous le nom de « communiste » le synonyme de « fainéant ».

Lénine finit par déclarer que le but du bolchévisme était d'*exterminer la bourgeoisie,* et qu'*il n'avait au fond aucun programme de réforme sociale.* Alors c'est l'aveu pur et simple d'un crime monstrueux, commis sans aucun but. Mais en dehors de cela, cet aveu est d'autant plus ridicule, que Lénine, en reconnaissant son échec, assène un coup terrible à la réalisation du beau problème du socialisme pur.

Lénine aurait beau nier qu'il avait tenté de mettre en pratique son système bolchéviste et réaliser les principes fondamentaux de la doctrine socialiste, ses œuvres littéraires, ses discours et surtout ses nombreux décrets sont là, prouvant d'une façon indiscutable qu'il a établi, sans aucun succès d'ailleurs, la commune des travailleurs, qu'il a aboli la propriété individuelle, l'industrie et le commerce privés, qu'il a proclamé que la jouissance de la terre appartient aux travailleurs, jusqu'au moment où ils la cultivent seulement, que les ouvriers d'usines se gouvernent eux-mêmes, ne donnant que huit heures

de travail par jour, avec suppression des heures supplémentaires, des primes, du travail à la pièce, que toute l'industrie, tout le commerce, l'approvisionnement et la répartition des vivres et des marchandises appartiennent à l'État, etc.

Que tout périsse, pourvu que l'idée triomphe, — voilà la devise du bolchévisme, qui, d'ailleurs, fut lancée à l'époque du gouvernement de Kerensky; ce système est éminemment dangereux, car c'est la décomposition sociale.

Donc la société doit prendre des mesures énergiques et urgentes pour arrêter cette décomposition, faute de quoi elle glissera sur une pente douce avec une rapidité progressive, vers l'abîme et le néant.

Ce sera la fin de la civilisatton occidentale et le retour aux plus sombres époques de la tyrannie sans contrôle.

Tous ces principes ont été bel et bien mis en vigueur sans résultat. Mais il ne suffit pas que ces faits soient seulement enregistrés; ce qui est important, c'est de les soumettre à une étude minutieuse, pour constater que les causes de leur échec ne peuvent pas être attribuées à des circonstances fortuites ou aux procédés maladroits

et détestables employés par les chefs du bolchévisme, pour les implanter, mais à ce que ces principes, fondés sur des idées appartenant au domaine de l'utopie, sont absolument inapplicables au genre humain Dans ce cas, il y a à en tirer des conclusions particulièrement graves pour l'avenir de l'humanité.

Les moyens ignobles par eux-mêmes, avec les mensonges et les calomnies dans la presse, mettant la population en révolte contre la classe aisée, sont courants dans les luttes des partis politiques : elles donnent quelquefois des résultats, qui peuvent satisfaire des meneurs sans scrupules.

Mais quand un parti politique, comme celui du bolchévisme, annonce que ses idées sont seules justes et obligatoires et qu'il déclare la guerre à tous ceux qui ne les reconnaissent pas ; quand il donne le droit de citoyens aux bolchéviks seulement, traite le reste de la population en criminels et les condamne à la prison, à la famine et à la mort pour n'avoir pas adhéré à leur programme politique, ces procédés indignes doivent être aujourd'hui appréciés à leur valeur.

Cet exemple frappant a démontré une fois de

plus que l'être humain se laisse plutôt tuer, que de céder à la contrainte et que ses droits de liberté de conscience triompheront toujours.

Le recours même à ces infâmes procédés par les chefs du bolchévisme est une preuve évidente, que ces gens, qui débutant comme des apôtres, prêchant une religion nouvelle, finiront par s'abaisser au niveau de simples tyrans, poursuivant un but étroit de conservation du pouvoir par n'importe quels moyens.

Les bolchéviks ont fait un essai d'application de tyrannie en Russie; mais il n'y a aucune force qui puisse établir l'esclavage; ils peuvent l'appeler dictature du prolétariat, ou absolutisme de l'oligarchie, ils n'ont pas plus de chances de durer que l'absolutisme d'un monarque : au contraire, le joug de parvenus est toujours secoué bien plus rapidement que le joug traditionnel.

Lénine, peut-être, considérait cette tâche comme une grande œuvre humaine, mais aujourd'hui, on a le droit de dire qu'elle consacre son déshonneur, car il n'avait aucun droit de sacrifier un si grand nombre de victimes, pour essayer une simple utopie.

Admettons, pour un instant, que les apôtres

bolchévistes ne soient pas des agents de l'Allemagne, qu'ils sont honnêtes et sincères, que Lénine est un homme intègre qui, à l'instar de M. Wilson, poursuit les idées de réalisation du bonheur de l'humanité ; mais alors comment pourrait-on admettre qu'ils ne se rendent pas compte que leur échec est complet, qu'ils se sont trompés eux-mêmes et qu'ils ont trompé le peuple russe et le monde entier, en promettant la paix, le bien-être et le bonheur complet?

Si ces fanatiques étaient atteints de l'aberration bolchéviste, il est inadmissible, qu'en étant sincères, ils ne s'aperçoivent pas aujourd'hui de leur erreur criminelle, du moment que la réalisation de cette utopie a donné des résultats, non seulement contraires à leurs promesses, mais qui, par leur horreur, dépassent tout ce que l'histoire de l'humanité avait connu de monstrueux jusqu'à présent.

Il est inadmissible que Lénine n'ait pas compris aujourd'hui que la doctrine, ayant pour base la suppression de la propriété privée et l'établissement de l'esclavage, puisse être adoptée par l'humanité ; que ses efforts pour implanter cette doctrine en Russie par la force armée ont complète-

ment échoué et que cette doctrine révolte la nature humaine; que ce goût de la propriété fait partie non seulement de la nature humaine, mais également de la nature des bêtes, qui la défendent de toutes leurs forces; que la créature humaine, quoique bien supérieure à la bête, a quand même une nature animale, avec des penchants et des goûts qui la distinguent nettement des créatures célestes, et qu'aucune doctrine, aucune religion ne pourraient perfectionner la nature humaine, en la corrigeant de ses traits caractéristiques, qui la distinguent comme telle.

L'épreuve a été faite sur une grande échelle et dans des conditions particulièrement favorables; elle a duré assez longtemps, pour pouvoir arriver à des conclusions nettes; Trotsky dans ses discours vibrants avait déjà à plusieurs reprises déclaré que la bourgeoisie en Russie n'existait plus; donc les conditions pour le bonheur humain furent acquises.

Mais, au lieu de la paix et du bonheur, les supplices, les meurtres, la guerre civile continuent.

Les fanatiques meurent, mais ne reculent pas; les bolchéviks massacrent les autres, en faisant bon marché de leur catéchisme.

Les bolchéviks restent au pouvoir et, pour le garder, consentent à toutes sortes de concessions. Ils paraissent satisfaits, comme si le but suprême était acquis; leur conscience, après l'échec de leur doctrine, reste aussi tranquille qu'au début de leur propagande

Personne, pas même Lénine, n'a le courage d'avouer sa déception et de se suicider, car on ne peut plus aspirer à une vie tranquille, après avoir commis une erreur aussi criminelle et aussi complète.

Cette tranquillité d'âme, cette sérénité de conscience, que les chefs bolchévistes ont gardées depuis le début de leur apparition, pendant toute cette période de destruction et d'horreurs, ne ressemblent-elles pas à la manière froide et méthodique avec laquelle les bourreaux et les assassins de métier accomplissent leur triste besogne?

L'échec du bolchévisme est certainement un grand malheur pour les apôtres du socialisme pur, et il est d'autant plus urgent d'étudier les causes de l'insuccès de cette épreuve, qui a été faite sur une immense échelle et qui a emporté un nombre incalculable de victimes et dévasté un des plus grands pays; faut-il encore que les

fautes commises, qui furent payées si cher, ne se répètent plus ?

En laissant de côté les causes spéciales de cet insuccès, telles que les circonstances imprévues ou fortuites, l'incapacité et même la mauvaise foi de certains chefs du bolchévisme, qui ont pu empêcher la réussite de l'application des doctrines socialistes, en dépit de ces circonstances, il se trouve des questions d'un intérêt général, ayant une importance pratique indiscutable, qu'on n'oserait laisser inaperçues dans l'intérêt même de la science sociale et de la réalisation des doctrines socialistes pures à l'avenir.

On a le droit et le devoir, par exemple, de constater en premier lieu que la force brutale, le régime de la terreur, dont les chefs du bolchévisme se sont si largement servis pour convertir le genre humain à leurs idées salutaires, ont eu des résultats absolument contraires au but préconisé ; et que, par conséquent, il y a tout lieu de conclure que ces moyens excessifs de conversion doivent être considérés non seulement comme inefficaces, mais détestables pour la cause du socialisme pur, car ils ont soulevé dans toute l'humanité une légitime révolte contre ces procédés barbares et

cruels. Il est bien évident aujourd'hui que ces procédés violents nuisent aux idées mêmes du socialisme, qui en est rendu responsable et soulèvent une aversion générale contre toutes ses réformes rêvées.

En effet, au lieu de se pénétrer du désir de s'émanciper des conditions du régime bourgeois et d'accepter les idées humaines de l'égalité et de la fraternité, les flots de sang versé mettent le monde entier en révolte contre les apôtres de ces idées, et les gens effrayés qui sont accourus en masses à leur appel, rejettent en bloc toutes leurs doctrines et, au lieu d'avancer vers le progrès, reculent vers la routine, regrettent les traditions anciennes et préfèrent le despotisme d'un prince et du capital au servage de la commune, et espèrent qu'un dictateur quelconque se trouvera enfin pour les sauver de la misère et de la mort.

Il est incontestable que les chefs du bolchévisme ont offert au monde un spectacle qui n'a pas eu de semblable dans l'histoire de l'humanité : ce groupe d'apôtres d'une religion nouvelle, après avoir vainement essayé de soulever les masses ignorantes pour organiser une révolution mon-

diale, s'est subitement transformé en dompteurs de bêtes fauves et pour forcer la volonté et la raison des récalcitrants, ne se sont pas arrêtés devant l'extermination de millions de gens innocents, et cela, sans aucune utilité pour leur cause et au détriment de la propagande des idées saines de la doctrine sociale pure.

L'échec du bolchévisme doit être en second lieu attribué à ce que les masses ignorantes, converties par ses chefs au moyen de promesses séduisantes, au bout d'un certain temps, ne voyant pas ces promesses s'accomplir, se sont considérées comme trompées.

Il y a en effet cette grande différence, entre les divers apôtres qui prêchent les religions divines et les chefs du bolchévisme, que les premiers promettent le bonheur éternel dans l'autre monde, après la mort, après une vie de peines et de souffrances, ce qui naturellement ne les engage à rien envers leurs adeptes, tandis que les chefs du bolchévisme, au lieu de faire attendre ce bonheur si longtemps et de le faire mériter au prix de peines et de souffrances, avaient promis le bonheur immédiat, ici-bas, sans l'attendre, ni le gagner.

Des promesses aussi séduisantes impressionnent vivement la foule des miséreux, des souffrants et des mécontents toujours si nombreux, malheureusement. — Par des discours habiles, on excite les haines et la fureur contre les riches, — les seuls qui sont cause de tous les malheurs ; au nom de la justice, on les condamne au châtiment; on ordonne la restitution aux pauvres des richesses que les bourgeois avaient volées au peuple; on déclare que les usines appartiennent aux ouvriers et la terre aux paysans et que dorénavant tous les gens seront égaux et tous heureux.

Alors, les pauvres gens, les malheureux, et à côté d'eux les déclassés, les gens sans aveu, les repris de justice et les malfaiteurs ont tous marché et ont tous trempé dans le sang et la fange, en exterminant les bourgeois et en pillant leurs richesses ; ce fut l'orgie monstrueuse, la fête triomphale du vice et des instincts criminels accompagnés de meurtres, d'incendies, des râles des suppliciés et des détonations des fusils et des mitrailleuses.

Mais tout a une fin. Les mois passèrent et les années. La besogne fut longue et dure, mais elle

fut achevée : plus de bourgeoisie, plus de capital dans les villes et table rase dans les campagnes.

On en fut fatigué. Cependant le bonheur n'arrivait toujours pas : on avait beau l'attendre, on avait beau tâcher de l'entrevoir tout près, comme continuaient à l'assurer les chefs du bolchévisme, on ne voyait rien venir.

Au contraire, au lieu du bonheur rêvé, les masses se trouvèrent en fin de compte dans la misère, en proie à la famine, au typhus, au choléra et à la peste. Le peuple, dans ces conditions, se vit odieusement trompé et tourna sa fureur contre ceux-là mêmes qu'il avait considérés si peu de temps auparavant comme ses sauveurs : il commence à les traiter aujourd'hui d'aventuriers et de lâches imposteurs.

Lénine et les chefs bolchévistes se sont en effet bien gardés d'exposer leur programme de réforme sociale, et si l'on pouvait admettre qu'ils se soient trompés sincèrement sur les moyens à employer pour l'application, on ne pourrait en dire autant au sujet des principes de leur doctrine, qu'ils se sont sciemment bien gardés d'exposer franchement dans leurs discours enflammés, pleins

de promesses séduisantes de bonheur à venir.

Pourquoi n'ont-ils pas fait mention dans ces discours prêchant le bonheur, que *la propriété individuelle serait complètement abolie?*

Si ce n'est que pour la raison, d'ailleurs très juste, que les foules, auxquelles on aurait annoncé ce dogme, au lieu de s'emballer et de suivre ces apôtres, se seraient jetées sur eux pour les écharper, on serait alors en droit de constater que les chefs du bolchévisme ont réellement et sciemment trompé le peuple russe.

Quand ils promettaient les *usines aux ouvriers* et la *terre aux paysans*, les foules ne pouvaient comprendre les paroles autrement que dans le sens que les usines et les terres leur appartiendraient à titre de propriété, ce qui pour eux, en effet, était le bonheur rêvé, et l'on est en droit de se demander si de pareils procédés sont admissibles dans une propagande faite par des gens honnêtes et bien intentionnés.

Ces procédés à eux seuls suffisent pour condamner les chefs du bolchévisme et toute leur œuvre, qui n'a fait que compromettre le vrai socialisme, le socialisme pur, qui est une religion et qui a, comme toutes les religions, ses fanatiques,

sourds à la logique et aveugles devant l'évidence, mais qui ne peuvent avoir un succès que s'ils restent sincères et honnêtes.

La dictature en Russie n'est nullement celle du prolétariat, comme le font croire les bolchéviks.

Lénine ne s'est pas servi de l'Assemblée constituante, parce qu'elle ne lui a pas été favorable et il l'a dissoute. Mais tous les moyens lui sont bons, et il ne se gêne pas de renier ses propres idées, en publiant à cette occasion une thèse paradoxale, pleine de sophismes, proclamant que l'organisation des Soviets représentait un stade bien plus avancé que celui que le socialisme et le bolchévisme préconisaient jusqu'à ce moment.

Cet immense pays s'est trouvé spontanément envahi par une bande d'aventuriers socialistes, se disant bolchéviks, entourés d'un état-major de déclassés, y compris les ci-devant.

Ce camouflage trompe les naïfs du monde entier. Le prolétariat n'y est pour rien et n'est qu'un masque d'une conception chère à Lénine. Un mois avant son coup d'État en Russie, il écrivait : « La Russie avec ses 150.000.000 d'habitants, après la révolution de 1905, fut gouvernée par 130.000 propriétaires fonciers, grâce à des vio-

lences sans fin. Et l'on viendrait nous soutenir qu'elle ne pourrait être gouvernée par 240.000 membres du Gouvernement bolchéviste dans l'intérêt des pauvres contre les riches? » (Lénine : *Les Bolchéviks peuvents-ils se maintenir au pouvoir?* page 20.)

Voilà un mépris du peuple franchement avoué par le bolchévisme, mépris qui lui enlève tout droit de soumettre sa doctrine au suffrage universel, ou d'essayer de le gagner et de le convaincre.

Les bolchéviks forment une secte dangereuse représentée par une infime minorité, qui s'impose par la force et la violence, dépassant tout ce qu'a connu l'histoire, et qui ne peut être abolie que par la force seulement.

Le régime du bolchévisme n'est qu'une dictature d'absolutisme, établie par un système d'exécrables attentats, où s'exalte le délire de férocité, dont se distinguent les natures basses.

Lénine n'a pas le moindre respect pour le peuple et aussi ne le ménage-t-il pas! Dans les intentions, soi-disant pures, il a procédé à une expérience sociale de laboratoire. Il a considéré le peuple russe comme un matériel humain, apte à

subir cette expérience, tel un chimiste qui opère avec une matière inerte. La pratique de vivisection lui est inspirée par les plus nobles préoccupations. Pour cela, il fit étendre la malheureuse Russie sur une roue et lui brisa les membres.

Cela devait la rendre plus heureuse d'abord, et apprendre ensuite au monde entier à être heureux.

Le monde assiste à ce supplice poignant et attend avec anxiété la fin : la Russie mourra-t-elle, ou trouvera-t-elle en elle-même assez de forces pour survivre à cette expérience?

Non ! On ne peut pas tuer la Russie : elle n'en mourra pas.

Le pouvoir d'une secte fanatique, parvenue par l'oppression des neuf dixièmes de la nation, ne peut durer, qu'autant que la nation elle-même s'abandonne et que les paysans renoncent à l'amour du sol.

Les bolchéviks ont facilement écrasé la bourgeoisie russe, car elle ne fut qu'une partie minime de la population.

Mais, comme en 1612 et 1812, les paysans russes feront preuve de force prodigieuse de leur race et secoueront le joug du bolchévisme; en

sauvant leur patrie, ils rendront au monde civilisé un service, dont la grandeur n'aura rien d'égal dans l'histoire de l'humanité.

Ce n'est qu'une question de temps.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY



